

*Démarche préalable au projet de territoire  
du bassin versant du Tescou*

**Audit patrimonial**

**Conditions et moyens d'une meilleure  
gestion de la qualité du territoire du bassin  
versant du Tescou :  
Quelle stratégie pour la ressource en eau ?**

---

Rapport d'intégration - juillet 2016



**Commanditaire :** Préfets du Tarn et de Tarn-et-Garonne

**Equipe d'audit :** ADEPRINA/AgroParisTech

*Auditeur, intégrateur et rédacteur :* Vincent Pupin

*Auditeurs :* Matthieu Ollagnon et Marc Valenzisi

*Supervision et conception stratégique :* Henry Ollagnon

*Coordination d'équipe :* Marianne Redon et Ambroise de Montbel

# INTRODUCTION

---

## I. La demande d'audit patrimonial

---

Les préfets du Tarn et de Tarn-et-Garonne ont confié à une équipe de l'ADEPRINA/AgroParisTech la réalisation d'une **démarche préalable au projet de territoire** pour le bassin versant du Tescou suite à la crise de Sivens, explicitement orientée vers **la recherche d'une co-construction**. La proposition faite par l'équipe de l'ADEPRINA/AgroParisTech est celle d'une **démarche stratégique** orientée vers *la compréhension et la prise en charge du problème par les acteurs concernés*.

Cette démarche stratégique a consisté à réaliser un **audit patrimonial**.

## II. La méthode de l'audit patrimonial

---

### A. Une démarche d'écoute active

L'audit patrimonial est **une démarche d'écoute active des acteurs en situation**. Les acteurs sont sollicités en tant qu'experts d'un problème, ici :

***Conditions et moyens d'une meilleure gestion de la qualité du territoire du bassin versant du Tescou : quelle stratégie pour la ressource en eau ?***

Chaque personne rencontrée a été auditée selon la même grille d'analyse **IDPA** en quatre points :

Identification de la problématique

Diagnostic des actions engagées pour répondre à la problématique,

Prospective, c'est-à-dire grandes tendances d'évolution (scenarii) possible de la problématique selon l'audit

propositions d'Actions émises par la personne auditée

Les auditeurs membres de l'équipe ont objectivé et reformulé avec les personnes auditées leur expertise de la situation et ils l'ont consignée.

### B. La déontologie

L'audit patrimonial repose sur une déontologie en cinq points :

1. Les entretiens sont libres et volontaires, la personne auditée est informée du libellé de la question « d'intérêt potentiellement commun » faisant l'objet de l'audit patrimonial, et du nom du commanditaire.
2. L'auditeur garantit la confidentialité des propos.
3. L'expertise recueillie n'engage ni le commanditaire, ni l'auditeur, ni la personne auditée dans une obligation d'agir.
4. L'auditeur engage sa responsabilité personnelle dans la rédaction des documents de restitution, qui s'opère selon la même grille stratégique.
5. La diffusion de ces documents est du ressort du seul commanditaire.

### C. Le choix des personnes auditées et déroulement des entretiens

Deux critères majeurs ont été pris en considération pour constituer un groupe de personnes auditées : la représentativité du point de vue des légitimités, de la diversité des acteurs et des niveaux de réalité en présence et surtout la prise en compte la plus complète possible de la diversité des points de vue sur une problématique donnée.

C'est le concours de chacune des personnes auditées qui va permettre l'expression de l'ensemble des dimensions du problème et de ses solutions et l'émergence d'une possible vision intégratrice.

**65 personnes ont été rencontrées lors de 57 entretiens :**

<b>ACTEURS RENCONTRES</b>	<b>Nombre d'entretiens</b>	<b>Nombre de personnes vues</b>
Etat et établissements publics (2 préfets, 3 administrations régionales)	5	6
Elus et collectivités (dont 10 maires et 2 Conseillers régionaux, 2 présidents de Conseil Départemental)	17	17
Agriculteurs et leurs représentants (2 présidents de chambre d'agriculture, 20 agriculteurs)	16	22
Acteurs économiques agricoles et touristiques	6	6
Associations	13	13
<b>TOTAL</b>	<b>57</b>	<b>65</b>

Les entretiens ont été réalisés entre le 10 mai et le 22 juin 2016. La durée moyenne d'entretien a été de 3h (durée minimum : 1h30 – durée maximum : 6h30). Les entretiens représentent donc une durée totale de plus de 170 heures.

### D. L'intégration des auditions

Tous les audités le sont selon la même grille IDPA. Cette trame et les différentes rubriques qu'elle comporte permettent d'analyser et de comparer les entretiens les uns aux autres. Le travail d'intégration se fait ainsi de manière progressive et méthodique en reclassant tous les éléments recueillis lors des entretiens dans les différentes rubriques de la trame IDPA.

Cette procédure est traçable : la restitution ainsi que le présent rapport reprennent le cheminement de la trame d'audit, ce qui permet à chacun des audités de suivre le raisonnement, de s'assurer que ses propos sont pris en compte, de prendre connaissance des propos des autres. L'intégration vise à donner à voir deux choses : la diversité des points de vue dans leur complétude ; les éléments *partagés* (explicitement et implicitement) et les éléments *partageables* par les audités : à partir de formulations proposées par les auditeurs. Elle contribue à objectiver la perception que les audités ont des problèmes et des solutions de manière constructive. Les auditeurs peuvent également livrer leur analyse, en distinguant bien leur parole de ce que formulent les personnes auditées.

### **III. La qualification des résultats de l'audit patrimonial : la restitution du 9 juillet 2016 à Albi**

---

Le 9 juillet à Albi s'est tenue la restitution de l'audit patrimonial. Sur les 65 personnes rencontrées, 40 étaient présentes. Un diaporama a été projeté présentant l'intégration réalisée par l'équipe d'audit. Cette séance de restitution a visé *la recherche avec les personnes auditées* de la meilleure intégration possible pour en améliorer la fiabilité.

Après la présentation des résultats, il a été demandé à chaque personne auditée présente de les qualifier :

Vous retrouvez-vous dans ce qui vous a été présenté?

Avez-vous des points à ajouter pour améliorer ou/et enrichir cette intégration?

La synthèse proposée vous paraît-elle acceptable?

Chaque personne qui souhaitait prendre la parole a pu s'exprimer. Les auditeurs ont modifié l'intégration pour y inclure les interventions des personnes auditées lors de cette restitution. Le présent rapport d'audit patrimonial a été rédigé sur cette base.

### **IV. Le rapport d'audit patrimonial**

---

Le présent rapport reprend la trame présentée sous forme de diapositives lors de la restitution aux personnes auditées le 9 juillet 2016. Il est donc organisé selon la grille d'analyse IDPA (voir plus haut). Toutes les phrases en italique et entre guillemets sont des citations des personnes rencontrées, éventuellement modifiées sans en altérer le sens pour respecter la confidentialité des propos. Les paragraphes encadrés sont l'expression du point de vue de l'équipe d'audit (en début et en fin de grande partie du rapport).

# PLAN DU RAPPORT

---

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
<b>I. LA DEMANDE D’AUDIT PATRIMONIAL.....</b>	<b>2</b>
<b>II. LA MÉTHODE DE L’AUDIT PATRIMONIAL.....</b>	<b>2</b>
A. UNE DÉMARCHE D’ÉCOUTE ACTIVE.....	2
B. LA DÉONTOLOGIE.....	2
C. LE CHOIX DES PERSONNES AUDITÉES ET DÉROULEMENT DES ENTRETIENS.....	3
D. L’INTÉGRATION DES AUDITIONS.....	3
<b>III. LA QUALIFICATION DES RÉSULTATS DE L’AUDIT PATRIMONIAL : LA RESTITUTION DU 9 JUILLET 2016 À ALBI.....</b>	<b>4</b>
<b>IV. LE RAPPORT D’AUDIT PATRIMONIAL.....</b>	<b>4</b>
<b>PLAN DU RAPPORT.....</b>	<b>5</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>8</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE : IDENTIFICATION DE LA SITUATION, DES ACTEURS ET DES PROBLÈMES : UN TERRITOIRE DISCRET QUI SURGIT DANS TOUTE SA COMPLEXITÉ AVEC LA CRISE DE SIVENS.....</b>	<b>11</b>
<b>I. LES QUALITÉS EN JEU, SELON LES PERSONNES AUDITÉES.....</b>	<b>12</b>
A. LE BASSIN VERSANT DU TESCOU.....	12
B. L’AGRICULTURE DU BASSIN VERSANT.....	12
C. UNE QUALITÉ ESSENTIELLE POUR LES AGRICULTEURS : LA « SÉCURITÉ EXISTENTIELLE » GLOBALE.....	13
D. LE TERRITOIRE DU BASSIN VERSANT DÉCRIT GLOBALEMENT COMME RURAL-URBAIN.....	14
E. DES ÉLÉMENTS PATRIMONIAUX POUR UN TERRITOIRE AU CHARME « DISCRET ».....	14
F. UN BASSIN SOUS TENSION EAU.....	15
G. AVEC LA CRISE DE SIVENS, LE TERRITOIRE A CHANGÉ DE GÉOMÉTRIE.....	16
H. CE BASSIN VERSANT, AVEC CETTE NOUVELLE DIMENSION, EST DE FAIT DIFFICILE À DÉCRIRE.....	17
<b>II. LES ENTITÉS OÙ SE JOUENT CES QUALITÉS.....</b>	<b>17</b>
A. POUR LES PERSONNES RENCONTRÉES, LE BASSIN VERSANT DU TESCOU N’EST PAS UN « TERRITOIRE ».....	17
B. QUAND LES PERSONNES AUDITÉES PARLENT DE LA VIE ET L’ACTIVITÉ DANS LE TERRITOIRE, ELLES FONT APPEL À DES ENTITÉS PLUS RÉDUITES.....	18
C. LE TERRITOIRE S’INSCRIT DANS DES ENTITÉS PLUS GRANDES.....	18
D. UNE POSITION STRATÉGIQUE RECONNUE.....	19
E. LA MODIFICATION DE CES ENTITÉS À PARTIR DE LA CRISE DE SIVENS.....	19
F. UN FAIT PARTAGÉ : UNE SITUATION MULTI NIVEAUX.....	19
<b>III. LES ACTEURS CONCERNÉS.....</b>	<b>20</b>
A. LES ACTEURS DU TEMPS NORMAL.....	20
B. LES ACTEURS AU MOMENT DE LA CRISE DE SIVENS.....	20
C. LES ACTEURS APRÈS LA CRISE.....	21
<b>IV. LES PROBLÈMES SELON LES PERSONNES RENCONTRÉES.....</b>	<b>21</b>
A. LES PROBLÈMES INITIAUX DU TERRITOIRE.....	22
1. Une tension sur l’eau et les milieux aquatiques est reconnue.....	22

2. ...mais un problème de compréhension partagée de la réalité que constitue l'eau, sous toutes ses formes dans le bassin versant.....	22
3. Une prise en charge de l'eau perçue comme non satisfaisante.....	24
4. Des problèmes d'accompagnement de l'évolution du territoire.....	25
<b>B. LES PROBLÈMES DE LA CRISE DE SIVENS.....</b>	<b>26</b>
1. Les réponses à la tension sur l'eau n'étaient et ne sont toujours pas partagées.....	26
2. Beaucoup de problèmes de relations entre les acteurs vis-à-vis de la situation dans la crise.....	28
<b>C. LES PROBLÈMES POST SIVENS.....</b>	<b>29</b>
1. La difficulté à sortir de l'opposition frontale, de faire valoir la complexité de la situation.....	29
2. Le problème de l'action et de la conception de l'action dans ce contexte tendu.....	29
<b>V. PROBLÈME DES PROBLÈMES DES PERSONNES AUDITÉES.....</b>	<b>30</b>

**DEUXIÈME PARTIE : DIAGNOSTIC DE L'ACTION ENGAGÉE**  
**UNE REMISE EN CAUSE DU MODE D'ACTION CLASSIQUE QUI AMÈNE CHAQUE ACTEUR À LA RECONNAISSANCE D'UN DESTIN LIÉ DANS CE TERRITOIRE.....32**

<b>PRÉAMBULE AU DIAGNOSTIC PAR L'ÉQUIPE D'AUDIT.....</b>	<b>33</b>
<b>I. LA GESTION ORDINAIRE D'UN TERRITOIRE ORDINAIRE.....</b>	<b>33</b>
A. DES ACTIONS, DES INITIATIVES, EXISTAIENT ET EXISTENT COMME PARTOUT.....	33
B. REGARD SUR LA GESTION EFFECTIVE DE L'AGRICULTURE.....	33
C. REGARD SUR LA GESTION DE L'EAU.....	35
<b>II. LA CRISE DE SIVENS : UN CHANGEMENT DE GÉOMÉTRIE NON ANTICIPÉ.....</b>	<b>35</b>
A. LE CONSTAT D'UN « GÂCHIS ».....	35
B. UN EMBALLEMENT INATTENDU.....	36
C. UNE REMISE EN CAUSE PROFONDE DU MODE DE FONCTIONNEMENT CLASSIQUE DE L'ÉLABORATION D'UN TEL PROJET	37
D. LE CONSTAT PARTAGÉ QUE LE DIALOGUE N'A PAS ÉTÉ POSSIBLE.....	38
E. PERSONNE N'A PU FAIRE DE MÉDIATION.....	39
F. LA SINCÉRITÉ N'A PAS ÉTÉ PAYANTE, PLEIN DE GENS, POUR LES PERSONNES AUDITÉES, N'ONT PAS PARLÉ DE LA RÉALITÉ.....	39
<b>III. DIAGNOSTIC DE L'ACTION POST SIVENS : LES CONDITIONS DE RENCONTRE ET DE NÉGOCIATION DES ACTEURS NE SONT PAS ENCORE RÉUNIES.....</b>	<b>39</b>
A. CHACUN A DÛ DE POSITIONNER POUR OU CONTRE SIVENS.....	39
B. LE RAPPORT DES EXPERTS DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CEDD)	40
C. LA DÉMARCHÉ DE PROJET DE TERRITOIRE.....	40
D. UN SYSTÈME D'ACTION DÉSTABILISÉ À PLUSIEURS NIVEAUX, MARQUÉ PAR LA MÉFIANCE ET LA CRAINTE DU RETOUR DE LA CRISE.....	41
<b>IV. EVALUATION GLOBALE DE L'ACTION ENGAGÉE.....</b>	<b>42</b>

**TROISIÈME PARTIE : PROSPECTIVE**  
**FACE AU SPECTRE DU RETOUR DE LA VIOLENCE, LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE UNE RÉALITÉ PARTAGÉE.....44**

<b>I. HORIZON SPATIO-TEMPOREL.....</b>	<b>45</b>
A. DES HORIZONS TEMPORELS GLOBALEMENT CONCORDANTS ENTRE LES PERSONNES RENCONTRÉES.....	45
B. PENSER LE BASSIN VERSANT COMME UN TERRITOIRE MULTIPLE.....	45
<b>II. UN SCENARIO TENDANCIEL SUR TROIS AXES.....</b>	<b>46</b>
A. PREMIER AXE : UNE OPTION TRANCHÉE SUR LA RETENUE.....	46
B. DEUXIÈME AXE : LA REPRISE DU DIALOGUE ENTRE LES ACTEURS AUTOUR DU PROJET DE TERRITOIRE.....	46
C. TROISIÈME AXE : DES ÉVOLUTIONS DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE, L'EAU ET LE TERRITOIRE.....	47
<b>III. UN SCENARIO NÉGATIF SELON TROIS VOIES PLUS OU MOINS COMPATIBLES.....</b>	<b>48</b>
A. TROIS VOIES PLUS OU MOINS COMPATIBLES.....	48

B.	AVEC DES CONSÉQUENCES, POUR CES TROIS VOIES, À TOUS LES NIVEAUX D'ACTION.....	49
<b>IV.</b>	<b>LE SCENARIO POSITIF : AU-DELÀ DE LA RETENUE, BEAUCOUP DE CONVERGENCES SUR L'AGRICULTURE ET LE TERRITOIRE.....</b>	<b>50</b>
<b>V.</b>	<b>DES ENJEUX IMMÉDIATS ET DE LONG TERME.....</b>	<b>51</b>
A.	LES ENJEUX IMMÉDIATS POUR LE PROJET DE TERRITOIRE.....	51
B.	LES ENJEUX DE PLUS LONG TERME SUR LE TERRITOIRE ET AU-DELÀ.....	51
<b>VI.</b>	<b>LES MENACES.....</b>	<b>52</b>
A.	LA PRINCIPALE MENACE : L'ÉTAT ACTUEL DES POSITIONS ET DES RELATIONS ENTRE LES ACTEURS AVEC UN RISQUE D'EMBRASEMENT.....	52
B.	D'AUTRES MENACES SONT IDENTIFIÉES.....	53
<b>VII.</b>	<b>LE TERRITOIRE A DES ATOUTS QUE LE PROJET DE TERRITOIRE PEUT VALORISER.....</b>	<b>53</b>
A.	LES ATOUTS DU TERRITOIRE ET SON POTENTIEL.....	53
B.	UNE VOLONTÉ D'AVANCER VERS DES BUTS, PEUT ÊTRE PAS SI ÉLOIGNÉS LES UNS DES AUTRES.....	53

## **QUATRIÈME PARTIE : PROPOSITIONS D' ACTIONS**

### **A LA RECHERCHE D'UN « MODE D'ACTION ENSEMBLE » RESPECTUEUX DES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS POUR UN PROJET DE TERRITOIRE PORTEUR DE SENS.....**

<b>I.</b>	<b>PRÉAMBULE AUX PROPOSITIONS.....</b>	<b>56</b>
<b>II.</b>	<b>EXIGENCES QUALITÉ : UNE CO-CONSTRUCTION RESPECTUEUSE DES DROITS PUBLICS ET PRIVÉS.....</b>	<b>56</b>
A.	LE RESPECT DE CHACUN.....	56
B.	L'EXIGENCE DE REVENIR AU RÉEL.....	57
C.	UNE EXIGENCE QUALITÉ SUR LA DÉCISION.....	57
D.	POUR QUELQUES UNS, L'EXIGENCE DE DISCUSSION N'EST PAS PARTAGÉE.....	57
<b>III.</b>	<b>DES OBJECTIFS QUALITÉ ASSEZ PARTAGÉS.....</b>	<b>58</b>
A.	RÉTABLIR LA PAIX.....	58
B.	TRAITER LE PROBLÈME DE L'EAU DANS TOUTES SES DIMENSIONS.....	58
C.	DÉVELOPPER L'INNOVATION EN SÉCURISANT LES EXPLOITATIONS AGRICOLES.....	58
D.	AGIR ENSEMBLE POUR INSTALLER DES NOUVEAUX AGRICULTEURS.....	58
E.	UN PROJET DE TERRITOIRE PORTÉ PAR LES ACTEURS DU TERRITOIRE.....	59
<b>IV.</b>	<b>MODE D'ACTION ENSEMBLE.....</b>	<b>59</b>
A.	LA QUESTION DE L'AGIR ENSEMBLE EST AU CŒUR DE CET AUDIT PATRIMONIAL.....	59
B.	LA PRIORITÉ POUR CERTAINS C'EST LE RESPECT DU MODE D'ACTION PUBLIC ET PRIVÉ À LA FRANÇAISE.....	60
C.	FAIRE RENCONTRER ET DIALOGUER LES DIFFÉRENTS ACTEURS POSE PLUSIEURS QUESTIONS CLÉ.....	60
1.	Qui participe à la discussion ?.....	60
2.	Existe-t-il des règles d'un dialogue constructif ?.....	61
3.	A un moment, il faudra trancher, mais sur quoi ?.....	61
4.	Qui aura la responsabilité du processus ?.....	61
5.	Comment formaliser l'accord éventuel ?.....	62
<b>V.</b>	<b>ACTIONS STRATÉGIQUES.....</b>	<b>63</b>
A.	POUR LA PLUPART DES ACTEURS, LA RETENUE EST AU CŒUR DES PROPOSITIONS, AVEC DES NUANCES.....	63
B.	RECRÉER UNE SITUATION APAISÉE AU NIVEAU DE LA ZONE DE SIVENS.....	63
C.	LA CONSTRUCTION ET LA RECONNAISSANCE D'UN DIAGNOSTIC (ENFIN) PARTAGÉ.....	63
D.	DES PROPOSITIONS À CREUSER.....	64
<b>VI.</b>	<b>CHEMIN DE CHANGEMENT : « NE RIEN FAIRE SERAIT UN ÉCHEC POUR TOUT LE MONDE ».....</b>	<b>65</b>
<b>VII.</b>	<b>CRITÈRES PERSONNELS DE RÉUSSITE.....</b>	<b>66</b>
A.	UN CRITÈRE PARTAGÉ : L'APAISEMENT.....	66
B.	DE FAÇON TRÈS PARTAGÉE, UN PROJET DE TERRITOIRE QUI A DU SENS.....	66
C.	UNE AMÉLIORATION DES QUALITÉS DU TERRITOIRE : EAU, AGRICULTURE, BIODIVERSITÉ, VIE ENSEMBLE.....	66
D.	D'AUTRES CRITÈRES PERSONNELS DE RÉUSSITE.....	67

# Résumé

---

Dans la partie identification de la situation, des acteurs et des problèmes, les personnes rencontrées ont décrit le bassin versant du Tescou comme **rural-urbain** présentant de nombreux éléments patrimoniaux : un territoire **au charme discret, sous tension eau** qui a surgi dans toute sa complexité avec la crise de Sivens. **L'agriculture du bassin versant** est qualifiée de **très diversifiée** avec une qualité essentielle en jeu pour les agriculteurs : leur « **sécurité existentielle** » **globale**. La crise de Sivens a changé la géométrie du territoire, de nouvelles dimensions sont passées au premier plan le rendant, de fait, **difficile à décrire**. Ceci dit, pour les personnes rencontrées, si le bassin versant du Tescou a **une position stratégique** reconnue dans le triangle Albi-Montauban-Toulouse, il n'est **pas un « territoire »** reconnu comme tel. Les personnes rencontrées mesurent le fait que, depuis Sivens, ce qui se joue dans le bassin versant du Tescou implique en même temps **tous les niveaux d'actions**, du hameau de Barat aux niveaux national et européen. Les offres et les demandes de qualités des habitants, concernant l'eau, l'agriculture, la vie du territoire sont en pleine évolution. Avec la crise de Sivens, de nouveaux acteurs apparaissent et les opposants au barrage, tout comme ses partisans, ne sont pas décrits comme des groupes uniformes mais comme **des ensembles hétérogènes** du point de vue de leurs sensibilités, des opinions, des choix ou des comportements.

Les personnes rencontrées ont décrit **trois niveaux de problème** qui cohabitent aujourd'hui : les problèmes initiaux du territoire, les problèmes de la crise de Sivens et les problèmes post-Sivens. Dans **les problèmes initiaux du territoire**, la tension sur l'eau et les milieux aquatiques est reconnue par tous, mais **il n'y a pas de compréhension partagée de la réalité que constitue l'eau, sous toutes ses formes** dans le bassin versant (rivières, nappe, zone humide, lacs collinaires...). La prise en charge de l'eau est perçue comme non satisfaisante. Des problèmes d'accompagnement de l'évolution du territoire existent également, en particulier les difficultés de l'agriculture et la prise en compte des nouvelles attentes des habitants. Dans **les problèmes de la crise de Sivens** les personnes rencontrées constatent que **les réponses à la tension sur l'eau n'étaient et ne sont toujours pas partagées et de très nombreux de problèmes de relations entre les acteurs** vis-à-vis de la situation dans la crise ont été décrits. Dans les problèmes post Sivens, les difficultés à sortir de l'opposition frontale et à faire valoir la complexité de la situation sont notées, ainsi que le problème de l'action et de la conception de l'action dans ce contexte tendu. En effet, le problème de fond est, pour beaucoup, **la façon de dialoguer, de concevoir et de définir ensemble des projets**, de prendre des décisions sur des sujets d'une complexité et d'une actualité qui prennent une nouvelle dimension avec la crise de Sivens.

Pour l'équipe d'audit, cette première partie montre qu'une **réactualisation du contrat** local, régional, national portant sur les rapports agriculture-société-territoire-eau est nécessaire pour tenir compte des transformations à l'œuvre dans ce territoire.

Dans la deuxième partie, diagnostic de l'action engagée, les personnes rencontrées parlent **des actions, des initiatives, des stratégies** dans le domaine de l'agriculture, de l'eau, de la gestion du territoire, actions qui existaient et existent dans le bassin versant du Tescou comme partout ailleurs et constituent **la gestion ordinaire d'un territoire ordinaire**. Dans ce contexte, la crise de Sivens constitue un changement de géométrie non anticipé. Les personnes rencontrées font **le constat d'un « gâchis »**, d'un emballement inattendu et d'une **remise en cause profonde du mode de fonctionnement classique** de l'élaboration d'un tel projet d'infrastructure (barrage). Le dialogue n'a pas été possible, personne n'a pu faire de médiation, la sincérité n'a pas été payante et, selon les personnes auditées, de nombreuses personnes n'ont pas parlé de la réalité du territoire.

Aujourd'hui, les conditions de rencontre et de négociation des acteurs ne sont pas encore réunies. Chacun a dû se positionner pour ou contre Sivens et **il est difficile de sortir de cette vision binaire**. Le système d'action est déstabilisé à plusieurs niveaux, marqué par la méfiance et la crainte du retour de la crise. Le diagnostic est donc assez sombre avec une note d'espoir cependant : des acteurs commencent à dialoguer et dans plusieurs entretiens, émerge **la reconnaissance d'un destin lié** à défaut de l'émergence concrète d'un dessein commun entre tous les acteurs concernés.

Pour l'équipe d'audit, le bassin versant du Tescou est un territoire ordinaire qui a connu une crise extraordinaire. Dans l'action, se sont confrontés plusieurs « mondes », plusieurs façons de fonctionner, plusieurs conceptions de la gestion de l'eau, de l'agriculture et du territoire. **Le conflit l'a emporté sur la compréhension et la coopération**. Si le barrage de Sivens a été un projet porté de manière « collective » (délégation de son élaboration à une collectivité) pour prendre en charge quelques grandes qualités du territoire, aujourd'hui des acteurs semblent considérer qu'**un bon projet de territoire devra susciter une prise en charge « en commun »**, à partir des acteurs du territoire, d'un ensemble plus large de qualités (« qualité totale » du territoire).

Dans la troisième partie, prospective, les personnes rencontrées se projettent sur **des horizons temporels globalement concordants** avec un horizon à court terme pour prouver qu'on peut avancer et une prise en compte d'enjeux de long terme. Pour tous, il faut penser le bassin versant comme un territoire multiple.

Le **scénario tendanciel** décrit par les audités repose sur trois axes. Le premier axe est une option tranchée sur la retenue. Le deuxième axe est la reprise du dialogue entre les acteurs autour du projet de territoire. Le troisième axe repose sur des évolutions dans les domaines de l'agriculture, de l'eau et du territoire. Le **scénario négatif** est abordé selon trois voies plus ou moins compatibles : **on ne fait rien**, on laisse traîner, on décourage tout le monde ; ou bien **un projet « petit bras » est réalisé**, sous-dimensionné par rapport aux problèmes posés ; la troisième voie est **une « guerre civile »**, une reprise de la crise en plus fort. Le **scénario positif**, au-delà de la retenue, dessine **beaucoup de convergences** entre les personnes rencontrées avec **une amélioration globale des qualités de l'agriculture et des qualités du territoire**.

Les enjeux de ces scénarii s'articulent autour de la capacité à agir relativement rapidement tout en prenant le temps du changement (technique comme relationnel). La principale menace identifiée est l'état actuel des positions et des relations entre acteurs avec un risque d'embrasement. Cependant, le territoire a des atouts (sa beauté, l'attraction qu'il suscite, la jeunesse de sa population agricole...) que le projet de territoire peut valoriser, avec une volonté d'avancer vers des buts, peut-être pas si éloignés les uns des autres.

Pour l'équipe d'audit, tout le monde exprime le fait que **la crise peut revenir**. Un grand nombre d'acteurs semble penser que tant qu'il n'y aura pas la reconnaissance d'une réalité partagée, il n'y aura pas de **dessein commun**.

Dans la quatrième partie, propositions d'actions, les personnes rencontrées sont à **la recherche d'un « mode d'action ensemble » respectueux des acteurs publics et privés** pour un projet de territoire porteur de sens. Les exigences qualité pour le processus d'élaboration du projet de territoire sont nombreuses : le **respect** de chacun, l'exigence de **revenir au réel**, la qualité du processus de **décision**. Pour quelques-uns, l'exigence de discussion n'est pas partagée. Les « objectifs qualité » sont assez partagés : **rétablir la paix**, traiter le problème de l'eau dans toutes ses dimensions, développer l'innovation en sécurisant les exploitations agricoles, agir ensemble pour installer de nouveaux agriculteurs et pour définir un projet de territoire porté par les acteurs du territoire.

**La question de l'agir ensemble** est au cœur de cet audit patrimonial. La priorité pour certains est le respect du mode d'action public et privé à la française. Pour ceux, nombreux, qui souhaitent faire rencontrer et dialoguer les différents acteurs, **cinq questions clés** se posent :

1. Qui participe à la discussion ?
2. Existe-t-il des règles d'un dialogue constructif ?
3. A un moment, il faudra trancher, mais sur quoi ?
4. Qui aura la responsabilité du processus ?
5. Comment formaliser l'accord éventuel ?

Pour la plupart des acteurs, **la retenue est au cœur des propositions**, avec des nuances. Certains insistent aussi sur **la nécessité de recréer une situation apaisée au niveau de la zone de Sivens**. Beaucoup de personnes rencontrées souhaitent la construction et la reconnaissance d'un **diagnostic (enfin) partagé**. Les autres actions jugées stratégiques par les acteurs rencontrés sont nombreuses et variées même si elles ne sont souvent l'expression que d'une personne.

Pour le chemin de changement de la situation actuelle à la situation souhaitée, **« ne rien faire serait un échec pour tout le monde »**, la démarche actuelle est une piste intéressante pour certains. Les critères personnels de réussite des personnes rencontrées sont principalement : l'apaisement, un projet de territoire qui a du sens et une amélioration des qualités du territoire : eau, agriculture, biodiversité, vie ensemble...

Pour l'équipe d'audit, il y a **une appétence assez large pour un projet « qualité totale »**. Les différentes actions exprimées esquissent ce que pourrait recouvrir **un contrat agriculture-société-territoire-eau équilibré**, qui respecte l'identité de chacun et favorise l'action des acteurs publics et privés sans se substituer à eux. **La co-construction du projet est aussi la co-construction d'un territoire** et la constitution concomitante d'une communauté d'acteurs pour le prendre en charge. En résumé, le défi est de passer de la conscience d'un destin lié à la réalisation d'un dessein commun.

Première partie :  
Identification de la situation, des  
acteurs et des problèmes :



Un territoire discret qui surgit dans  
toute sa complexité avec la crise de  
Sivens

---

## I. Les qualités en jeu, selon les personnes auditées

---

### A. Le bassin versant du Tescou

Les entretiens d'audit font apparaître plusieurs éléments descriptifs du bassin versant. **Le Tescou** est mentionné comme **une rivière incisée** au fond de sa vallée, dont le cours a été aménagé par endroits. **Le sous-bassin du Tescounet**, réalimenté par la retenue du Thérondel est régulièrement évoqué. **La vallée du Tescou** est décrite comme **assez étroite** au moins jusqu'à Saint Nauphary. De chaque côté de cette vallée, le bassin versant est composé de **coteaux vallonnés** formant de petites vallées. Plusieurs sont ceux qui indiquent **une présence importante des bois et bosquets** et, bien sûr, l'ensemble que constitue **la forêt de Sivens**. Le bassin est aussi caractérisé par **des sols très hétérogènes**. 180 **retenues collinaires** privées ont été recensées (agricoles ou non). De nombreuses personnes auditées signalent la présence de **la zone humide du Testet**. **L'habitat** dans le bassin est décrit comme **dispersé** voire mité. Enfin, le bassin est aussi caractérisé par la présence de **la route départementale Montauban-Gaillac** qui le traverse d'un bout à l'autre.

*« Le Tescou est un cours d'eau assez incisé, circulant entre des berges assez profondes : il est probablement le résultat d'aménagements anciens (curage, recalibrage). Il fait peu de méandres mais tout de même, on peut noter l'existence de ripisylves. »*

*« Nous sommes sur des cultures de petites surfaces, pas comme dans les Landes ou l'Aveyron. Nous ne sommes pas dans cette configuration et nous ne le serons jamais parce que la campagne ici n'est pas faite pour ça. C'est une question de sécurité. Le bâti est très présent, il y a des maisons partout. Nous avons un habitat dispersé. On ne peut pas mettre de grands pivots d'irrigation. »*

*« Du point de vue des prairies humides, la zone humide du Testet est la dernière du département. Trois écosystèmes interféraient et agissaient et c'est très particulier. 96 espèces protégées. 300 plantes différentes d'intérêt départemental. »*

*« Les vallées du Tescou et du Tescounet sont très agricoles, il y a beaucoup de secteurs boisés aussi. La forêt de Sivens est quand même importante, avec la maison forestière, énormément de gens y vont. »*

### B. L'agriculture du bassin versant

Les exploitations agricoles sont décrites le plus souvent comme « familiales », avec **des cultures diverses** (céréaliculture, melon, élevage bovin lait et viande, élevage porcin, ovin, arboriculture, etc.) et un revenu plutôt faible. Cette agriculture connaît les mêmes **grandes tendances** que dans le reste du pays : diminution de l'élevage, augmentation de la céréaliculture. Les agriculteurs rencontrent des **difficultés objectives d'exploitation** : sols (hétérogénéité, taux de matière organique faible), pentes, mitage, peu d'eau. Pour vivre de l'agriculture dans le bassin, une **diversification** est souvent nécessaire. Certains soulignent une certaine dynamique, des agriculteurs assez jeunes, **des circuits courts de proximité** développés.

*« Ce n'est pas la Beauce, même s'il y a une augmentation des surfaces : ce sont des exploitations moyennes, familiales. »*

*« On a de très petites exploitations, de la polyculture, avec de l'élevage modeste, des fermes d'une vingtaine de vaches, avec du canard parfois. »*

*« Aujourd'hui on a un peu d'élevage, avec des tailles d'exploitations pas trop grandes, la taille moyenne est relativement faible, 50-60 ha. Il y a un mythe de la grosse exploitation qui doit être détruit. »*

*« C'est un territoire très diversifié au niveau agricole. Historiquement, c'est une zone d'élevage qui disparaît pour la grande culture. Il y a une différence entre l'amont et l'aval, il y a une évolution dans ce sens-là. »*

« La principale qualité agricole de ce bassin versant c'est qu'il y a plusieurs productions. On trouve de tout : volailles canards, vache, cochon, ovins viande, c'est très très diversifié. On a un terrain très diversifié susceptible d'accueillir de nombreuses productions différentes. Ces petites exploitations à taille humaine intéressent les acteurs économiques quand leurs productions ont besoin de beaucoup de main-d'œuvre. Ils préfèrent car ils savent que le travail sera mieux fait. C'est une des forces de notre territoire. »

« Le territoire a un défaut du point de vue agricole : c'est assez morcelé, ce sont des champs entre les bois. Mais c'est un cadre intéressant, il faut reconnaître que là-dessus, on n'est pas trop mal. En défauts, on a : le manque d'eau, le potentiel des terres et la demande en puissance pour travailler ces terres, le coût de production des cultures, pour les céréales surtout. D'autres défauts : même si notre production est assez variée, on est quand même fermé à beaucoup d'autres productions. Si vous faites des pois : vous aurez 40 quintaux une année, 20 une autre... »

### C. Une qualité essentielle pour les agriculteurs : la « sécurité existentielle » globale

Les agriculteurs rencontrés ont souvent parlé de la nécessité de prendre en compte la sécurité de leur activité de façon globale, ce que nous regroupons sous le terme de « sécurité existentielle » :

- sécurité **économique** : obtenir les contrats, sécuriser les rendements, dégager un revenu « stable », capacité d'investissement
- sécurité **relationnelle** : rapports aux voisins, à la société
- sécurité **normative** : stabilité, cohérence des réglementations et capacité à les respecter
- sécurité **patrimoniale** : famille, organisation avec les autres agriculteurs, ancrage et confiance dans le territoire, possibilité d'un futur

Pour les agriculteurs, **elle est liée à d'autres qualités**. Des **qualités liées à l'eau** sont citées : l'accès à l'eau, les techniques avec peu ou pas d'eau, les possibilités avec plus d'eau, l'avantage concurrentiel de pouvoir irriguer... Egalement citées, des qualités liées au **foncier** : faire avec de petites surfaces, s'installer, s'agrandir, avoir accès à de bonnes terres... Enfin, la qualité des **diversifications** des exploitations est essentielle pour s'adapter et/ou gérer les fluctuations du marché et des normes (prix, événement médiatique sur un produit, évolution de la clientèle, nouvelles exigences de la société)

« Je relie irrigation et maintien de l'agriculture dans une vallée sinistrée au niveau agricole. C'est une des vallées dans le Tarn où les agriculteurs ont le moins de revenus. »

« Si je n'avais pas ma diversification, je serai double actif... »

« Il existe un sentiment d'injustice dans le Tescou. Certains ont de bons rendements, d'autres ont besoin d'énormément de terres pour obtenir un bon rendement. Certains ont été obligés d'arrêter les semences qui sont pourtant la force du secteur. Les noisettes et d'autres diversifications liées à l'irrigation sont le moyen de mettre fin à cette injustice. C'est une difficulté pour le monde agricole. »

« Est-ce qu'on voit diminuer le nombre d'exploitations ou on arrive à garder des petites exploitations ? L'eau permet de sécuriser ou de produire avec une plus grande valeur ajoutée. »

« Dans la vallée du Tescou, au vu du climat et du contexte du relief, on arrive encore à se débrouiller. Ce n'est pas très simple mais on arrive à une certaine variété de production. Il faut des gens relativement techniques pour se sortir de ça. On n'a pas trop le choix. On ne peut pas vivre avec 100 ha de céréales ; il faut un truc à côté. Nous n'avons pas un potentiel de culture pour pouvoir en vivre. On n'est pas compétitif. Quand le blé est à 200 euros la tonne, ça va, quand il est à 130 euros, il faut autre chose à côté. »

« Je crois qu'il faut prendre un peu de recul. Effectivement la question du développement agricole et du modèle agricole sont en jeu. Les gens sont sympathiques quand on va sur le débat des aides à l'agriculture. Ici les aides sont égales au revenu. Effectivement les agriculteurs touchent beaucoup d'aides, sinon le prix des matières premières serait plus grand. Les gens ne se rendent pas compte. Personne ne veut de l'irrigation, mais s'ils veulent augmenter l'approvisionnement local... »

## D. Le territoire du bassin versant décrit globalement comme rural-urbain

Le territoire est encore peu dense, aux franges de l'aire urbaine de Toulouse. Les personnes rencontrées le décrivent à la jonction de **plusieurs mondes** : rural, urbain, agricole, accueil de population, territoire de passage... Les habitants (qu'ils y soient nés ou pas) ont de **nouvelles attentes** vis-à-vis du territoire : loisirs, services, accès au territoire, rapport à la nature, aux chemins, à la rivière, aux lacs...

*« Dans certains villages, c'est une désertification du territoire, mais sur les coteaux, des lotissements se construisent avec des gens qui bossent à Toulouse. »*

*« Toulouse, Albi et Montauban sont de grosses villes : nous avons des consommateurs pas loin. Du monde s'est installé, il y a eu beaucoup de construction sur Varennes Tauriac, etc. »*

*« Une école regroupe Beauvais, Tauriac et Montgaillard. Quand les gens achètent des terrains à bâtir, ils regardent ça. On a la nationale : on est vite à Montauban, elle passe au milieu de la vallée. Pas mal de gens viennent s'installer ici, beaucoup travaillent sur Toulouse, Albi ou Montauban. C'est un lieu de passage, on n'a pas un détour à faire. »*

*« Ça reste quand même assez préservé en termes d'habitat. Les gens qui viennent habiter, redécouvrent la vallée, les chemins, les bandes enherbées ont permis aux gens de se balader. Depuis les 10 dernières années, il y a eu un changement de population. »*

*« Il y a une pression urbanistique très forte entre Montauban et Toulouse. Ou bien certains ont un petit logement ou c'est trop cher et ils remontent vers Montauban. N'oubliez pas qu'il n'y a que 40 minutes entre Toulouse et Montauban. Nous sommes dans une logique périurbaine, au moins du côté du Tarn-et-Garonne. »*

Parmi les personnes auditées, le **rôle essentiel de l'agriculture est largement reconnu** dans la structuration, l'entretien et la vitalisation humaine du territoire. En particulier, certains rappellent l'importance de l'agriculture comme secteur pourvoyeur d'emplois dans le territoire.

*« Les agriculteurs apportent un poids économique, ils font quand même vivre le territoire. »*

*« Si les agriculteurs arrêtent, ce sont les petits commerces et les services publics qui finiront pas disparaître. »*

*« Ce sont des gens attachés à leur territoire et à leur métier. L'agriculture est au cœur de l'identité. »*

## E. Des éléments patrimoniaux pour un territoire au charme discret

Pour nombre d'audités, si le bassin versant du Tescou n'est pas un territoire exceptionnel, c'est quand même **« une belle vallée »**. *« Le territoire n'a pas sa Tour Eiffel »* mais **un ensemble d'éléments naturels, artificiels et humains** qui forment un cadre de vie auquel plusieurs audités se sont dits attachés : champs, bois, villages, coteaux, collines, vallons, rivières, vallées, bâti ancien avec briques en argile, lacs, l'ensemble forêt de Sivens- maison forestière- zone humide, vergers, haies...

*« La qualité du territoire, c'est sa diversité. »*

*« Il y a un patrimoine naturel, paysager, historique, qui forme un tout. »*

*« Les anciens, avant d'aller à la messe, ils allaient à la pêche, c'était réglé comme du papier à musique ! Chacun avait son coin, les gens allaient faire « leur trou » dans la haie pour accéder à un coin de rivière, quelques jours avant l'ouverture de la pêche... »*

*« Ici les gens ont construit avec des briques en terre crue. Quand les bâtiments tombent en ruine, il n'y a plus une trace. On perd des milliers d'années d'évolution ! Il y a une abbaye dans les bois mais on n'en trouve pas les traces. Il y a des reliefs suspects, mais pas de vestiges. »*

*« Dans les zones humides, c'est aussi l'occasion de connaître une riche biodiversité sur ces endroits-là, la zone humide du Testet, c'était 94 espèces protégées identifiées. La biodiversité ordinaire est aussi importante que les espèces emblématiques en voie de disparition. »*

*« Pour moi, la forêt de Sivens avec la maison de la forêt, était dédiée à l'éducation à l'environnement. Pour aller à la maison de la forêt, je passais par la zone humide. C'est au fur et à mesure que j'ai pris conscience de ce que c'était. »*

**Un tourisme est associé à ce territoire discret**, à l'image de ces éléments patrimoniaux diffus, non spectaculaire.

*« Le territoire vit grâce à un tourisme assez développé ; tourisme vert, chambres d'hôtes et gîtes, une partie du monde agricole tire parti du tourisme... »*

*« Le tourisme est très lié à la qualité de la nature et à l'agriculture ; l'offre d'hébergements ici c'est surtout les gîtes et chambres d'hôtes, il y a très peu d'hôtels dans le coin. »*

## F. Un bassin sous tension eau

Plusieurs audités décrivent le bassin comme **une « zone séchante »**. Pour certains, il existe même des conditions climatiques tout à fait particulières dans tout ou partie du bassin. Le bassin versant du Tescou est en tous cas identifié comme **un des trois bassins versants manquant d'eau en premier** au niveau du Bassin Adour Garonne.

*« Le Tescou, c'est un robinet : s'il pleut, il remonte trois jours et il redescend, comme un tuyau d'arrosage. Ça a toujours été comme ça. »*

*« Ce que j'appelle le « couloir du vent d'autan » c'est d'un côté les Cévennes et la Montagne noire (au nord-est) et, de l'autre côté, le massif pyrénéen et l'influence atlantique ; dans ce couloir, l'hygrométrie est plus faible que dans les secteurs environnants car les pluies sont détournées ailleurs ; de plus, le vent d'autan dessèche tout. »*

*« C'est un bassin où il y a, pendant l'été, un étiage comme dans beaucoup d'endroits, un étiage sévère, une ressource limitée sur l'année. Les conflits d'usages existent ici comme ailleurs. Il y a besoin de réfléchir collectivement comment gérer l'eau. »*

*« Le plat, plus profond, a de meilleures capacités de rétention en eau. Dans les coteaux la rétention en eau n'est pas mal mais avec une année sèche ça jaunit. Tous les châtaigniers se perdent, ils sèchent l'été. 10 tonnes de bois se perdent. »*

Cette tension sur l'eau, reconnue par tous, s'inscrit aussi dans de **grands enjeux** locaux, nationaux et mondiaux rappelés par de nombreuses personnes auditées : **le réchauffement climatique**, les besoins en **eau potable** et **assainissement** dans un contexte général de croissance urbaine de Toulouse, la baisse de la biodiversité (avec l'enjeu du maintien des zones humides), **l'atteinte du bon état des eaux en quantité et en qualité** des rivières et des nappes.

*« Ce questionnement sur la ressource en eau, la stratégie à adopter (retenue ou non) est encore plus nécessaire avec le changement climatique. Le climat a fortement évolué vers un climat andalou. C'est une perspective qui va aussi impacter les choses dans trente ans, une telle retenue est-elle adaptée dans 20 ou 30 ans ? »*

*« Maintenant avec les évolutions climatiques, il y a des retenues qui ne se remplissent plus comme avant. Maintenant certains agriculteurs doivent pomper au Tescou pour réalimenter leur lac. »*

*« Ça me gêne quand on dit que tout ce qui est de la main de l'homme c'est forcément mauvais ; je ne vais pas dire le volume qu'il faut. Des retenues ont été faites qui servent de captage pour l'eau potable. Dans certains coins, si on n'arrive pas à retenir l'eau, on est menacé sur l'approvisionnement en eau potable. »*

*« Le réchauffement climatique on en entend parler. La réalité c'est que demain on aura besoin d'eau dans le territoire, comme ceux en Andalousie rêvent d'eau. Mais je n'ai pas envie d'avoir des serres en plastique tout le long du Tescou. »*

Certains attribuent aussi une part de cette tension sur l'eau à **des aménagements** passés ou actuels :

*« Certaines communes ont été remembrées mais pas de façon raisonnée. Il fallait trouver de la terre arable pour produire. Les agriculteurs n'ont fait que ce qu'on leur a demandé de faire. Cela a des influences qu'on peut comprendre en termes d'érosion des sols et de fuite de l'eau. »*

*« L'évolution de l'occupation du sol accentue aussi la tension sur l'eau : un peu de boisement sur le territoire et moins d'élevage, plus d'évapotranspiration. »*

*« Leur problématique c'était les inondations, toute la vallée du Tescou, il y avait des moulins partout avec des retenues avec des canaux, il y avait des réserves d'eau en permanence, qui ont disparu quand les moulins ont disparu et les chaussées se sont effondrées. A l'époque ça retenait l'eau et il n'y avait pas d'inondation à Montauban... »*

## G. Avec la crise de Sivens, le territoire a changé de géométrie

Pendant et après la crise de Sivens, d'autres qualités, déjà présentes avant, apparaissent comme des qualités clés et dépassent le cadre strict du bassin versant.

La **qualité des relations entre les acteurs** revêt une nouvelle importance avec le conflit, le positionnement de chacun par rapport au projet de retenue... Les relations entre les habitants et les personnes extérieures au territoire ont été, selon de nombreuses personnes rencontrées, effectivement bouleversées avec la crise (positivement ou négativement selon les cas).

*« Au sein de la vallée, ça a mis une mauvaise ambiance, avec un énorme ressentiment contre les gens de l'extérieur. Souvent avec des gens de l'extérieur on se disputait car, pour nous, il y avait une telle désinformation... Je peux comprendre ceux qui sont contre mais une telle désinformation... ça montait vite dans les tours. Il y a eu de ça avec les gens extérieurs ou étrangers au projet. Il faut savoir dans la vallée, il y a des gens qui n'étaient pas au courant, ni du projet ni du ressentiment. Plus ou moins. Mais il y a eu ça. »*

Les qualités des **décisions publiques et privées** apparaissent très clairement comme un enjeu pour les personnes auditées pendant et après la crise : leur légitimité, leur légalité, la responsabilité des décideurs, la qualité des normes édictées pour l'eau et l'agriculture, le caractère démocratique de ces décisions... Certains y associent aussi les qualités d'un **projet** d'investissement public, la qualité de l'utilisation de l'argent public, la **capacité à agir**.

*« Des questions plus générales sont en cause : quel modèle agricole on promeut quand il y a de l'intervention publique ? Quand il y a intervention publique, c'est l'occasion de favoriser une transition agricole. »*

*« Beaucoup de lacs ont été faits en disant c'est pour l'eau potable. Initialement des gens vivent comme une tromperie cet argument : on dit qu'on le fait pour l'eau potable mais en fait c'est pour l'agriculture. Les choses ne sont pas les mêmes qu'il y a 40 ans. Est-ce qu'on accepte ces changements ? Une réflexion objective est à mener. »*

Compte tenu des difficultés rencontrées pendant la crise, certains mettent aussi en jeu la **capacité des acteurs à organiser le dialogue, la rencontre et la négociation** entre les différentes personnes impliquées. Avec Sivens, la **médiatisation** est également devenue une dimension essentielle à prendre en charge. La généralisation va plus loin encore, certains mettent en jeu **l'avenir de l'agriculture** française en Europe le **rapport de chacun au « naturel »**, l'équilibre **urbain/rural**. En particulier dans un nombre important d'entretiens, certains insistent sur l'existence de **« modèles »** en agriculture qui seraient le signe de visions très différentes, non seulement du métier d'agriculteur mais aussi de la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité ou encore de l'économie agricole, de l'alimentation et de la consommation.

Certains déplorent cette généralisation, d'autre l'assument.

*« Derrière toutes ces questions posées, je pense que cela relève aussi de la philosophie. L'anarchie dans la nature, c'est la loi du plus fort et ça va vers des choses qu'on ne voulait pas au début. La*

*nature n'est pas forcément sympa. Laisser la nature faire ce qu'elle veut n'est pas une solution pour moi. »*

*« On s'est trouvé dans une situation où la société en général se pose des questions sur la façon de faire de l'agriculture, on nous le dit très régulièrement, il faut économiser l'eau, etc. »*

*« Certains ont vu dans cette affaire un modèle agricole à perpétuer. On sacrifie quelque chose ici pour d'autres enjeux. Une constellation d'enjeux s'y sont greffés : la malbouffe, la maïsiculture, les OGM... »*

### H.Ce bassin versant, avec cette nouvelle dimension, est de fait difficile à décrire

Toutes les personnes rencontrées ont envie de **parler de la réalité** du territoire, de l'agriculture et de l'eau, surtout que, pour de nombreux audités, elle a été occultée par des débats et des prises de positions médiatisées. Mais peu d'audités se sentent capables de décrire finement et dans sa globalité le bassin versant.

*« La majorité des gens qui ne connaissent pas la vallée reconnaît aujourd'hui qu'on l'a mal décrite. Des travées d'arroseurs, ce n'est pas possible dans le Tescou par exemple. 1 ou 2 piliers c'est possible, voire trois mais pas plus, ce n'est pas comme ce que j'ai vu dans le bassin d'Arcachon avec 7 ou 8 piliers... »*

*« Le bassin versant ? Le problème c'est que je ne le connais pas en entier. Je peux vous décrire la vallée jusqu'à Salvagnac... »*

*« Le bassin versant même, je peux difficilement en parler, je ne le connais pas. Je ne suis pas l'expert du bassin versant... »*

## II. Les entités où se jouent ces qualités

---

### A. Pour les personnes rencontrées, le bassin versant du Tescou n'est pas un « territoire »

Il a **deux traits d'union physiques** : le Tescou et la route départementale, mais **pas d'identité propre**, pas de spécificité marquante. Certains ont tenté d'en donner une définition par la négative : *« ce n'est pas la Beauce... »*. **Ce n'est pas un « terroir »** non plus du point de vue agricole : il n'y a pas d'unité au niveau des sols, les labels présents sur le bassin versant sont associés à des démarches (Bio, Label Rouge) ou des territoires plus grands (Gaillac, Lou Cantel).

*« La vallée du Tescou n'a rien d'extraordinaire par rapport à ce qui se fait ailleurs. Elle n'a pas d'identité perceptible ailleurs. C'est un territoire à construire. »*

*« Le territoire n'a pas d'identité forte : d'ailleurs la communauté de communes s'est faite sur les limites du canton.... Quand vous êtes à Montgaillard, ils sont vers Villemur, un peu vers Beauvais et très peu. Les élus se connaissent cependant. Ils ont fait l'abattoir ensemble. »*

*« Certains sont tournés vers Montauban, d'autres vers Gaillac. On est de la Vallée du Tescou mais on n'a pas de label et tout ça. Le label Veau d'Aveyron s'arrête à Gaillac, le melon aussi s'arrête avant. On est un peu au milieu... »*

*« Le bassin versant est au nord-est de la Gascogne, ce n'est pas le Quercy non plus... D'un côté c'est le coteau molassique avec un excès de magnésium mais pas de l'autre côté. Dans le toulousain, c'est galet et briques rouges. Ici les briques sont en terre. Le bassin versant est au croisement de régions, sans identité propre. »*

### B. Quand les personnes auditées parlent de la vie et l'activité dans le territoire, elles font appel à des entités plus réduites

En matière agricole, certains insistent sur la **distinction vallée/coteaux**, d'autres font une différence entre la **partie réalimentée par le Thérondel** et le reste du bassin versant. Certains perçoivent **des**

**sous-entités**, des petits bassins structurés où se joue souvent une partie de la qualité de vie : l'amont du bassin autour de Lisle-sur-Tarn, le secteur de Salvagnac, la partie Beauvais-Verlhac, la vallée du Tescounet, l'aval avec Montauban et St Nauphary. **Les lieux d'activité** sont aussi associés à la qualité de vie : centre de loisir, maison forestière, base de loisirs. **La forêt de Sivens** est aussi citée comme une entité en soi, du point de vue de la biodiversité et des loisirs. **Le tissu économique** est très présent dans les entretiens pour parler de la qualité de l'économie agricole du territoire : les coopératives, l'abattoir, la brasserie, les CUMA, les agriculteurs en vente directe ou en circuits de proximité.

*« Nous avons une vallée relativement froide par rapport aux coteaux. Dans la vallée, il n'y a pas d'arbre, pas de verger. C'est plus sur le coteau. Ce n'est pas rare qu'il gèle dans la vallée, il y a un microclimat, c'est encaissé. Ça se sent la différence de température entre le haut et le bas. En haut, il y a trois ou quatre degrés de plus qu'en bas. L'été c'est frappant : on est bien en haut en T-shirt mais en bas non. »*

*« La vallée a beaucoup moins besoin d'eau que les coteaux... et les coteaux on les oublie carrément ! »*

*« Il y a le Tescou rural d'un côté et le Tescou économique du côté de Montauban. »*

*« A Saint-Nauphary : il y a plus d'eau, il n'y a rien à dire, on voit la différence sur toute la vallée du Tescounet. »*

*« Les CUMA sont une des grosses forces : les agriculteurs se regroupent, achètent en commun, il y a beaucoup d'entraide. »*

*« Il faut voir que l'activité économique de la vallée c'est l'agriculture et l'agro-alimentaire pour une grosse part. L'abattoir, la coopérative de Salvagnac, la coopérative Bio... »*

### C. Le territoire s'inscrit dans des entités plus grandes

Le territoire n'étant pas vu la plupart du temps comme ayant une identité propre, les personnes rencontrées inscrivent le bassin versant dans des entités plus larges. **Les grands pôles urbains** sont très cités (Montauban, Gaillac, Albi, Toulouse), ce sont à la fois des grands bassins de vie et des bassins de consommation pour les produits agricoles. **L'organisation politique** n'est pas superposable non plus au bassin versant : plusieurs communautés de communes se le partagent. **La gestion de l'eau** est souvent décrite dans un cadre régional (SDAGE), national et européen, avec l'importance soulignée de l'aval du bassin et ses besoins. **Les grandes entités où se joue l'agriculture** sont, selon les personnes rencontrées, le niveau sociétal (pour la consommation, le regard sur les pratiques), le niveau national et européen (pour les normes), le marché mondial,... Enfin, **les entités touristiques** dans lesquelles s'inscrit le territoire sont les pôles d'attractivité que sont Gaillac et le circuit des bastides.

*« L'influence de Toulouse se voit sur le marché de Saint-Sulpice. L'été à Saint Su, il y a des poussettes ; beaucoup de jeunes couples, un renouvellement de la population. »*

*« L'élargissement au-delà du bassin, qui doit rester le cœur, concerne aussi les bassins de consommation qu'il faut intégrer dans la réflexion : l'agglomération de Montauban, celle de Gaillac, voire pourquoi pas Toulouse. Enormément de produits sur les marchés toulousains viennent du Tarn-et-Garonne de la région de Montauban... »*

## D. Une position stratégique reconnue

L'inscription du bassin versant du Tescou dans le triangle Montauban-Albi-Toulouse le met dans une position stratégique pour les personnes rencontrées, aussi bien du point de vue de **l'accueil de nouvelles populations**, que de **l'économie agricole**. Il est près de grands **bassins de consommation** : marchés de Saint Sulpice, de Montauban, de Gaillac... Il possède une **route** qui favorise la vente directe pour ceux qui n'en sont pas trop loin. Il peut bénéficier de la proximité de **grands opérateurs économiques** agricoles à Toulouse et à Montauban.

*« Il faut voir les débouchés dont les agriculteurs peuvent bénéficier : la gare de Montauban est toute proche, l'accès aux marchés, c'est une chance unique. »*

## E. La modification de ces entités à partir de la crise de Sivens

**Le bassin versant a émergé comme « territoire » dans la crise de Sivens**

*« La vallée du Tescou : on n'en parlait jamais avant Sivens. Ce n'est pas un territoire très identifié. On en parle comme d'un territoire parce que les événements ont eu lieu. En tant que tel, ce n'est pas un territoire. »*

*« L'affaire Sivens a contribué à faire émerger le territoire comme réalité humaine ».*

Des entités plus petites ont surgi comme **stratégiques** : le hameau de Barat, le site de la retenue. De même des entités plus larges sont apparues, pour certains, avec la crise, comme le territoire d'action de la CACG ou le territoire de sécurisation de la centrale nucléaire de Golfech<sup>1</sup>. Les personnes rencontrées constatent aussi une **irruption plus concrète** des niveaux départementaux, régionaux et nationaux dans ce territoire local : les personnes auditées ne parlent plus seulement d'organisations mais d'hommes et de femmes. Si, pour certains acteurs, **la différenciation Tarn/Tarn-et-Garonne** est une clé de lecture de la crise, elle est minimisée par d'autres constatant la pluralité des agricultures sur tout le bassin versant.

*« On est sur une difficulté, on est sur deux départements, avec un problème de discussion. On voit aussi de fait la diversité. Il y a des différences culturelles. Ce n'est pas la même attente, les mêmes intérêts vis-à-vis de l'eau. Le projet était plus voulu du côté Tarn-et-Garonne alors que le Tarn n'y voyait pas forcément les avantages. On a aussi une différence sur la gestion de projet. »*

*« C'est différent entre le Tarn et le Tarn-et-Garonne. En particulier au niveau foncier, ils ne peuvent pas s'entendre. Des gens d'autres temps, des histoires de terres. Sur le Tarn, le remembrement a eu lieu mais il y a des problèmes de partout... »*

## F. Un fait partagé : une situation multi-niveaux

A Sivens se sont joués **en même temps des événements très locaux et très globaux**. Aujourd'hui encore, les personnes rencontrées mesurent le fait que ce qui se joue dans le bassin versant du Tescou implique en même temps tous ces niveaux d'actions, du hameau de Barat au niveau national et européen.

*« Sur le Tescou, on est allé au-delà du local, avec l'Etat, avec des questions qui se sont posées : on est parti d'une problématique locale et on a eu des impacts à plus haut niveau. »*

*« Je dirais qu'on est tellement une entité si peu considérée qu'on ne fait que subir. Le département a subi, lui aussi. »*

---

<sup>1</sup> A ce propos, il ne s'agit pas pour les personnes auditées qui y font référence, de juger du bien fondé ou non de l'argument de la sécurisation de la centrale nucléaire de Golfech avec le projet de Sivens, mais bien de constater l'émergence de cette question, à tort ou à raison, dans le débat pendant la crise.

« Il y a le national et l'Europe qui viennent se rajouter. Mais tout le monde n'a pas les mêmes lunettes. Plus on s'éloigne du terrain, plus ce sont des considérations qui n'ont rien à voir avec les enjeux du territoire. »

Beaucoup sont ceux qui trouvent qu'aujourd'hui, **entamer une réflexion à l'échelle du bassin versant à un sens**, à condition de penser le territoire en lien avec les territoires voisins.

### III. Les acteurs concernés

---

#### A. Les acteurs du temps normal

Ont été cités : habitants, élus, agriculteurs (une diversité de production et de systèmes d'exploitation), consommateurs, pêcheurs, chasseurs, naturalistes, randonneurs, consommateurs, associations, acteurs économiques de l'agriculture, de l'agroalimentaire et du tourisme, institutions départementales et régionales,...

Quelques-uns témoignent de **l'évolution des offres et des demandes de qualité** sur l'eau (salubrité, pollutions), l'agriculture, la nature, dans un territoire où se rencontrent le rural et l'urbain.

« Les néoruraux vivent à la campagne mais sont « imprégnés de la ville ». »

« Les premiers acteurs qui peuvent apporter de la qualité et les acteurs de cette qualité ce sont les habitants du coin. Je suis très centré sur les locaux, c'est notre présent, c'est notre avenir. Les gens du coin apportent de la qualité, ramènent des revenus sur le territoire et font vivre le territoire. »

« Des acteurs que l'on a oubliés, ce sont les consommateurs, ce serait important qu'ils soient associés à cela. Je ne sais pas où s'arrête le local. Il n'y a pas beaucoup de consommateurs locaux sur la commune. Il y a beaucoup de produits faits ici. Ce sont les urbains qui les utilisent, comme les montalbanais... »

« Les acteurs du tourisme ont une action qui est structurée et relayée à l'échelle de la communauté de communes avec une taxe de séjour. Ils font connaître le territoire, les gens viennent et les accompagnent. Ils ont une action, c'est leur gagne-pain. Des gens qui viennent de partout dans les chambres d'hôtes. Il y a un tourisme de proximité qu'ils ont réussi à capter. »

« Les randonneurs demandent du patrimoine, des paysages et un itinéraire de qualité bien nettoyé, bien balisé. »

« L'Etat avec ses normes est un acteur. »

#### B. Les acteurs au moment de la crise de Sivens

Les opposants au barrage, tout comme les partisans, ne sont pas décrits comme des groupes uniformes mais comme **des ensembles hétérogènes** du point de vue de leurs sensibilités, des opinions, des choix ou des comportements. Certains soulignent que **les médias** locaux et nationaux, les réseaux sociaux ont aussi été des acteurs importants au moment de la crise.

Citation par des « pro-barrage » :

« Les jusqu'au-boutistes, ce n'est pas facile ; les zadistes, les casseurs... Mais un des premiers opposants, je le connais, on n'est pas fâché, il fonde son argument sur des éléments qui sont concrets, il ne fait pas confiance dans la façon dont l'eau va être utilisée mais de toute façon, il faut qu'on l'entende. Ces opposants-là ne sont pas des charlots. Ils partent sur un procès d'intention, c'est tout. »

« Les tout premiers opposants, ils faisaient rigoler. Quand les types qui étaient vraiment violents sont venus c'était autre chose. Il y avait aussi des non violents, des hippies. Ça allait du non violent au très violent. D'un point de vue sociologique : du punk à chien au fils à papa. Il y avait des étudiants en médecine et pas que des idiots ou que des marginaux. C'est ça qui est difficile, certains étaient cachés, on ne les voyait pas, on ne voyait que les gens qui restent en opposition simple, des associations, des gens du coin. »

« Peut être que nous aussi, on est braqué. Il y a eu plusieurs sortes d'opposants... »

Citation par des « anti-barrage » :

« J'ai discuté avec un agriculteur pro barrage, ça fait 10 ans qu'il devrait avoir accès à l'eau. Au lieu de résoudre son problème, on a laissé traîner. On leur a promis un barrage depuis tellement longtemps, ils ne sont plus prêts à discuter d'un moyen terme. Vu le coût du projet de Sivens, ils ont tellement avancé le projet, il n'y a plus d'écoute des uns et des autres sur les alternatives possibles. On paye le prix de l'absence. »

« C'est tout à fait normal car certains pensent que c'est bien qu'il y ait plus d'eau dans la rivière avec un soutien d'étiage, même si je ne partage pas ce point de vue... »

« Les agriculteurs sont des victimes, ils ont été abandonnés aux lobbys, ils tournent comme des ours en cage, ils n'ont pas les outils pour changer... »

### C. Les acteurs après la crise

Des personnes auditées essaient de **ne pas se faire enfermer dans une catégorisation binaire** (pour/contre) dans la perspective du projet de territoire, mais c'est difficile. Plusieurs acteurs départementaux et régionaux rencontrés essaient d'avoir **une position de médiation** même s'ils ont conscience qu'elle est difficile à tenir dans le contexte actuel. Chacun se rend compte qu'il doit tenir compte des nouvelles qualités à prendre en charge qui sont apparues avec la crise, portées par les différentes parties en jeu. C'est en particulier le cas de la qualité des relations des acteurs entre eux vis-à-vis du territoire. Une attente énorme de **respect** et de **reconnaissance** des positions et du vécu de chacun est exprimée dans de nombreux entretiens.

« Après, il y a tous ceux qui gravitent autour : la population qui peut avoir un avis un peu plus lointain. Souvent, on a eu des réactions, en disant qu'on est loin de ça, on ne sait pas trop l'objectif du monde agricole, du monde de la pêche, de la chasse. Le lambda qui habite ici n'a pas forcément conscience du besoin en eau et du fait qu'on n'en a pas. Ce sont des acteurs dans les gradins qui observent ça sans avoir trop de parti pris, parce que ce n'est pas dans leurs enjeux directs. Ils laissent la problématique aux professionnels. Pourtant, ils sont concernés, sur un truc comme ça on a des impacts à tous les niveaux : par exemple des tensions à l'intérieur de familles sur le territoire du Tescou, on a créé des conflits qui vont durer longtemps. »

« C'est nul toutes ces positions frontales. C'est un handicap pour vous, pour la démarche. »

## IV. Les problèmes selon les personnes rencontrées

Les personnes rencontrées ont décrit **trois niveaux de problème** qui cohabitent aujourd'hui :

- Les problèmes initiaux du territoire
- Les problèmes de la crise de Sivens
- Les problèmes de l'après Sivens

## A. Les problèmes initiaux du territoire

### 1. Une tension sur l'eau et les milieux aquatiques reconnue...

Certains problèmes sont partagés ou partageables par les personnes rencontrées : le **peu d'eau disponible** en été pour l'agriculture, pour la rivière, pour les habitants, pour le territoire en général (eau potable et assainissement) ; le problème de la salubrité, de la **qualité des eaux** dans les retenues collinaires et dans le Tescou, de la mise aux normes de certaines stations d'épuration ; le **manque d'entretien** des rivières, la **destruction des ripisylves**, la vie même de la rivière, la non prise en compte générale de la **biodiversité** ; le risque **d'inondation** en aval du bassin versant.

*« Malheureusement ici, l'impression c'est qu'une sécheresse peut se déclencher sur peu de semaines. On a des ressources en eau profonde au niveau de la nappe, tout ce qui est évaporation et température peut prendre des proportions assez grandes, quand ça chauffe ça chauffe. »*

*« Certes il ne faut pas que les agriculteurs en fassent trop. Si on en est là c'est parce qu'on n'a pas été bons sur le projet de retenue à Sivens. Mais il y a un besoin. Ne pas distribuer d'eau c'est pour les agriculteurs acheter plus de terrain... »*

*« Le Tescou est important en cas d'inondation, il peut poser problème : le Tarn reflue dans le Tescou à Montauban. »*

*« L'irrigation c'est du boulot, de l'argent. Il faut qu'il y ait un boulot qui aille bien. Le gars qui a 50 ans ne va pas investir dedans. D'ailleurs l'irrigation a diminué, c'est pour ça qu'on nous a reproché de ne pas être aussi nombreux qu'avant. Entre 2003 et maintenant, il y a du changement. Le but c'est de ne pas faire que de l'irrigation. En dehors de l'irrigation, c'est sec. »*

*« Le besoin d'eau sur le territoire n'est pas nouveau : il y a de l'eau jusqu'en mai quand on n'en a pas besoin. Il y a toujours des arrêtés de restriction. Pour les éleveurs, les producteurs de maïs ensilage, la luzerne, etc., ils sont à la merci de la sécheresse. »*

*« Sur les céréales, avec un échaudage en mai, on perd bien 20 quintaux à l'ha... »*

*« Quand vous avez fait une première coupe de fourrage fin avril, c'est difficile de faire une deuxième coupe, encore plus une troisième ; la mise en pâture est compromise aussi... »*

*« Comment assurer de l'eau eu égard au changement climatique, qu'on sent déjà ? Ce qui se joue, c'est que l'on voit ce ruisseau se transformer en oued. On va crever de soif et de faim. »*

*« En 2014, on a connu des problèmes de pollution de l'eau (nitrates ? pesticides ? je ne sais pas). Le gros problème à venir c'est la qualité de l'eau ».*

### 2...mais un problème de compréhension partagée de la réalité que constitue l'eau, sous toutes ses formes dans le bassin versant

**Le fonctionnement général hydraulique, l'état de la rivière, l'importance ou non de la zone humide du Testet ne sont pas décrits de la même façon** par les personnes interrogées. Certains voient des problèmes là où d'autres considèrent que la situation est normale.

*« Quand on arrive sur des sujets techniques qui se font dans le contexte local, avec une méconnaissance des gens sur l'étiage, le cycle de l'eau, on peut raconter n'importe quoi...on peut mettre n'importe quelle bêtise sur internet avec un peu d'autorité. »*

**Le fonctionnement général hydraulique n'est pas partagé** par les personnes rencontrées : état, statut et rôle des retenues collinaires, impact réel du Thérondel sur le débit d'étiage, rôle des sols dans la rétention de l'eau, le rôle de l'évapotranspiration, place et avenir de l'irrigation (en déclin de toute façon pour certains, à développer quand même pour d'autres), importance du mode de régulation possible des crues à Montauban...

*« Les retenues collinaires sont de tailles très diverses, les pertes sont importantes, l'efficacité est loin d'être bonne, la qualité de l'eau de ces retenues pose problème. La capacité à mobiliser cette eau ne*

*peut pas permettre du soutien d'étiage. Elles ne sont pas faites pour ça dans le domaine privé. A-t-il un vrai potentiel ? »*

*« Les retenues collinaires, les traitements, la destruction de la vie du sol : tout cela fait que la terre se décompose et va dans les rivières ; les zones enherbées n'ont pas toujours été mises en place, les haies et les ripisylves ne sont pas respectées ; l'argile se retrouve dans la rivière et détruit faune et flore... »*

*« Aujourd'hui les terrains sont drainés avec l'eau qui dévale les sillons perpendiculaires à la rivière, l'eau part à la rivière. L'agriculture essaie de ne pas faire avec la nature et de voir ses contraintes à elle. Il ne faut pas d'eau pour entrer dans les champs en hiver. L'agriculteur enlève toutes les haies qui permettent de freiner l'eau pour entrer dans les sols. Ce qui pourrait être des sols toujours couverts avec une ripisylve qui protège l'eau et riche en biodiversité. »*

*« C'était une rivière, ce n'est plus une rivière ; tout est tellement intercepté par les lacs collinaires, souvent peu utilisés et entretenus. Le Tescou est devenu un pipi de chat ; il n'y a pas assez d'eau ; or la qualité de l'eau va avec la quantité et la mobilité. »*

*« L'eau n'est pas retenue, de plus avec l'incision du cours d'eau, donc avec un niveau plus bas, la recharge de la nappe d'accompagnement se fait plus difficilement, elle ne se fait plus qu'en cas de forte crue. »*

*« Il y a 30 ans, dans chaque ferme il y avait des vaches, on gardait les mouillères au bord du Tescou et on cultivait les autres terres. On a développé l'assainissement, le drainage des sols, on a enlevé aux sols leur rôle d'éponge. D'où les périodes d'assecs du Tescou. On enlève l'eau du sol, et après il faut en rajouter... »*

Tout le monde ne décrit pas le même **état de la rivière** : pour certains, elle se meurt par manque d'eau, d'entretien. D'autres parlent d'une ripisylve encore présente dans certains endroits, très importante pour la vie de la rivière. D'autres estiment qu'elle est en bien meilleur état qu'avant. Certains décrivent des « relations à la rivière » globalement peu satisfaisantes ou dégradées. Une partie des acteurs rencontrés ne parlent pas spontanément du Tescou. Cette rivière a été aménagée par l'homme depuis longtemps, dans ce contexte, quid de sa « naturalité » ?

*« Pourquoi ils veulent de l'eau dans le Tescou ? Ça fait partie des vérités. Le Tescou a toujours été sec l'été. Quand il n'y a pas d'eau il faut se passer d'eau. »*

*« Le Tescou a été retracé sous Napoléon ; ça se voit bien. Ils l'ont aligné à l'époque ça leur paraissait normal. Le Tescou n'est absolument pas naturel. C'est pour dire, l'homme a changé beaucoup de choses, et ça n'empêche pas de vivre dans la vallée. Il y a toujours des grenouilles et des poissons. »*

*« Le Tescou est une rivière charmante. Quand on voit les rivières aujourd'hui, c'est mieux. Dans les années 1970, toutes les rivières étaient polluées. Je n'ai jamais vu des poissons comme aujourd'hui. À partir du moment où les mégisseries sont allées ailleurs, ça a fait revenir beaucoup de choses. La nature s'est bien remise. »*

*« Il y a un problème sur la salubrité du Tescou : le débit du Tescou est équivalent à celui qui sort de la station d'épuration de Salvagnac... »*

*« Pour moi l'entretien des berges du Tescou n'est pas satisfaisant, cette rivière n'est plus vivante. »*

Pour plusieurs audités qui en parlent, **la zone humide du Testet** est le résultat d'une longue utilisation non agricole des terrains destinées à la construction du barrage de Sivens. Sa valeur écologique n'est pas partagée. Pour les associations de protection de la nature, elle a un grand intérêt au niveau départemental et régional. Sa destruction ne peut être totalement compensée et c'est un signal négatif envoyé en termes de gestion de la biodiversité. D'autres acteurs estiment que si une zone humide a pu se constituer à cet endroit, il doit être possible d'en reconstituer de même qualité ailleurs par le même processus.

*« C'est une soi-disant zone humide. La nature n'est pas figée. S'il y avait eu un entretien parcellaire, plus précis, les zones humides n'existeraient pas. Dans ces vallées, il y a toujours eu des « canabières », on y faisait du chanvre sur les bords de rivière. Ces secteurs là sont devenus des zones humides quand le contexte agricole est devenu plus difficile ou a changé, le tracteur s'enfoncé, on n'y*

*passé plus. C'est comme ça. La terre n'est plus utilisée. Elle n'a pas été toujours une zone humide et elle le redevient. »*

*« La qualité écologique de la zone humide de Sivens tient à la mosaïque écologique, avec une diversité de milieux : zone humide à prairies hygrophiles, où l'on rencontre successivement : saulaie frênaie, habitat de reproduction des batraciens, prairies à végétation semi-palustre, trembles, dans le cœur, une majorité de saules puis, les mégaphorbiaies, dont une très riche (plantes palustres) ; carex formant des « touradons ». C'est un refuge hivernal pour la couleuvre, un habitat de repos pour le chevreuil et en amont une zone de reproduction de l'hypolaïs polyglotte, avec prairies comme terrain de chasse. On dénombre 94 espèces protégées, dont 15 patrimoniales d'après études, peut être davantage. »*

*« Autour d'un cours d'eau, il y a forcément des zones humides. Très clairement est-ce que la zone humide avait été identifiée par les acteurs (y compris environnementaux) avant Sivens ? C'est non. Après le projet lui-même, que les gens soient allés chercher de l'info, aient fait des inventaires, oui mais avant ce dossier, il n'y avait rien de marquant d'identifié... »*

### 3. Une prise en charge de l'eau perçue comme non satisfaisante

Aujourd'hui, pour certains, le système de gestion de l'eau par les autorisations d'irrigation, **ne met pas les agriculteurs en situation de gérer au mieux l'eau.**

*« Aujourd'hui des agriculteurs n'irriguent pas bien parce qu'ils n'ont pas la garantie de l'eau. Ils sont comme des fous quand le débit commence à baisser. Ils ne font pas comme il faut. La plante n'utilise pas l'eau à 100%. Il faut apporter l'eau pile au bon moment, par exemple, quand le tournesol est au stade bouton. »*

Pour certains, **la qualité de l'eau** dans toutes ses dimensions (dont la disponibilité) dans le Tescou n'est **pas gérée effectivement comme un patrimoine** du territoire bénéficiant à tous, les riverains ne sont pas mobilisés ensemble autour de la gestion de la rivière. De même, pour les retenues collinaires : **les propriétaires** (agricoles ou non) **ne sont pas impliqués** ne serait-ce que dans la construction d'une vision globale de l'eau dans le bassin versant. Enfin, **la gestion des nappes d'eau souterraines donc de l'eau potable laisse aussi à désirer** pour certains avec une stratégie de dilution plus qu'une démarche d'amélioration de la qualité de l'eau.

*« Le quidam voit des retenues d'eau partout, il ne comprend pas le manque d'eau. Le propriétaire, qu'il soit agriculteur ou non, il faut qu'il l'entretienne, certains ne peuvent pas l'entretenir. Il faut 5000 euros pour avoir le matériel pour désenvaser une mare. Souvent elles sont envasées à 50 %. C'est un manque. C'est comme pour la forêt. On n'en voit que les contraintes. Certains propriétaires forestiers sont des résidents ruraux, d'autres n'entretiennent pas, ça pollue les parcelles des autres avec la maladie des châtaigniers. »*

*« A Lisle-sur-Tarn, il y a une très grosse nappe phréatique. Tout le monde ici prend l'eau dans le Tarn. Il suffit qu'il y ait une pollution dans le Tarn et on est en danger. Lisle-sur-Tarn a une réserve à préserver mais il y a des taux de nitrates très importants. Ils ont abandonné le captage dans la nappe. »*

#### 4.Des problèmes d'accompagnement de l'évolution du territoire

Face aux évolutions du territoire, le problème le plus évoqué par les personnes auditées concerne la **remise en cause de la sécurité existentielle des agriculteurs**, à la fois par les difficultés économiques générales, par la multiplication des normes et par les conditions d'exploitation dans le bassin versant. Cette remise en cause fait naître **des tensions sur le foncier** entre la vallée et les coteaux.

*« Les statistiques les plus récentes montrent que les agriculteurs ne gagnent pas d'argent. Si l'agriculteur n'a pas sa petite diversification il ne s'en sort pas. Ils sont endettés, ils sont exsangues. »*

*« Avec le travail du sol, on perd la matière organique, et après on fait marcher la chimie ! Sur les coteaux du Tescou tout part vers la rivière, l'argile, la matière organique, les pesticides. Le problème c'est la viabilité économique des exploitations. »*

*« Plus personne n'est agriculteur. On est passé à 2 %, les gens s'éloignent de cet univers-là. Ils lisent deux trois trucs et ils ont leur idée et ça paraît normal. L'autre jour, c'était très marrant, il y avait un reportage sur les pesticides et l'alimentation : il ne faudrait pas de produits phytos et il ne faudrait plus labourer non plus. Il faut jeter le grain, des plantes poussent sans travailler dessus. Qu'est-ce qu'ils veulent ? Ce qu'on nous demande, c'est la quadrature du cercle... »*

*« Autour de la question de l'eau, les gens ont du mal à comprendre pourquoi on arrose. On essaye bien de leur expliquer. Les gens qui travaillent en ville et qui vivent ici. Il y a les pour et les contre. Il y a des gens à qui on n'arrive pas à expliquer. Il y a des gens qui leur disent qu'on peut se passer d'eau. Il y a tout ce problème. »*

*« Beaucoup de personnes admirent notre commune parce qu'elle est vallonnée, un peu aride. C'est vraiment une commune agricole. Tout le monde l'admire, si ce n'est qu'on va devenir une réserve d'indiens. Si dans cette commune agricole on ne peut pas faire de l'agriculture et si les gens ne peuvent pas vivre de l'agriculture, moi je m'interroge. »*

*« Les agriculteurs vivent avec la mise en place de normes, de contraintes perpétuelles qui ne leur apportent rien. »*

*« Les agrandissements continuent avec des exploitations énormes, intransmissibles. Les gens de la vallée ne s'agrandissent pas dans la vallée, ils viennent dans les coteaux pour amortir le matériel. Il y a ça de plus en plus, l'agriculture de la vallée, l'agriculture des coteaux et pas de politique de structure. Le résultat c'est la zizanie. »*

*« L'agriculture, ce n'est pas une entreprise comme une autre. Quand ça ne va pas, on fait le dos rond, on ne se paie pas, les épouses bossent à côté, mais quand en plus de ça on dit que l'on n'est plus désirable parce que l'irrigation n'est pas bien, on a envie de tout envoyer balader. »*

D'autre part, de nombreuses personnes évoquent la difficulté pour les élus comme pour les agriculteurs à **prendre en compte les nouveaux comportements et les attentes d'une population renouvelée** : conflits de voisinages, attente de services équivalents à ceux des zones urbaines, perte du lien social, etc. Certains déplorent de plus que les associations qui tentent de contribuer au traitement de ces problèmes ne se sentent pas soutenues.

*« Socialement il ne se passe pas grand-chose. Tout le monde savait qui était qui avant, les gens ne se disent plus bonjour. Avant il y avait un soutien pour les enterrements, aujourd'hui on ne sait pas que le voisin est mort. Il n'y a rien qui rassemble. »*

*« C'est un espace rural qui s'intensifie, c'est facile pour personne. On dit que le phénomène se calme un peu mais je ne suis pas certain, de plus en plus de gens sont chassés des agglomérations pour des questions budgétaires. Des populations dans le besoin arrivent ici. On voit aussi des gens qui commencent à travailler à Toulouse, des enseignants, mais ils ne sont pas pris en compte. Pendant ce temps là la chose monte. Il y a un truc à deux vitesses qui s'installe alors que nous vivons d'une manière commune. »*

*« Les nouveaux arrivants construisent la clôture avant de bâtir la maison ! »*

*« Je pense qu'il y a une perte de vie du tissu social qui est en train de croître. Il y a plusieurs phénomènes : la crise économique, les gens aux RSA, les périurbains qui n'aspirent qu'à être*

*tranquilles, comme ceux qui bossent trop. Je constate un repli identitaire chacun de son côté qui a amené à une désertification du lien social. »*

Certains estiment que **les lois nationales en matière de protection de l'environnement mettent trop de temps à s'appliquer au niveau local.**

**Le problème du devenir d'un territoire** en position stratégique à forte dimension agricole est décrit par certains comme un problème de bon équilibre à trouver : quid à terme de son aménagement, de l'accueil de nouvelles populations, du maintien du tissu agricole et rural ? Comment maintenir les écoles ? Comment avoir accès aux nouvelles technologies ?

*« On doit trouver un bon équilibre. Sinon ce sera une zone dortoir »*

*« La vie dans les villages, c'est difficile. Quand l'épicière prend 15 jours de vacances c'est mort ! Et on a du mal à tenir l'épicerie. »*

*« Peut-on vivre entre la tradition et la modernité ? On a du mal à être vraiment de cette chose-là. On a une obligation d'existence contemporaine, mais on n'a pas les moyens de réaliser les choses, on n'a pas le haut débit par exemple. On est en déséquilibre. »*

## B. Les problèmes de la crise de Sivens

### 1. Les réponses à la tension sur l'eau n'étaient et ne sont toujours pas partagées

Pour la majorité des élus, des acteurs institutionnels et des acteurs agricoles auditionnés, il faut répondre à la tension sur l'eau par **une retenue collective** sur le Tescou : **stocker l'eau** pendant les périodes humides pour l'utiliser pendant les périodes sèches d'été par **un investissement** qui crée de la valeur ajoutée. Certains prennent comme exemple le Thérondel et la vallée de la Vère à l'appui de leur démonstration. C'est, pour certains, la meilleure façon de sécuriser l'agriculture. Cette retenue à Sivens s'inscrit de plus dans un schéma général régional justifié par des personnes rencontrées par **un déficit dans ce domaine** par rapport à d'autres régions géographiques.

*« C'est un ensemble d'actions qui sont positives avec une grande retenue. Dans la Vère, les conditions sont meilleures pour la rivière que dans les années 50 ! Dommage que je n'ai pas pris des photos de la Vère quand on pouvait prendre des poissons avec des chaussettes tellement il y avait peu d'eau... »*

*« Le foncier agricole perd 1500 ha par an dans le Tarn, l'équivalent d'une petite commune. On indemnise les agriculteurs touchés par la construction d'un lotissement, d'une route, etc. Mais au niveau collectif, il n'y a pas d'indemnisation. Le projet de retenue constitue d'une certaine façon une sorte de compensation collective pour le monde agricole : de cette manière, le foncier qu'on garde, on l'améliore... »*

*« Sur les 10 dernières années, en Midi-Pyrénées, aucune retenue n'a été faite. Sur le bassin de la Garonne, les grandes retenues n'ont pas été faites c'est pour ça qu'on en est là. Le lac de Serre-Ponçon sur la Durance, c'est un milliard de m<sup>3</sup> ! Les réseaux qui irriguent, en Languedoc-Roussillon sont alimentés à 75 % par une retenue sécurisée, 25 % seulement en Midi-Pyrénées... »*

D'autres audités contestent cette logique : le stockage de l'eau sur le Tescou puis le soutien d'étiage sont pour eux **des solutions inadaptées** à l'amélioration des milieux naturels, à l'accès à l'eau de tous les agriculteurs et au fonctionnement hydraulique du bassin versant (rôle du sol en particulier). Certains (mais pas tous) estiment d'ailleurs que l'irrigation n'est pas nécessaire pour vivre bien en agriculture dans le bassin versant. De façon plus générale, certains pointent une fuite en avant d'un **« modèle agricole dominant »** aussi bien au niveau de l'agriculture que de la gestion de l'eau.

*« Avec la retenue prévue, on était dans la surdimension, et on a détruit la zone humide. 1,5 million de m<sup>3</sup> c'est trop. Ça fait un trop grand barrage pour l'utilité qu'on va en avoir. Le Tescou, ce n'est pas le Tarn. »*

« Nous c'est clair et net on ne veut pas d'un ouvrage à Sivens, sur la base des éléments objectifs qu'on a. »

« Le projet de Sivens : 1,5M m<sup>3</sup> avec un tiers d'évaporation. Ce n'est pas adapté. Ce n'est pas une bonne réponse au problème de l'eau dans le bassin. »

« Au-delà du bassin du Tescou, c'est une logique qui concerne toute la France. On dit qu'on fait une réserve pour sécuriser l'accès à l'eau et, 30 ans plus tard, on dit qu'on n'a toujours pas assez d'eau ! »

« Ce qui est important c'est de comprendre que plus on augmente les réserves pour des cultures irriguées sans discernement, sans avoir cette précaution que le sol réserve son eau, plus le problème s'aggrave. »

La réponse n'est pas partagée parce que **les conséquences potentielles** de cette réponse proposée avec le projet de retenue à Sivens **font débat** :

- **Les effets directs agricoles** : combien de bénéficiaires ? pour quel type d'agriculture ? pour quels projets individuels et collectifs ?

« Il faut parier sur l'avenir. Quand on crée une infrastructure, les bénéficiaires sont multiples. Celui qui va l'utiliser tout de suite, celui qui l'utilisera plus tard. La structure est créée. Ceux qui sont sur place peuvent l'utiliser. Ils sont 80 agriculteurs potentiellement, peut-être seulement 50 demain mais ensuite ? Quand on crée l'autoroute Toulouse Castres c'est pareil... »

« La retenue à Sivens, ça ne concerne que quelques personnes dans le fond de la vallée. Ou alors ils veulent faire une grosse retenue et après faire des tuyaux partout pour remonter l'eau ? Ça a un coût idiot. Je n'y crois pas. »

- **Les effets indirects agricoles** : peut-on attendre une solidarité accrue entre agriculteurs, l'organisation autour de filières à forte valeur ajoutée pour l'ensemble du bassin ? ou l'inverse : des conflits entre irrigants, entre les agriculteurs ayant un accès au Tescou dans la vallée et les autres, ceux qui ne sont que dans les coteaux ?

« Avec le Théronnel, dans la vallée du Tescounet, il y a plus d'eau, ils ont développé les semences. Il y a un pôle semence dans le coin, certains en bénéficient donc indirectement. Ça permet aussi aux agriculteurs de se rencontrer. C'est indéniable. »

« Il y a énormément de conflits entre irrigants. On a l'impression d'un groupe homogène mais non. C'est la difficulté des bilans du Théronnel. On prend le maximum des besoins supposés. Mais le bilan sur la gestion du barrage : le débit objectif d'étiage n'est pas atteint. Ils ne tiennent pas les DOE à Saint Nauphary parce qu'entre les deux, les irrigants pompent. Quand ils relâchent de l'eau, il y en a qui pompent, ils ne sont pas solidaires... »

- **Les qualités d'agrément** : le tourisme peut-il se développer autour d'un gros projet de lac ou faut-il plutôt jouer un tissu diffus autour de petites retenues ? Avoir un lac collectif est-il un plus ou non à l'avenir pour le paysage, la promenade, la chasse, la pêche ?

« Je connais un endroit où a été créée une retenue portée par le département, et maintenant la nature a repris le dessus, elle est redevenue sauvage, c'est un endroit très plaisant. Ça sert l'intérêt de beaucoup d'habitants et de touristes. La nature peut faire le boulot toute seule. »

« Le Théronnel, c'est interdit d'entrer. Sivens, le projet, c'était un endroit clôturé. Ce n'était pas un lac pour le tourisme ou la pêche. »

- **Les qualités environnementales** : quelles sont les bonnes solutions pour effectivement améliorer les milieux aquatiques, la rétention d'eau dans les sols ? Le régime d'assecs est-il supportable par la faune aquatique ?

« En période d'étiage, parfois ce n'est que l'eau des stations d'épurations qui alimente le Tescou. Comment on s'assure que ces eaux sont de bonne qualité ? »

« Je comprends qu'on ait besoin d'eau mais alors que cette eau soit l'occasion de restaurer la rivière correctement. Le soutien d'étiage ne suffit pas à dire qu'on a une belle rivière. »

« Le Tescou a un niveau bas l'été, c'est son état naturel. Ce n'est jamais un problème, il n'est jamais complètement à sec, il y a des trous d'eau, des refuges pour les poissons. En intersaison, des orages sont bloqués en retenues collinaires. L'argumentaire du soutien d'étiage ne se faisait pas sur le milieu aquatique mais sur la dilution de la pollution, c'est fort de café quand même ! »

« Par exemple, en 2012, le Tescou était vraiment à sec, c'était devenu un chemin ! Il faudrait m'expliquer la continuité écologique. Un poisson vit dans l'eau, si on veut qu'il vive il faut de l'eau, un soutien d'étiage. »

D'autres qualités potentielles sont évoquées comme le **rôle possible d'écrêteur de crue** d'une retenue ou la sécurité d'une **réserve d'eau en cas d'incendie** dans la forêt. Ainsi, globalement, certains pensent que c'est un **investissement gagnant** pour le territoire, pour son avenir, tandis que d'autres estiment que le **rapport coût/bénéfice global est mauvais** pour l'ensemble des qualités du territoire.

« La retenue de Sivens est un projet pour ce territoire. Est-ce qu'on voit diminuer le nombre d'exploitations ou on arrive à garder des petites exploitations de façon réduite ? L'eau permet de sécuriser ou de produire avec une plus grande valeur ajoutée : maraîchage, semences, on peut le développer, permettre des circuits courts. Souvent le discours c'est de redonner de la vie à cette vallée, qui est en train de se morfondre. »

« Ceux qui auront des réserves dans 20-25 ans auront de l'or entre les doigts, c'est du pétrole. »

« Stratégiquement, c'est important d'établir des réserves pour des situations de pénurie à des moments donnés dans l'année pour l'agriculteur et aussi pour des usages d'eau potable. »

« Certains pensent que la solution n'est pas là, y compris certains agriculteurs. Ils estiment, outre l'environnement, que le coût du projet rend l'accès à l'eau trop cher par rapport à l'intérêt que ça représente et par rapport à la destruction irréversible de certains aspects environnementaux. »

## 2. Beaucoup de problèmes de relations entre les acteurs vis-à-vis de la situation dans la crise

Le problème de la **violence** ou celui de la tentation d'utiliser la violence pour résoudre les problèmes sont très présents dans les propos des personnes auditées. Certains évoquent un climat de **tension**, avec des « **rancœurs** » fortes, le sentiment que la violence peut repartir à tout moment.

« L'affrontement de Sivens était aussi un affrontement entre ruraux et néo-ruraux, c'était chaud. C'est à la limite de la guerre civile, avec des tags sur les routes. »

« J'ai vu un panneau : les zadistes, il faut les tirer comme des chevreuils ».

« Au sein de la vallée, ça a mis une mauvaise ambiance, j'ai un énorme ressentiment, des rancœurs contre certains. »

« Un type de la Zone A Défendre (ZAD) a quand même braqué un flingue sur des gens ! »

« La violence dans la vallée, on ne peut pas se l'imaginer, ce côté très sournois de la chose. Je comprends que les gens de la vallée ont eu du mal à supporter ça et aussi longtemps... »

« Un jeune couple s'est installé dans le territoire. Il a acheté deux mois avant, ils étaient plutôt hostiles au barrage, mais il y avait de l'insécurité et ils n'avaient vu personne, aucune autorité. Je les ai rencontrés, j'ai touché du doigt comment c'était dur pour leur vie quotidienne. »

« Avec certains voisins, on ne se parle plus ; on a vécu des moments difficiles ; j'ai reçu des menaces, j'ai eu affaire à des primaires avec qui on ne peut pas discuter, j'ai subi des violences. »

Ces problèmes s'accompagnent d'une **lecture binaire** qui semble s'imposer à tous : les « pour » ou les « contre », les « bons » et les « méchants ». Elle est associée pour certains à une **radicalisation**

des positions et peut-être des personnes, avec la difficulté à **gérer les extrémismes** dans chaque camp.

*« Sivens a peut être joué ce rôle-là, il a créé des postures plus radicales qui rendent difficile la discussion. »*

*« Il faudra recréer du lien, aujourd'hui, l'incompréhension entre les acteurs du territoire a mené à une radicalisation des positions de uns et des autres. »*

*« Ce projet dure depuis tellement d'années... d'où la radicalisation : ils ont vu la possibilité d'aboutir, et puis ça s'échappe encore. »*

L'impression d'être dans « **l'irrationnel** » de tous les côtés. Des « rumeurs », des « fantasmes » se sont propagés selon certains et continuent d'alimenter les tensions. Pour certains, **l'absence de communication** sur le projet contribue fortement à ce climat général.

*« C'est casque à pointe des deux côtés. On a radicalisé et on est dans le tout ou rien. Dans l'irrationnel. On rêve de remettre du liant dans tout ça... »*

## C. Les problèmes post Sivens

### 1. La difficulté à sortir de l'opposition frontale, à faire valoir la complexité de la situation

Pour certaines personnes auditées dans plusieurs familles d'acteurs, **l'expression de positions tranchées ne permet pas d'entrevoir les nuances** dans les propos, les argumentaires et donc les marges de manœuvre pour un accord permettant à tout le monde de s'y retrouver. Ainsi, la question de l'eau ne peut et ne pourra pas se réduire à un volume d'eau. De même, l'agriculture ne peut pas non plus se réduire à l'opposition de deux « modèles » : il y a de la porosité entre ces « modèles ». Enfin, la lecture « pro » et « anti » barrage est réductrice quand on parle de la réalité du territoire : c'est plus complexe sur l'irrigation, sur la dimension environnementale, sur le refus de la violence

*« C'est nul toutes ces positions frontales. C'est un handicap pour vous, pour la démarche. »*

### 2. Le problème de l'action et de la conception de l'action dans ce contexte tendu

Pour plusieurs personnes interrogées, Sivens est devenu « **un symbole** », comment gère-t-on un symbole ? Selon certains, du fait de l'image envoyée par Sivens, des acteurs économiques risquent d'aller voir ailleurs. De façon plus générale, de nombreuses personnes rencontrées soulignent le problème de **l'organisation de la rencontre et de la négociation** des acteurs : la difficulté à accéder à l'information, à partager les constats, à surmonter les rancœurs. La question de la **décision** publique est aussi posée, dans un contexte plus large de remise en cause, pour certaines personnes auditées, des processus institutionnels : rôle, reconnaissance, légitimité et légalité de la démocratie représentative, application des lois nationales, des objectifs européens, longueur des procédures par rapport à ce qui est promis aux acteurs concernés, volonté politique. Certains évoquent même une véritable « **crise de la responsabilité** » générale (politique, administrative, associative, professionnelle...).

*« On a tout un discours politique : il faut évoluer, faire de l'agroécologie, etc. Mais dès que ça arrive sur le terrain, on ne l'applique pas. »*

*« Tous les petits projets de retenue, ça fait 10 ans qu'ils sont enlisés. Un enjeu est qu'on puisse porter des projets assez rapidement. Ceux qui les ont portés localement vieillissent. C'est beaucoup trop long. »*

*« Sivens est devenu un symbole... Si vous pouvez construire un projet de territoire sans barrage, qui va dire que le barrage ne va pas se faire ? »*

« Il faut que ce projet de territoire marche, sinon on aura la révolution partout. Mais il faudrait qu'on y arrive parce que les gens se rencontrent, savent se trouver, s'organisent. C'est vrai que l'on peut s'interroger sur des critères comme le taux de participation qu'elle soit syndicale, sociopolitique. »

Finalement, le problème d'un **contrat agriculture-société-territoire à renouveler** est largement partagé par nombre de personnes rencontrées, sous des expressions différentes.

« Il n'y a pas vraiment de lieu où un contrat qualité se construit de façon formelle. C'est pour cela que je ne suis pas contre la démarche projet de territoire, ce peut être une sacrée opportunité. Je me dis que là-dessus effectivement, ça permettra de faire des choses qui se font dans l'informel. »

« Je ne crois pas qu'il y ait une structuration des enjeux par rapport à la problématique aujourd'hui et les enjeux de la vallée du Tescou. Chacun a voulu tirer son épingle du jeu et être plus persuasif l'un plus que l'autre. Quand l'homme ne veut pas partager ou entendre l'autre. »

« C'est peut être là le problème, chacun intervient de son côté sans se mettre autour d'une table. Il arrive qu'un agriculteur soit chasseur, pêcheur. C'est plus rare d'avoir un agriculteur qui soit enseignant. »

## **V. Problème des problèmes des personnes auditées**

---

A la question, « quel est pour vous le problème des problèmes, le cœur stratégique du problème ? », les personnes rencontrées reprennent souvent un des problèmes évoqués mais **tout le monde ne reprend pas le même problème** :

« Le cœur stratégique c'est d'avoir des réserves en eau pour le moment où l'on en a besoin, pour avoir de l'eau. »

« Le cœur stratégique du problème, c'est l'agriculture : quelle agriculture on veut développer. Si c'est une agriculture qui veut préserver l'eau ça se fera. »

« Le problème de fond c'est qu'on ne respecte pas les gens de la vallée, leurs biens, on les prend en otage, et on leur donne tort alors qu'ils ont vécu dans la peur pendant des mois. »

« Quelle approche est faite sur le territoire ? Pour moi, il y a 2 raisonnements possibles : combien de primes ça rapporte ? Ou alors : quelle est la performance foncière, que crée-t-on à l'hectare en termes de richesses, d'emploi, de vie sociale, etc. ? »

**Comment se rencontrent tous ces problèmes élémentaires** sur l'eau, l'agriculture, l'environnement, le territoire, la sécurité des personnes et des biens... ?

Le problème des problèmes se situe aussi pour beaucoup d'audités dans la **façon de dialoguer, de concevoir et de définir ensemble des projets**, de prendre des décisions sur des sujets d'une complexité et d'une actualité qui prennent une nouvelle dimension avec la crise de Sivens.

« Il y a une incompréhension entre les acteurs, des objectifs et des causes que défendent les uns et les autres. Et du coup, l'impression que les points de vue sont totalement divergents sur ce qu'est l'intérêt du territoire. Il y a un besoin d'écoute, d'acceptation et de compréhension, de trouver un consensus sur les trois composantes du territoire : sociale, économique et environnementale. »

« Ce drame a changé la nature de tous les débats. Je comprends l'esprit de la co-construction. Mais au bout d'un moment, pour le projet de territoire, on passe à des solutions techniques. Il peut y avoir des positions frontales. Ne pas avoir de retenue, avoir des retenues c'est important parce que ce passif peut influencer sur la suite. Comment faire ? Même s'il y a un M. Loyal. Comment on peut arbitrer ? »

## POUR L'EQUIPE D'AUDIT

Dans le bassin versant du Tescou se joue comme ailleurs, **une transformation profonde de la société et de son rapport au monde**. Du fait de la crise de Sivens, cette transformation est vécue douloureusement par tous les acteurs, chacun dans leur sphère. Un espace rural discret a été mis en lumière, activant un grand nombre de tensions entre les acteurs par rapport à des qualités du territoire peu ou mal prises en charge.

Comment faire pour faire se rencontrer, dialoguer, négocier les multiples acteurs concernés par la prise en charge d'une réalité aussi complexe ? Cette transformation du monde échappe aux acteurs et ne fait pas l'objet d'une rencontre constructive dans le territoire. Elle remet en cause les équilibres existants. Elle ne donne pas lieu à **une réactualisation du contrat** local, régional, national quant aux rapports agriculture-société-territoire-eau.

Cette réactualisation est cependant jugée nécessaire et souhaitable par nombre d'acteurs audités à condition que l'on s'accorde sur **la réalité du territoire du bassin versant** dans une perspective de « qualité totale », en reprenant l'ensemble des dimensions en jeu, artificielles, naturelles et humaines.

## Deuxième partie : Diagnostic de l'action engagée



Une remise en cause du mode d'action  
classique qui amène chaque acteur  
à la reconnaissance  
d'un destin lié dans ce territoire

---

## Préambule au diagnostic par l'équipe d'audit

---

Les acteurs perçoivent que les « postures » et jugements perdent quelquefois de vue les réalités. L'équipe d'audit a constaté des présentations différentes de la même réalité, des mêmes faits, des mêmes situations, des mêmes réalisations, des mêmes actions engagées (avec le même sentiment d'objectivité dans la présentation). Dans la tension vécue par le territoire, des événements sont interprétés de façons diverses voire inverses car le manque de confiance conduit chacun à prêter à l'autre des intentions et des stratégies négatives.

## I. La gestion ordinaire d'un territoire ordinaire

---

### A. Des actions, des initiatives, existaient et existent comme partout

Les personnes rencontrées ont cité **des actions menées pour répondre aux questions ou problèmes du temps normal** évoqués dans la première partie de ce rapport. En voici une liste à partir des entretiens réalisés, bien sûr non exhaustive par rapport à ce que se fait dans le territoire : les actions d'entretien du Tescou par le Syndicat Mixte ; les actions de rencontres conviviales au centre de loisir ; les actions d'éducation à l'environnement, à la biodiversité, à la gestion de rivière par les pêcheurs, les associations de protection de la nature ; des initiatives économiques et techniques par les agriculteurs (seuls ou à plusieurs) et les organisations agricoles : couverts végétaux, baisse des intrants, ouverture d'un magasin de producteurs à Salvagnac, etc. ; des actions d'aménagement et de valorisation des berges à Montauban ; la création et le développement de l'abattoir à Beauvais-sur-Tescou ; des actions de replantation de haies ; une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) par la communauté de commune de Tarn et Dadou, etc. Des actions ont aussi été citées se faisant ailleurs mais pouvant intéresser le territoire (tourisme pêche, reméandrage des rivières par exemple). Certaines tentatives d'action qui ont échoué ont aussi été mentionnées comme le projet de méthaniseur à Monclar-de-Quercy.

Des actions plus générales s'appliquent aussi dans le bassin versant comme les politiques générales des départements (sur le tourisme, sur les zones humides...), ou la fusion des communautés de communes (plus subie que voulue par les communes, aux dires des personnes rencontrées). En revanche, certains notent que, du fait du manque d'identité forte, il n'y a **jamais eu d'action concertée globale** sur ce territoire :

*« Par opposition à une autoroute, c'est un territoire qu'on traverse tranquillement, les touristes qui passent ici sont des touristes qui ont du temps. C'est une ressource qui est inexploitée. Il n'y a jamais eu de projet d'ensemble cohérent en faisant le diagnostic des atouts, en disant, on est plusieurs collectivités, on met en place une stratégie sur le territoire on regarde sur quoi s'appuyer, et il y a quelques maîtres d'ouvrages publics et privés qui peuvent mettre les moyens derrière pour une stratégie. »*

### B. Regard sur la gestion effective de l'agriculture

**Les agriculteurs développent, comme partout, des stratégies pour leurs exploitations** : diversification, filières de qualité, vente directe, création de retenue collinaire, développement

d'approches techniques nouvelles... Certaines initiatives sont soutenues et aidées par les syndicats agricoles et les chambres d'agriculture.

*« Il y a de vraies préoccupations sur le bio, sur comment on régule les intrants, comment on informe les gens, de la part des syndicats agricoles, des chambres d'agriculture ».*

Pour gérer leur sécurité existentielle, certains ont une véritable **stratégie d'exploitation**, d'autres, selon certains, font plus du coup par coup : en fonction des prix des céréales par exemple, il développe une diversification, puis l'abandonne quand les prix remontent.

*« Certains font de la transformation un temps, des colis de viande par exemple, puis dès qu'il y a une crise, ils arrêtent et perdent leurs clients. Le problème est à la fois de maintenir des structures et d'anticiper. Par exemple, si un agriculteur fait du fromage et qu'il veut développer la vente directe, il cherche un fromager et un contrat. Il aura un système économique. Mais ce n'est pas quand il est dans la difficulté qu'il va investir. Ou alors ce sont des choix : investir dans le développement de la vente directe ou le nouveau robot de traite... »*

Selon certains, **ils ont une difficulté accrue à travailler ensemble**, due, entre autres, à la diversité des productions et à la nécessité de rentabiliser les investissements individuels. Le coût (moyen, temps, investissement dans la relation humaine) de la rencontre et de la négociation entre agriculteurs va croissant.

*« C'est une problématique qu'on voit au niveau des CUMA. Certains n'y vont plus, ils préfèrent acheter leur tracteur pour eux seuls plutôt que d'acheter ensemble car ils peuvent rentabiliser sur leur surface en s'agrandissant. »*

Certains constatent que **l'agriculture biologique** (en particulier avec la coopérative Bio) **et les circuits de proximité** sont en plein essor. Plus encore, **la relation entre agriculteur et consommateur** fait aujourd'hui partie pour beaucoup de la qualité de l'agriculture, ici dans le bassin versant du Tescou.

*« Les marchés bio fournissent les toulousains mais aussi le territoire. Les toulousains viennent quand le marché bio est identifié. Des producteurs du bassin versant du Tescou vont aussi à Toulouse viser une clientèle plus haut de gamme en termes de moyens. Les gens qui vont chez le bio, ça me frappe, sont en attente de relation avec le producteur, et le producteur est demandeur de relations avec le consommateur. »*

De fait, pour beaucoup, **l'agriculture arrive cependant encore à assurer la gestion des qualités essentielles du territoire** auxquelles nombre d'habitants sont attachés, même si certains pensent qu'elle pourrait faire encore mieux.

*« L'évaluation de l'action des agriculteurs ? Je la vois tous les jours. C'est une vallée agricole, très bocagère. Je ne serai pas venu à proximité de Toulouse pour m'installer en Beauce. On est dans une campagne comme je me rappelais celle de mes grands parents, il y a quarante ans de ça. Je ne suis pas allé m'installer dans une vallée productiviste... »*

*« Pour arriver à entretenir le paysage ou vivre sur le terrain il faut des exploitations. »*

*« Ils prétendent amener de l'emploi, c'est faux, les machines remplacent les hommes, alors que l'agriculture bio, la transformation, c'est beaucoup plus d'emplois. Quand ils prétendent qu'ils mettent de l'eau dans la rivière pour mettre des libellules ce n'est pas vrai, puisque leurs retenues ne sont pas conformes à la législation. On pourrait faire un deal, on aménage votre retenue en débit réservé et vous nous donnez de l'eau... »*

## C.Regard sur la gestion de l'eau

Les personnes rencontrées décrivent à grands traits **un mode de gestion régional de l'eau**<sup>2</sup> basé sur un schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) qui s'inscrit dans un cadre européen (directive cadre sur l'eau). Les accords globaux passés entre les institutions et le monde agricole sont décrits ainsi qu'un mode de consultation des acteurs environnementaux tout au long de l'élaboration des documents de gestions afférents comme le Plan Global de Gestion (PGE) de 2003 pour le bassin versant du Tescou. Un Organisme Unique de gestion collective de l'eau existe pour l'irrigation. Certains soulignent que l'ensemble du dispositif est basé sur la définition des paramètres de gestion comme le débit d'objectif d'étiage (DOE) ; pour le bassin versant du Tescou, il est mesuré à Saint-Nauphary. Certains estiment que cette gestion globale de l'eau n'est pas équilibrée dans sa représentation des acteurs concernés, en citant le rapport de la cour des comptes de 2015 sur les Agences de l'Eau. Pour d'autres, « *on essaie de régler les problèmes de façon compartimentée* ». Certains expliquent aussi que le rôle des Agences de l'Eau évolue, y compris dans leur rapport au monde agricole même si tout le monde ne le perçoit pas. Aujourd'hui l'Agence de l'eau ne finance pas de projets qui seraient uniquement tournés vers le développement agricole et ne prendraient pas en compte les milieux aquatiques.

Par ailleurs, peu d'éléments ont été recueillis sur la gestion de proximité de l'eau sous toutes ses formes, même si elle existe, par les collectivités, les propriétaires privés, les agriculteurs.

## II.La crise de Sivens : un changement de géométrie non anticipé

### A.Le constat d'un « gâchis »

Toutes les personnes rencontrées font part de ce constat.

En premier lieu, **la mort de Rémi Fraisse** est un drame dont personne, parmi les audités, ne remet en cause le caractère accidentel.

D'autres événements moins dramatiques mais graves, ont eu lieu : beaucoup d'acteurs rencontrés ont été touchés personnellement à un moment ou un autre. Des agressions verbales, des menaces, des insultes ont été proférées. Des biens ont été détruits, des amitiés anéanties. Certaines situations, certaines visions ont choqué : barrage routier, personnes encagoulées, dispositif sécuritaire important,...

*« La problématique du Tescou c'est pour nous une crise d'identité et une perte de souveraineté. Ça a été une réelle persécution pour les gens d'ici »*

*« Si je veux changer de boulot, ce sera difficile, il y a mon nom sur internet, avec des insanités. »*

*« Les forces de l'ordre en ont pris plein la figure. Ça laisse des traces, les incivilités croissantes dans le département...des dégradations, des gendarmes qui se font agresser. Ce n'était pas forcément les zadistes d'ailleurs, l'ambiance a été dégradée... dans les villages aussi. Une petite délinquance est allée croissante et les dégradations ont commencé quand les opposants occupaient le site. C'est l'impunité d'une petite frange de personnes. »*

*« Pendant la période de gros affrontements avec des tags et des discussions dans les familles, les tensions ont été ressenties jusque dans les écoles, soit entre les parents soit entre les gamins. Un directeur d'école disait que les gamins étaient insupportables et agressifs. Le maire le mettait en lien avec ce qu'il se passe tous les jours dans leur foyer, qui parle du voisin qui n'est pas du même bord. Le gamin ressentait l'agressivité. »*

<sup>2</sup> Ces éléments sont indiqués pour mémoire, en référence aux propos des personnes rencontrées. L'objet de ce rapport n'est pas de faire une description précise de la gestion de l'eau au niveau régional.

**Les institutions ont été déstabilisées, voire « décrédibilisées ».** Nombreux sont ceux qui constatent une **confiance abîmée** envers les autorités de tous niveaux.

*« Ça a complétement décrédibilisé l'image de l'Etat et du département, je ne suis pas sûr qu'une majorité politique soit à même de porter un nouveau projet... »*

*« J'ai été écœuré en tant que citoyen par Sivens. J'ai trouvé qu'il y avait un laxisme de tout le monde. On a dépensé de l'argent : ou bien le projet est correct et on le fait, ou bien on ne le fait pas. Tout le monde a laissé faire, on a attendu, attendu... C'est scandaleux. »*

Finalement, par bien des aspects, les personnes rencontrées décrivent un **jeu à somme négative** : ceux qui voulaient de l'eau n'en ont pas, ceux qui voulaient préserver la zone humide ont assisté à sa dégradation partielle et de l'argent public a été dépensé pour aucun résultat.

## B. Un emballement inattendu

L'occupation sur le site et sa médiatisation a modifié le fonctionnement de tous les acteurs, la plupart pris de cours par l'ampleur nationale de la crise. Parmi les personnes rencontrées, il y a la conscience partagée d'**une impréparation** vis-à-vis de ce genre de situation, et du manque de retour d'expérience. Pour certains, ce sont **des mondes différents** qui se sont affrontés. **Le conflit a pris une forme d'autonomie** qui a échappé aux personnes rencontrées : personne ne « pilotait » la crise, le mode d'action traditionnel n'a pas permis d'endiguer la violence. C'est un traumatisme pour tous.

*« Le feu a pris et on n'a pas su l'éteindre »*

*« Il y a eu un basculement : au début, c'est la protection d'une zone humide, puis ça devient un squat pour faire une société nouvelle, la route est bloquée, etc. »*

*« D'autres enjeux que la simple ressource en eau ou la gestion de la qualité du territoire sont intervenus dans le débat et ont tout pollué. On a l'impression qu'il y a deux modes de vie qui s'affrontent et qui viennent se cristalliser sur ces enjeux là qui ne méritaient pas autant d'émotion. »*

*« Quand le projet a été lancé, ça a été le lapin sorti du chapeau, suscitant l'approbation du monde agricole et le tollé pour les autres. Et là, ça a été fini, c'est devenu irrattrapable, ça a pris une ampleur considérable... »*

*« Tous les ingrédients étaient réunis : un dossier avec des failles, un terreau sociétal favorable, des gens pour fédérer une contestation et faire passer le message à tous les niveaux... Le cocktail était prêt, la mécanique infernale s'est emballée. »*

*« On n'était pas préparé correctement. »*

*« Moi ce qui me rend furieux, c'est qu'on n'est pas capable de tirer les enseignements de Sivens. Comment on fait pour mener des projets de ce type ? »*

La question de la « **responsabilité** » face à cet emballement est souvent posée par les personnes auditées : chacun accuse l'autre d'avoir joué à l'apprenti sorcier avec ses troupes mais beaucoup estiment que la situation aurait pu encore plus dégénérer. Plusieurs (positionnés différemment dans le conflit) ont témoigné de leurs efforts pour éviter de nouveaux drames, mais cela n'a pas toujours été interprété comme tel par les autres acteurs.

*« On a essayé de retenir les gens pour qu'ils ne fassent pas la police eux-mêmes. »*

*« On a réussi à canaliser, à stopper tout le monde, pour que ça ne dégénère pas encore plus. »*

## C. Une remise en cause profonde du mode de fonctionnement classique de l'élaboration d'un tel projet

Pour de nombreuses personnes auditées, le **projet a été géré de façon classique** sur un mode institutionnel. **Tout le monde n'évalue pas le montage du dossier de la même façon** : certains

estiment que tout a été fait dans les règles, d'autres que le dossier était orienté, qu'il y a eu « *passage en force* » malgré des avis consultatifs défavorables. Plusieurs audités ont découvert le dossier quand les zadistes sont arrivés, ils ne se disent pas capables de juger de sa validité. Pour certains, **la pression due au risque de perte de fonds européens** pour la construction de la retenue de Sivens a aussi contribué à tendre la situation. D'autres évoquent aussi le fait que Sivens était la première retenue d'une série prévue sur le bassin Adour Garonne et qu'elle a donc pris une **valeur stratégique supplémentaire** qui a accru également la pression autour de ce projet.

*« L'arrêté d'autorisation préfectoral a été pris en dépit des avis défavorables de l'ONEMA et de la CNPN. Quant au commissaire enquêteur, au terme de l'enquête publique, il a émis un « avis favorable sous réserve de l'avis favorable du CNPN. A partir de là, les associations se sont emparées du dossier. »*

*« Il y avait le PGE : il a été validé par l'État. Il y a eu une déclaration d'utilité publique. C'est passé devant le comité État Région. Il y avait une règle, elle a été respectée. »*

*« Les gens qui se sont bagarrés contre n'avaient pas beaucoup de cartes en main mais ils les ont bien jouées : ils s'appuient sur les études et certaines sont mal faites. »*

*« Le projet du Thérondel est passé comme une lettre à la poste. Le projet s'est fait en 2 ans. On s'est dit que le Tescou ce serait pareil. Sauf que chez nous, on a voulu le démarrer de la même façon que l'autre, sauf qu'entre temps, il y a eu le Grenelle avec de nouvelles normes. Et les agriculteurs du coin qui se sont dit que ce serait pareil ont été surpris. »*

*« C'est un dossier qui a pris un temps fou avec des contraintes que les acteurs ne maîtrisaient pas. Les fonds européens se terminent à tel moment à une date limite. »*

*« Dans le Tescou, l'administration avait sûrement expertisé en termes de besoin, elle avait sûrement confirmé qu'elle avait un besoin d'eau. Il y a sûrement eu des lacunes, puisqu'il y a eu des recours, le choix de la compagnie de la CACG n'était pas si judicieux que ça, ou le cahier des charges pas forcément bien réalisé. »*

*« On peut toujours faire des reproches sur les modalités de l'enquête publique, sur le fait que l'étude d'impact n'ait pas été confiée à un bureau d'études indépendant, etc. On peut toujours tout remettre en cause... En fait on a opposé la légitimité contre la légalité. Le dossier Sivens est en parfaite légalité. »*

Notons que des éléments, sur cette question du dossier Sivens semblent partageables entre les personnes rencontrées, à condition qu'ils n'occulent pas ceux qui ne font pas consensus :

1. Pour un ensemble de raisons, **ce dossier a trop traîné**.
2. **La société a changé**, on ne peut plus faire comme il y a 30 ans.
3. L'information, la communication, **le partage des données** n'ont pas été suffisants.
4. **La procédure d'enquête publique**, n'était pas, rétrospectivement, à la hauteur de l'ampleur qu'a pris le dossier.

*« Ce que tout le monde partage, c'est qu'il y a eu un temps trop long entre 2004 le PGE et 2013, l'enquête publique. »*

*« On a fait comme avant mais on n'a pas vu que les choses avaient changé. Aujourd'hui vous ne pouvez plus sortir avec une pompe à sulfater dans les rues. C'est le résultat d'une évolution de la société. On a essayé les plâtres. On n'a pas pris conscience d'une situation nouvelle. On s'est trompé, on a été balayé. En expliquant aux agriculteurs qu'ils ne sont pas les rois du pétrole et aux autres que la nature, il faut l'accompagner pour qu'elle soit mieux qu'hier, on peut peut-être avancer. Je pense que c'est ça. »*

*« La société a changé... Techniquement, je peux appeler le président Hollande... »*

*« Ce qu'on a loupé, et je me mets dedans, on a oublié les élus du terrain. Ils auraient pu être les relais pour mieux faire passer les projets, en débattre. L'enquête publique ce n'est pas suffisant. C'est une grosse mécanique. »*

*« Pour moi il y avait un problème de communication, aussi bien des politiques que des institutionnels, c'est toujours la communication qui pêche. Si la démarche de rencontre avait été faite en amont, ça se serait mieux passé. C'est un projet d'il y a 25 ou 30 ans, la société a changé, les néo-ruraux sont*

*arrivés, beaucoup de choses ont changé, il n'y a pas eu de communication pour informer, il n'y a pas eu une étude pour savoir ce que pensent les gens. Ce ne sont pas les mêmes agriculteurs non plus aujourd'hui... »*

*« Cela faisait longtemps qu'on parlait du barrage et que rien n'avancait, du coup, c'est vrai, on a eu la volonté de faire passer le truc en force, malgré les lacunes du dossier. Il faut dire que les élus étaient agressés parce que rien n'avancait... »*

#### D. Le constat partagé que le dialogue n'a pas été possible

Pour presque tout le monde, **c'est l'autre qui n'a pas voulu dialoguer**. Pour les opposants, les élus, l'Etat, les organisations agricoles ont tout bonnement refusé de discuter leurs arguments (au moins dans un premier temps). Pour les partisans du projet, des tentatives ont eu lieu mais en face, les opposants étaient de toute façon contre quoi qu'ils disent. Une forme « *d'autisme* » général est dénoncé par certains. Plusieurs témoignages font état de discussions formelles ou informelles qui ont tourné court : si dialogue il y a eu, visiblement, les conditions pour qu'il débouche n'étaient pas réunies.

*« Chacun balançait ses certitudes sans connaître la réalité du problème ».*

*« On a fait des essais de discussion, mais nous étions face à un mur. Sur quoi aurait-on pu discuter ? Sur les problématiques d'environnement ? Ils ne veulent pas en discuter. Face à quelqu'un qui a un objectif, toute explication est nulle et non avenue... Des discussions il y a eu des tentatives, mais je ne sais pas faire, je ne sais pas faire... »*

*« Le milieu agricole et les élus n'ont pas été assez pédagogues pour montrer aux gens ce que c'était. Ce qui a choqué, c'est que les gens étaient contre en affirmant des choses fausses. »*

*« Au niveau local on « ne savait pas parler », expliquer les choses, c'est plutôt les représentants syndicaux départementaux qui se sont exprimés ».*

*« Sivens est dû à l'entêtement de certains de faire quelque chose à Sivens sans prendre le temps d'écouter tout le monde. »*

*« Ils sont carapaçonnés dans leurs certitudes. C'est une forme d'autisme, ils sont enfermés dans leur logique. Quand ils ne comprennent, pas ils bloquent. Objectivement, ils n'ont pas compris que la situation avait changé. »*

*« Je pense qu'il y a eu une forme de suffisance de ceux qui étaient en charge du projet. »*

Enfin, plusieurs personnes soulignent que tout **le monde ne maîtrisait pas l'art de parler dans les médias** et, pour certains, cela a joué sur le dialogue et a contribué à caricaturer le débat.

*« La médiatisation nous est tombée au coin de la figure. On n'a pas d'expert en communication. »*

*« On essaie de s'expliquer, mais il suffit d'une soirée de télé et c'est ruiné. »*

## E. Personne n'a pu faire de médiation

L'Etat était dans **une double contrainte entre l'agriculture et l'environnement** et n'a pas pu, pour certains, jouer ce rôle de médiation au début de la crise au moins. Plusieurs personnes constatent que **personne n'a été en capacité de régler les problèmes traditionnels de foncier** autour du barrage. Parmi les opposants, **des acteurs nouveaux**, qui n'étaient pas dans le système institutionnel, se sont impliqués. Parmi les acteurs traditionnels, **personne ne connaissait leur mode fonctionnement**. Il a fallu beaucoup de temps avant de trouver le chemin du dialogue, le bon interlocuteur.

## F. La sincérité n'a pas été payante, plein de gens, pour les personnes auditées, n'ont pas parlé de la réalité

Certains audités décrivent ainsi **des déformations selon eux, de la réalité** :

Réalité de l'agriculture de la vallée : les agriculteurs ne sont pas « de gros maïsiculteurs avec des centaines d'hectares ».

Réalité du projet : Sivens n'est pas « un immense barrage qui va noyer toute la vallée ».

Réalité de la ZAD : les zadistes ne sont pas « des fous sanguinaires qui enterrent les bébés » ou « des marginaux drogués sans éducation ».

Réalité de l'opposition au projet : elle n'est pas réductible à « des incultes venus de l'autre bout de la France ».

Réalité de la violence vécue, subie, de l'insécurité : il n'y avait pas que des enfants de chœur de chaque côté.

Cette déformation de la réalité a souvent été évoquée dans les entretiens (même s'il nous est difficile de citer des propos pour des raisons de confidentialité et pour éviter d'ajouter crédit à ce que certains considèrent comme des « rumeurs ») pour appuyer le fait que la confiance mutuelle est aujourd'hui difficile à retrouver : **pourquoi aujourd'hui croire que les autres sont sincères ?**

## III. Diagnostic de l'action post-Sivens : les conditions de rencontre et de négociation des acteurs ne sont pas encore réunies

---

### A. Chacun a dû se positionner pour ou contre Sivens

Des acteurs sont aujourd'hui dans **la prolongation de la lutte pour ou contre Sivens** en menant des actions juridiques, en défendant des intérêts individuels ou catégoriels (vus comme tels par d'autres acteurs qui dénoncent un « lobbying »). Quoiqu'il en soit, **les actions des uns et des autres sont souvent regardées maintenant à l'aune du positionnement**, réel ou supposé, lors des événements à Sivens. De fait, pour certains, **Sivens est maintenant un enjeu national et il faut l'intégrer** tout en essayant de travailler au niveau local.

*« Maintenant, c'est trop tard. Sivens est un piège, tout est passé au niveau national FNSEA, FNE, Ministres. La question est devenue : est-ce que l'agriculture peut continuer à pomper l'eau? Le débat est biaisé depuis le début. Ce n'est pas un problème local. Un problème de politique nationale dont les enjeux nous dépasseront si on ne trouve pas un truc local. »*

### B. Le rapport des experts du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CEDD)

Il a été reçu par beaucoup (dans les deux camps) comme **plus « politique » que « technique »**, au moins dans ses conclusions. Il met en lumière trois façons fondamentalement différentes de penser un projet de gestion de l'eau :

- **un investissement public en fonction des besoins potentiels estimés** puis confiance dans les acteurs du territoire pour saisir les opportunités de projets qui se présentent.
- **une amélioration poussée de l'existant** par une étude fine des jeux à somme positive possible.
- **un calcul au plus juste** d'une retenue en fonction des besoins actuels.

La dernière voie paraît la plus « scientifique », c'est celle qui est mise en avant dans le rapport, mais elle n'est **pas la plus appétante pour les acteurs**, la plus à même de prendre en compte, selon les personnes rencontrées, toute la complexité de la situation.

*« Ce n'est pas comme ça qu'on va sortir du conflit avec des calculs au plus juste. Le rapport d'experts a fait un calcul administratif. La retenue est pleine à telle date mais ça ne marche pas, ce n'est pas mathématique... »*

### C. La démarche de projet de territoire

La plupart des personnes rencontrées, reconnaissent que le **terme « projet de territoire » a permis d'enclencher une sortie de crise** mais tout le monde n'est pas d'accord sur ce que recouvre cette expression. Pour certains, **« c'est de l'enfumage »** (terme qui revient souvent) pour gagner du temps. Pour d'autres, c'est **une démarche administrative** sans grand intérêt, un quitus pour faire une retenue ou encore une démarche qui vient d'en haut. Pour d'autres encore ce peut être **une opportunité de mobiliser les acteurs** autour de projets communs.

*« Je pense que cette démarche de projet de territoire c'est une bonne chose. Avant je me disais que c'était de la poudre aux yeux et j'espère qu'il en sortira quelque chose. »*

*« Comment arriver à ce que ce soit partagé ? Votre action est très intéressante pour pouvoir objectiver et dédramatiser ou distancier après des moments difficiles. »*

*« La mise en place du projet de territoire : j'y crois sans y croire, j'ai peur qu'on se fasse avoir, de l'autre côté aussi ils y sont avec de la méfiance, ils disent « c'est de l'enfumage, pour enterrer le barrage... »*

*« Dans de nouveaux projets, cette concertation est sans doute bonne, mais pour des projets anciens comme Sivens ça va être compliqué ; qui va dire « je m'étais trompé » ? Le passage des zadistes a laissé des traces, aujourd'hui c'est très compliqué... »*

*« Le projet de territoire j'y souscris, sur le papier c'est très bien, mais il n'y a pas de règle. Si à un moment donné on ne donne pas un cadre méthodologique et des règles claires, on peut discuter éternellement du projet, sans que rien n'avance. »*

*« Pour moi vouloir parler de projet de territoire c'est noyer le poisson et ne pas dire les choses, on fait une digue sur un cours d'eau pour irriguer, ce n'est pas un gros mot. Sivens, c'est un lac pour irriguer, pas un projet de territoire. »*

Certains ont exprimé **ce qui, pour eux, est un projet de territoire** : souvent une initiative de quelques acteurs sur un espace commun, qui se développe au point d'être reconnue comme ayant un apport identitaire pour le territoire dans son ensemble.

*« Dans les années 70, on allait sur le Larzac pour manifester. Aujourd'hui, le Larzac est un lieu d'activité de pleine nature. Du temps a passé. A l'époque, on aurait dit aux agriculteurs que l'avenir c'est le tourisme, on se serait fait jeter... »*

*« Marciac, c'est devenu un projet de territoire. »*

Des acteurs aujourd'hui essaient de **réfléchir à un contenu pour le projet de territoire**. Sivens a fait ainsi se rencontrer et se connaître des agriculteurs (plutôt pro barrage). Des agriculteurs se mobilisent, parfois au-delà du clivage pro/anti : groupes de travail de l'Association Tescou Avenir (ATA) accompagnés par la Chambre d'Agriculture du Tarn, projets portés par la CUMA des Deux Monts. Des acteurs économiques agricoles sont sollicités, participent à la réflexion. Les élus aussi se rencontrent.

*« Ensemble, entre agriculteurs et avec les acteurs économiques agricoles, on veut arriver à trouver de nouveaux débouchés, de nouvelles cultures adaptées à nos exploitations. Plusieurs jeunes s'installent : ils veulent faire du tabac, de l'ail. Ça permet de garder de petites structures. »*

#### D. Un système d'action déstabilisé à plusieurs niveaux, marqué par la méfiance et la crainte du retour de la crise

Même s'ils permettent toujours, dans la difficulté, de prendre en charge un certain nombre d'enjeux, **plusieurs niveaux d'actions formels et informels sont déstabilisés**. L'organisation même de la **gestion régionale de l'eau** est fortement remise en cause : la stratégie de construction de la ressource en eau, l'étude Garonne 2050... **Le système politique départemental** dans le Tarn a été fortement ébranlé, des fractures sont apparues, **en particulier au sein de la gauche politique**. **Les systèmes d'organisation de la vie locale** sont touchés : les systèmes d'entraide, les réseaux d'amitiés, et, dans une moindre mesure, les conseils municipaux. **Le système institutionnel** dans son ensemble, la démocratie même pour certains, sont affectés par Sivens : Etat et établissements publics, collectivités territoriales,...

*« Toute la politique de gestion de l'eau est remise en cause par Sivens : le SDAGE, les DOE, le PGE, tout ce sur quoi l'on s'appuie s'effondre du moment que certains acteurs ne se reconnaissent pas dans ce modèle »*

*« Sivens est un virage phénoménal sur la façon dont on envisage la gestion quantitative de l'eau dans le sud ouest. Le virage est douloureux à prendre pour certains interlocuteurs qui ne comprennent que la façon de travailler a changé. « L'Etat a fait un protocole d'accord et il est revenu en arrière ». Pour une partie des acteurs c'est une mise en accusation sur la rupture d'un contrat. La perte de confiance est au niveau national. »*

*« Ce système fonctionne mal tant qu'on ne prend pas en compte les gens de terrain et qu'on ne prend pas en considération leurs besoins. Que des gens qui ne viennent pas du terrain ne nous expliquent pas ce qu'il faut faire ! Les usines à gaz et les choses qui arrivent d'en haut qui sont pas reliées aux réalités du terrain et le manque de courage politique, on en meurt dans ce pays. »*

*« L'Etat s'est décrédibilisé. On s'est senti trahi. Finalement, on a laissé totalement à l'abandon les agriculteurs. Ça ne s'améliore pas, on avait promis que ça irait vite et ça ne va pas vite du tout. »*

*« Il faut recréer la confiance avec l'Etat. Il est complètement décrédibilisé. Les gens n'ont pas apprécié que les élus de terrain, les conseillers généraux, soient désavoués, c'est une atteinte à la démocratie. »*

Le projet de Sivens a ainsi des conséquences qui dépassent le territoire du bassin versant du Tescou, il met **un doute sur la possibilité de monter de nouveaux projets** à l'avenir, en matière d'eau ou d'infrastructure publique en général (autoroute, réseau électrique, méthaniseur, etc.).

*« Tout est en stand by, plus rien ne fonctionne. »*

Les audités expriment leur **méfiance** ou la méfiance constatée vis-à-vis des autorités départementales, régionales et nationales et pour chaque camp, une méfiance vis-à-vis de ceux qui ont pris une position opposée dans la crise.

*« J'ai senti arriver le conflit : des jeunes pas écoutés et laissés pour compte, des agriculteurs à qui on a fait une promesse qui n'a pas été tenue, des élus qui ont agi avec un manque de transparence, sans*

*s'expliquer, des écolos « gentils mais intégristes » (refuser de couper un arbre c'est aberrant), des scientifiques qui ne se sont pas sentis respectés avec la destruction de la zone humide, des jeunes venus de Notre-Dame des Landes, des journalistes qui ont jeté de l'huile sur le feu... Résultat, aujourd'hui tout le monde est dans l'expectative, et encore plus méfiants qu'au début ! »*

*« Je constate une méfiance réciproque très importante qui fait que les points de vue, à mon avis, sont inconciliables. »*

*« C'est le même monobloc qu'il y avait pour le barrage. Un projet de territoire est imposé par des financements mais il n'y a pas la volonté de le mettre en place et d'identifier des projets de compromis entre les différents acteurs. »*

*« Il y a quand même derrière un engagement des politiques, il faut les prendre au mot mais la confiance que j'ai dans l'État et le gouvernement n'est pas énorme. »*

Face à **la crainte du retour de la crise**, plusieurs stratégies cohabitent : limiter le recours à l'extrémisme, renforcer des positions d'un camp, adopter une attitude de retrait prudent, essayer de mettre de l'huile dans les rouages.

*« L'Etat est actif en essayant de mettre de l'huile dans les rouages, sur le Tescou. »*

*« Ça va, mais le feu couve sous la cendre. »*

#### **IV. Evaluation globale de l'action engagée**

---

Le **diagnostic** de l'action engagée fait par les personnes auditées lors des entretiens est globalement **assez sombre**. Beaucoup de frustration a été exprimée avec, globalement, l'échec du projet initial pour les pro-barrages et l'impression de toujours se heurter à un mur d'incompréhension pour les anti-barrages. Cette frustration est liée à des questions plus générales de reconnaissance et de respect de l'identité de chaque acteur.

*« L'agriculteur a l'impression qu'il peut disparaître, tout le monde s'en fout, parce qu'on ne se rendra compte de son apport que dans dix ans.... C'est ce sentiment de frustration nourri par cette absence de reconnaissance. »*

*« Quelque part, le plus frustrant, c'est que les acteurs de terrain sont presque ceux qui sont les plus prêts à se remettre autour de la table et parler avec les opposants. Des acteurs institutionnels perturbent les choses, ne jouent pas vraiment le jeu. »*

Aujourd'hui, la moindre maladresse dans le territoire suscite une levée de boucliers.

Une note d'espoir est quand même à souligner : **des acteurs commencent à dialoguer**, au moins par catégorie et chacun, malgré tout, a entendu les arguments de l'autre. Dans plusieurs entretiens émerge **la reconnaissance d'un destin lié** à défaut de l'émergence concrète d'un dessein commun entre tous les acteurs concernés.

*« Sivens, c'est un moment de prise de conscience. Il y a eu des arguments de part et d'autres qui ne laissent pas indifférents. Ces rencontres, ces confrontations, c'est aussi comme ça que ça avance. »*

*« On n'a pas eu d'appui, on a vécu une grande solitude mais Sivens a aussi été l'émergence d'une solidarité qui fait chaud au cœur, l'émergence de la « vallée » reliant les deux départements. »*

*« L'agriculteur de Sivens ne nie pas l'écolo bobo. Il vit de ces écolos, qui sont en train de diffuser cette culture d'alimentation plus saine. Tout le monde en est conscient. Le monde agricole est en train de valoriser une filière pour son savoir-faire. Les agriculteurs vous le disent. Ils sont à la veille de s'embrasser sur la bouche et c'est la dispute ! »*

*« Les gens s'ils discutent pour l'instant, c'est très ciblé. Je connais des vendeurs bios : ils sont en caste. Ça ne va pas non plus. C'est un concept de réflexion qui est monochrome. Si on laisse des*

*microcosmes ça ne va pas aller. A l'échelle de la France, c'est la même chose, il faut que tout le monde puisse vivre. Il faut avoir une ouverture d'esprit, la vraie nature est en équilibre. »*  
*« Je sens que ça va être long et compliqué et je ne suis pas sûr qu'il y ait quelque chose. Il faut essayer. Si on ne fait rien, on est sûr qu'il n'y aura rien. Il ne faut pas avoir de regret ; on essaye. »*  
*« Cette vallée mérite mieux que la publicité qui lui a été faite. »*

#### POUR L'EQUIPE D'AUDIT

Le bassin versant du Tesco est **un territoire ordinaire qui a connu une crise extraordinaire**. Dans l'action, se sont confrontés **plusieurs « mondes »**, plusieurs façons de fonctionner, plusieurs conceptions de la gestion de l'eau, de l'agriculture et du territoire :

**Un monde traditionnel rural** qui cherche avant tout à assurer la sécurité existentielle des agriculteurs, acteurs majeurs du territoire ;

**Un monde urbain** attaché à de grands principes relevant du « développement durable » et est confronté à la difficulté de leur application concrète, aux transitions inhérentes à ces questions ;

**Un monde rural** qui prend des initiatives, veut se faire une place, sans toujours la trouver ;

**Un monde institutionnel** qui fonctionne par grands compromis globaux entre des enjeux vus parfois comme difficilement conciliables.

Ces mondes se sont aussi **hybridés** dans la crise comme ils avaient commencé à s'hybrider avant, chacun a découvert le monde de l'autre, en a même intégré certains paramètres. Mais dans le territoire, sans identité bien définie, sans habitude des acteurs de se rencontrer, **le conflit l'a emporté sur la compréhension et la coopération**.

Les questions qui ont émergé avec Sivens se sont jouées et se jouent encore dans, à travers et **au-delà des champs de responsabilité publics et privés** et les déstabilisent. Il y a un accord semble-t-il sur ce point parmi les personnes rencontrées. **La question de l'intérieur et de l'extérieur** pour le territoire traverse tout l'audit, elle est décisive pour la démarche de projet de territoire : qui peut participer ? Comment s'engager ensemble ? Les acteurs sont poussés vers une alternative mortifère : soit se fermer complètement et isoler le territoire, pour le voir mourir à terme, soit s'ouvrir sans garantie et perdre la maîtrise de leur destin. L'enjeu est de sortir de cela. La société a changé, tout le monde fait partie de cette « société », tout le monde, à tous les niveaux, se demande peu ou prou **comment de nouveau « faire société »**.

Si Sivens a été un projet porté de manière « collective » (délégation de son élaboration à une collectivité) pour prendre en charge quelques grandes qualités du territoire, aujourd'hui des acteurs semblent considérer qu'**un bon projet de territoire devra susciter une prise en charge « en commun »**, à partir des acteurs du territoire, d'un ensemble plus large de qualités (« qualité totale » du territoire).

## Troisième partie : **Prospective**



Face au spectre du retour de la violence,  
la nécessité de construire  
une réalité partagée

---

## I. Horizon spatio-temporel

---

### A. Des horizons temporels globalement concordants entre les personnes rencontrées

Les personnes auditées décrivent **un horizon à court terme**, avec des échéances importantes (présidentielles, loi sur la Nouvelle Organisation de la République (loi NOTRe)). Pour beaucoup, il faut montrer que « quelque chose est possible » –au minimum un dialogue- avant 2017. Cet horizon à court terme n'est pas incompatible avec **une nécessité de vision à long terme** (20 ans voire 50 ans) : prise en compte du changement climatique, de l'évolution de la politique agricole commune...

*« 5 ans (on parle en général de la génération mais là on n'a pas 20 ans, on est dans l'urgence, il faut mettre beaucoup d'énergie) et le réchauffement climatique est très rapide. »*

*« A court terme, il faut aller vite, on a passé assez de temps, fait assez d'études, assez écouté tous les points de vue, maintenant il faut y aller, c'est ce que tout le monde attend, ici et au niveau national. »*

**Un sentiment d'urgence** est relativement partagé pour que l'élaboration du projet de territoire ne s'éternise pas mais : pour quelques uns, il faut faire la retenue point barre ; pour d'autres qui croyaient à l'utilité de la retenue, l'horizon est bouché à moyen long terme : il n'y a pas de réel projet alternatif ; pour d'autres encore, on ne se fait pas d'illusion : ce sera long et difficile, au vu du point de départ.

*« Nous, pendant ce processus, on a compris que des acteurs veulent que ça aille vite. Que ce ne soit pas douloureux et que ça aille vite. Mais pour que ça débouche, il faut que ça prenne du temps. »*

*« Il faudrait éviter de perdre du temps en discussions qui ne servent à rien. Mais les choses qui ne servent à rien ne sont pas les mêmes pour tout le monde. En 2017, il y aura les élections présidentielles, ça perturbe, je ne sais pas quoi mais ça perturbe. Si on pouvait très vite régler ce problème ce serait bien. On ne pourra pas tout écrire pour dire on veut un territoire comme ci ou comme cela. Globalement on s'engage à travailler de façon évolutive en fonction des réglementations ; j'aimerais que le projet de territoire soit calé avant 2017 ce qui permettrait au porteur de projet de pouvoir travailler. »*

### B. Penser le bassin versant comme un territoire multiple

Personne ne remet vraiment en cause le fait qu'il faille **réfléchir les questions d'eau et d'agriculture au niveau du bassin versant**, qui s'impose comme un espace de projet du fait de la crise. Cependant, comme ce territoire est plus un territoire à construire qu'un territoire de fait, la question de sa délimitation ne va pas de soi. En particulier, la relation de la vallée et des coteaux aux territoires urbains voisins (Montauban, Rabastens, Albi, Gaillac) est un élément essentiel de la prospective.

*« Le bassin versant du Tescou : il pourrait être une zone expérimentale puisque c'est un des premiers projets de territoire. »*

## II. Un scénario tendanciel sur trois axes

---

### A. Premier axe : une option tranchée sur la retenue

Pour certains, le scénario tendanciel est avant tout **une option tranchée sur la retenue** : soit, la retenue est réalisée, plus ou moins comme prévue, soit la retenue ne se fait pas du tout. Plusieurs voient une situation intermédiaire, « *on coupe la poire en deux* » avec une plus petite retenue, globalement assez insatisfaisante mais qui permet à chacun de « *ne pas perdre la face* ». Quoiqu'il en soit, plusieurs personnes auditées conditionnent le scénario tendanciel à **une prise de décision claire sur la retenue** : elle se fait ou elle ne se fait pas.

« *Mon scénario tendanciel : on fait la retenue, on la redimensionne, ainsi on satisfait les opposants, qui disent « les études ont été mal faites ». On profite des études déjà effectuées. »*

« *Je suis assez pessimiste ; il n'y a pas la volonté de faire cette retenue, pas dans l'année qui vient. C'est dommage car c'est notre vœu. »*

« *On va vers la création de la retenue ; même ceux qui étaient contre disent bien qu'il y a un manque d'eau... Il y aura encore des protestations, c'est normal, ils n'ont pas d'autre solution pour arriver à déclencher une discussion. »*

« *On coupe la poire en deux avec un barrage plus modeste, représentant la moitié du volume initial. Nous aurons un potentiel d'eau limité, servant à la vie de la rivière et à la dilution des rejets d'épuration, mais aucun potentiel pour l'irrigation, aucun potentiel d'évolution, aucune marge de manœuvre... Nous allons peut-être « gagner » dix ans, retarder les problèmes mais c'est tout. Nous ne sommes pas dans une perspective d'avenir, on évite seulement aux politiques de perdre la face. »*

### B. Deuxième axe : la reprise du dialogue entre les acteurs autour du projet de territoire

Certains audités pensent que **le dialogue va s'installer**, d'autres que non, les choses vont **traîner en longueur**. Certains sont **dans l'incertitude** totale sur ce sujet et d'autres précisent que tant que **le dossier précédent** n'est pas clos, ce sera difficile d'avancer.

« *Je veux y croire. Si on ne fait rien, je ne peux pas y croire. C'est juste stocker de l'eau, il ne faut pas exagérer. Peut-être qu'un jour on sera bien content de l'avoir pour l'eau potable cette retenue... »*

« *J'ai tendance à penser que les choses vont bouger. Mais objectivement, il est probable que cela ne bouge pas, même si je me dis que l'intelligence collective va triompher. »*

« *On a des gens qui sont contre et qui le seront toujours, 2017 sera passée avec une nouvelle majorité...c'est un scénario d'incertitude. »*

« *On sent bien qu'il n'y a aucune volonté de dialogue du côté des pro barrage. »*

« *C'est un territoire éclaté avec des pôles extérieurs, il n'y a pas quelque chose qui fait du lien entre les gens. Ce sont des gens qui, de mon point de vue n'ont pas de points d'intérêt partagés pour que ça suffise à structurer un projet de territoire. Les agrégateurs d'un projet de territoire ne sont pas là. Des super projets individuels peuvent se développer. C'est le plus riche qui gagnera. Ceux qui veulent se faire les ressources en eau se les feront eux-mêmes sans les aides. Et après, si on veut vraiment un projet de territoire, il faut y mettre des moyens extérieurs. Si la volonté d'en faire une vallée du bio par exemple permettrait de satisfaire les pour et contre... Mais il faut mettre beaucoup de moyens... »*

« *Tout le monde continue, on va arriver à un projet territorial qui devrait proposer la création d'une ressource en eau, à un niveau moindre que le projet initial ; derrière le projet va patiner parce qu'il y aura la question de la maîtrise d'ouvrage qui va se poser et du financement. Les agriculteurs sont*

*censés participer au financement. La mise en œuvre va être compliquée. Les tensions subsistent tendanciellement. »*

*« Le projet va s'éteindre petit à petit et il faudra une quarantaine d'années pour traiter les dégâts collatéraux de Sivens. Et là éventuellement on pourra retravailler. »*

*« Le problème, c'est qu'on lance un projet pour l'avenir mais le dossier actuel n'est pas clos ! Les mesures compensatoires, ce n'est pas fait, la remise en état de ce qui a été détruit, on n'en parle pas... Les associations y sont sensibles, tant qu'on n'a pas soldé le premier projet, elles auront du mal à croire ce qu'on leur racontera... »*

### C.Troisième axe : des évolutions dans le domaine de l'agriculture, l'eau et le territoire

**Les tendances globales** sur l'agriculture vont s'appliquer ici comme ailleurs : agrandissement des exploitations, diminution de l'élevage, formes d'exploitations basées sur des capitaux extérieurs... **Les caractéristiques du bassin versant vont jouer** cependant pour la recherche de la sécurisation existentielle des agriculteurs, dans le contexte du réchauffement climatique, avec, selon les personnes interrogées, la possibilité de déclin d'une partie des exploitations les moins favorisées, et/ou une valorisation accrue de la proximité des bassins de consommation, individuelle ou collective et/ou, sur certains secteurs, la disparition de l'agriculture au profit de la forêt. Les problèmes sur les rivières et sur l'intégration des nouveaux arrivants risquent de s'accroître pour certains.

*« La tendance, c'est le réchauffement climatique. Notre ruisseau sera de plus en plus un oued à sec avec des pluies violentes. On sera encore plus impacté par le dérèglement climatique, en termes d'inondations, de risque incendie, de perte de biodiversité et on aura des incidences négatives en termes d'emploi local. Soit on urbanise depuis Montauban, soit on voit arriver des gros et très gros pour faire de l'agriculture productiviste avec beaucoup d'intrants et d'eau. »*

*« On va avoir de plus en plus difficultés de fonctionnement et des restrictions. Une partie de l'irrigation qui n'est pas liée aux retenues existantes va s'arrêter et une partie des exploitations va se trouver en difficulté. Il y aura alors deux possibilités, soit l'agrandissement des exploitations, soit l'extension des bois. »*

*« Demain on sait que ce sera des grandes exploitations avec moins d'éleveurs, avec 4 ou 5 agriculteurs sur l'ensemble du territoire et c'est terminé. »*

*« Le scénario tendanciel, c'est une disparition du monde agricole, de la diversité et l'authenticité de certains secteurs. Il y a un enjeu économique derrière. Tant que l'objectif n'est pas atteint, la situation peut périliter : une déprise agricole, on continue à perdre des agriculteurs tant qu'on n'a pas des scénarii plus positifs que ça. Je vois une inertie de 30 à 40 ans avant de saisir les enjeux du monde agricole. Cela fait 20 ans que le monde agricole a disparu du débat avec une Europe dont on croit qu'elle peut tout régenter. Devant le mur, on verra qu'il faut réellement prendre en charge ce qui se passe. Cela prendra du temps. En espérant que ce delta soit le plus court possible. »*

*« Les agriculteurs vont voir l'intérêt qu'ils ont aux circuits courts, cela va se faire un petit peu, sans remettre en cause les volontés de certains de continuer à faire beaucoup de profit. »*

*« Pour moi, le scénario tendanciel est une dérive vers une disparition des fermes traditionnelles, vers de grosses exploitations. Mais en parallèle, une agriculture différente se développe, une production en circuits courts. Si rien ne se structure, cette agriculture-là va survivre mais sans se développer. L'agriculture va s'orienter vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement, malgré tout mais globalement, c'est la disparition du tissu rural social. »*

*« L'agriculture : la situation est très mauvaise, les prix baissent, aucune perspective n'est agréable, les trésoreries c'est pareil. Je ne pense pas que la vallée évoluera différemment. A priori, surtout si on ne fait pas de lac. On ira vers un agrandissement. Ça dépendra du prix des terres. Chaque cas est particulier. »*

*« Je vois mal comment le bassin du Tescou échapperait aux tendances générales à l'agrandissement, les retraites, des capitaux qui viennent sur les fermes industrielles. Entre le cas de la ferme des mille*

vaches dont le lait est un sous produit ou des fonds chinois qui investissent en France... Les plus gros agriculteurs sont bien adaptés au marché mondial. Les plus petits font de la vente directe, ils arrivent à résister. Ceux qui sont intermédiaires, pour qui le marché et les prix font du yo-yo en temps de crise, ils se retrouvent à faire face aux remboursements d'emprunts, ils sont sur le fil du rasoir en permanence. On a ces profils-là sur le bassin du Tescou. C'est un cercle vicieux : plus ils sont en difficulté, plus la solution est d'intensifier. Et finalement on donne des aides pour intensifier encore plus. Ce sont les effets dramatiques de la spécialisation. Le tendancier, c'est plutôt ça. Une réduction du nombre d'emplois agricoles, du nombre de fermes. Dans ce contexte, ce n'est pas satisfaisant de dire qu'on aide une vingtaine de fermes à sécuriser l'irrigation... »

### III. Un scénario négatif selon trois voies plus ou moins compatibles

#### A. Trois voies plus ou moins compatibles

Par plusieurs aspects, le scénario négatif ressemble au scénario tendancier de façon accentuée :

**Première voie : on ne fait rien**, on laisse traîner, on décourage tout le monde.

« On ne fait rien et dans 10 ou 15 ans on s'en mord les doigts. On aura vécu tout ça pour rien, on aura le même problème d'eau à la fin. Il ne faudrait pas que ça bloque tous les projets en France... »

« On ne fait rien ; on désavoue tous ceux qui ont porté le projet, on désavoue la démocratie, on donne raison aux opposants, on casse la dynamique qu'on sent naissante sur le secteur. »

« On ne tient pas compte de nos propositions : on quitte le processus, on reprend la lutte. »

« Le statu quo. On ne fait rien. C'est une question qui reste en suspens. Tant qu'elle n'est pas tranchée, comme l'affaire Dreyfus, cela pollue l'environnement social et politique. »

« On s'arrête au symbole : quelqu'un est mort, on ne fait plus rien. »

« Rien ne se fait et puis ici on devient la réserve d'indiens. »

« Si rien ne se fait c'est catastrophique et pourtant... Je ne vois pas un dossier passer en enquête publique, ni obtenir les financements publics. »

**Deuxième voie évoquée : un projet « petit bras »**, sous-dimensionné par rapport aux problèmes posés ou bien un projet qui ne résout le problème de l'eau que pour la vallée, pas pour les coteaux.

« Ça se termine par un échec : un ventre mou, un plan d'eau réduit qui épargne une zone humide, un projet petit bras et le problème est reposé dans 15 ans ou 20 ans, on a repoussé les choses : on assiste à un assèchement global. C'est sous-dimensionné, ça n'ira plus. »

« Une petite solution qui ne fait que des mécontents, cela ne satisfait pas le besoin en eau, on réduit les projets de développement, on fait un projet à l'économie dans un contexte qui se durcit. »

« Le scénario négatif ? Un lac, la sécurité dans la vallée et la désertification dans les coteaux avec agrandissement des fermes, et on continue, les agriculteurs sont sujets à crise permanente. Une agriculture exposée au marché mondial. On peut arroser tant qu'on veut, ce sera toujours la course à l'investissement... »

**Troisième voie : une « guerre civile »** : pour certains, déclenchée par une nouvelle occupation du site de Sivens, pour d'autres par la non prise en compte générale de l'évolution de la société locale, pour d'autres encore, par « un passage en force » dû à un changement politique.

« Cette situation peut aboutir à du conflit. Au projet de territoire les gens n'arrivent pas à s'entendre et ça réactive la ZAD. »

« Les politiques nationales et locales n'arrivent pas à agir. On aboutit à une guerre entre ruraux et néoruraux. Une guerre des boutons, avec la culture des jeux-vidéos, de la violence. On n'aura pas le temps de canaliser la violence parce que les gamins violents seront trop nombreux. »

« La ZAD du Gers vient d'être évacuée, Notre-Dame des Landes le sera peut être aussi : tous risquent de rappliquer à Sivens et là, ce sera la guerre civile. Le pire cauchemar. »

## B. Avec des conséquences, pour ces trois voies, à tous les niveaux d'action

Pour certains, c'est « **la mort lente du territoire** » accélérée par le réchauffement climatique et les logiques agricoles mondiales. Certains voient des conséquences régionales voire nationale en termes de **possibilité de nouveaux projets** quels qu'ils soient et d'autres de **nouvelles formes de radicalisation** des individus.

« Qu'est-ce qui pourrait se passer de pire que le tendanciel ? Je ne vois pas trop comment on peut arriver à une situation plus dramatique que le tendanciel. A moins bien sûr que le changement climatique s'aggrave. »

« Ils finissent de nous planter ; un petit lac, juste de l'eau pour le débit d'étiage. Une disparition quasi complète de l'élevage laitier et peut-être des vaches tout court parce que si les prix baissent comme cela... Un abandon de certaines terres. Avec malgré tout certains qui s'en sortent. On boise sur les coteaux. »

« Le territoire reste dans l'état, c'est l'inaction. A long terme il y aura des cessations d'activité agricole. Justement ce qu'on ne voulait pas, de grosses exploitations. Ça arrivera par l'économie. Il ne faut pas oublier qu'il y a une bataille sur le foncier phénoménale entre agriculteurs. On aura des exploitations de 200-300 ha. »

« Je resitue la vallée par rapport au triangle Toulouse/Montauban/Gaillac. Il faut qu'il y ait un intérêt pour que les gens reviennent. S'il y a que quatre agriculteurs, les gens ne reviendront pas. Il n'y aura pas de désertification mais des retraités, moins de gamins et les écoles périclitent. »

« Les prix des produits agricoles continuent à se dégrader et il n'y a pas d'eau : les campagnes se dépeuplent à vitesse grand V. L'eau n'est pas la seule composante, si elle est là, elle permettra de mieux résister, mais elle n'empêchera pas cette évolution. »

« Le scénario négatif c'est une plus forte industrialisation. Très peu d'installations, des exploitants propriétaires cèdent à des non agriculteurs, qui font des opérations financières sur des cultures sur des opérations de court terme. Ils vont partir en laissant les dégâts en matière d'emploi de vie rurale. Ils font des coups, des opérations en fonction des subventions. Ils partent ailleurs, un territoire les appelle. Il n'y a plus de lien fort entre les agriculteurs et le territoire. Ils viennent d'ailleurs pour exploiter. C'est quelque part un scénario tendanciel si on accélère la dérégulation de l'agriculture. »

« Le scénario négatif : le début de déprise agricole, l'apparition de friches, des particuliers ou des investisseurs achètent des terres, ce qui entraîne une hausse des prix du foncier et une difficulté encore plus grande à installer des jeunes. Il y a toujours un problème de dilution des stations d'épuration, alors que la population augmente dans le secteur. La conséquence à terme, c'est une perte des services : transport des enfants vers les écoles, etc. Les personnes âgées sont obligées de quitter le territoire, faute de trouver à proximité les services dont elles ont besoin. Le territoire est entretenu à 90% par l'agriculture, personne ne pose la question de l'entretien du territoire si l'agriculture disparaît. »

## IV. Un scénario positif : au-delà de la retenue, beaucoup de convergences sur l'agriculture et le territoire

---

Dans ce scénario, **chacun retrouve sa « solution eau »** plus ou moins adaptée. Quand cette solution est la retenue, elle est souvent redimensionnée, elle fait l'objet d'un compromis. Quand cette solution n'est pas la retenue, elle nécessite quand même un investissement public important sur d'autres aménagements (petites retenues collectives par exemple).

*« Dans le scénario positif tout le monde y trouve son compte : il faut de l'eau pour les agriculteurs et que les opposants aussi aient leur compte. C'est un compromis entre l'agriculture et l'écologie. Il faut un dialogue. »*

*« Une solution de compromis avec un plus petit barrage, la mise en place d'alternatives dans l'agriculture, avec tous les liens liés à ces alternatives (liens commerciaux et liens humains). Avec le réchauffement climatique, il faut penser au long terme, ce barrage peut être utile dans l'avenir, pas seulement pour l'agriculture ! »*

*« On fait le barrage, mais plus petit et avec possibilité d'évolution et de préférence en dérivation. »*

*« Un projet redimensionné car on n'est pas têtue ! »*

*« Mettre en place la retenue, là ou autre part (je suis souple !) »*

*« Le scénario positif : l'intelligence l'emporte, le rationnel, on trouve un juste équilibre, on peut créer des structures, il y a un début d'accord. »*

*« Le scénario positif c'est de pouvoir satisfaire les besoins en eau des agriculteurs mais avec une vraie réflexion sur économies d'eau envisageables (assolements, ...) et avec une meilleure prise en compte des retenues existantes. Cela permettrait de définir le volume vraiment souhaitable, plus raisonnable, ce qui autoriserait des solutions techniques moins impactantes, par exemple des réserves tampons au plus près des besoins (alimentées par pompes), ou une retenue en dérivation, pas sur la zone humide. »*

Le scénario ne s'arrête pas à ça, il inclut **une amélioration des qualités de l'agriculture et des qualités du territoire** (vie du territoire, emplois, rivière, biodiversité...). Les acteurs sont capables de **s'accorder sur un projet** de territoire multidimensionnel.

*« Le scénario positif c'est qu'on arrive à se mettre autour d'une table, qu'on ne soit pas obnubilé par l'idée qu'on avait en arrivant, qu'on arrive à une culture commune, sur un mieux-vivre. »*

*« Un projet qui permette de résoudre l'ensemble des problèmes, qui tienne compte de ce que l'agriculture et l'environnement seront dans 20 ans (mais qui le sait ?). Un projet d'avenir. »*

*« Un projet de territoire s'appuie sur une connaissance agronomique, environnementale et de santé publique, qui arrive à développer une autre agriculture qui implique des relations au niveau local. Au niveau départemental, on organise aussi les relations producteurs-consommateurs, avec des contrats presque directs pour l'alimentation collective, sans passer par des structures qui fonctionnent sur un système libéral basé sur des produits boursiers. »*

*« Le scénario positif c'est que le projet de territoire aboutisse, qu'on ait un lac, et qu'on danse avec les opposants ! Une vallée avec de l'eau qui ne soit pas que pour l'irrigation, avec beaucoup plus de variétés de cultures avec des échanges plus faciles avec Toulouse ou Montauban, des liens plus forts. »*

*« On fait un projet sur le plan environnemental, touristique et sur le plan du maintien du niveau d'étiage dans le Tescou. Les agriculteurs, les pêcheurs et les écologistes sont contents parce qu'on a trouvé une solution qui arrive à satisfaire chacun par rapport à ses propres préoccupations et ses propres priorités. »*

*« On maintient voire on augmente l'emploi agricole. On favorise l'installation et les fermes à taille humaine, une vraie politique importante, intensive est mise en place à travers le travail du foncier. On développe des débouchés locaux, les agriculteurs sont moins dépendants des marchés mondiaux, ils sont sur des marchés plus stabilisés en termes de prix, de contrats, avec évidemment, une forte diversification agricole. Il faudrait à la fois la diversité sur le territoire, des choix agricoles, des pratiques nouvelles, des éleveurs, des céréaliers, des paysages, de la biodiversité. Donc une agriculture qui concourt à tout ça. La diversité de la production est la meilleure couverture aux aléas climatiques. Peut-être une meilleure compréhension du monde urbain et rural aussi. La proximité de*

Toulouse joue, les gens viennent. Il faut qu'il y ait plus de compréhension... et que Sivens soit moins présent. »

## V.Des enjeux immédiats et de long terme

---

### A.Les enjeux immédiats pour le projet de territoire

Dans le cadre du projet de territoire, les personnes rencontrées insistent sur **la capacité de tous à dialoguer et agir**. En particulier, certains estiment que l'enjeu est d'avoir un porteur de projet, et d'arbitrer entre les options possibles. D'autres sont sensibles au fait de **ne pas repartir de zéro, ne pas perdre du temps**, d'autres encore, de ne pas donner prise à l'extrémisme. Enfin, nombreux sont ceux pour qui l'enjeu dans ce projet est **une reconnaissance mutuelle** des besoins des uns et des autres et **l'acceptation d'un compromis** constructif.

« Prouver qu'on peut discuter et sortir de la posture. »

« Ne pas tout recommencer à zéro, avec toutes les études qui ont été faites... »

« Quel portage de la future démarche ? »

« Du point de vue de la sérénité de la discussion, il faut maîtriser les éléments les plus radicaux. Mais quand même se pose la question de l'acceptabilité du projet de territoire. Si c'est une petite minorité qui est opposée, ça devrait être maîtrisable. »

« L'enjeu c'est de redonner la légitimité aux élus de pouvoir mener des actions sur les territoires dont ils ont la gestion. »

« Tout le monde pense qu'il va être perdant s'il cède ; il faut voir comment on peut céder et gagner. »

### B.Les enjeux de plus long terme sur le territoire et au-delà

Pour les personnes auditées, au-delà du projet de territoire, il s'agit pour tous d'être capables d'agir pour le territoire, pour l'agriculture, pour la rivière, pour la rencontre des populations... **de permettre aux acteurs du territoire de le prendre effectivement en charge** : élus, acteurs économiques, habitants... Les changements à l'œuvre sont importants, aussi bien en matière agricole que, de façon générale, pour un territoire sous influence urbaine. Pour certains, l'enjeu est donc de **prendre le temps du changement**, de la transition, de proposer des solutions réalistes et les mettre en œuvre concrètement : restauration collective, techniques agricoles, renouvellement des conseils municipaux... Enfin, l'enjeu est aussi de **gérer les autres niveaux d'actions** que le bassin versant en même temps car, selon certains, ce qu'on fait dans ce territoire engage de fait les autres bassins versants confrontés à une tension sur l'eau.

« Les enjeux derrière : que les gens arrivent à vivre ensemble, la transformation de l'agriculture, le soutien à la transition »

« Un enjeu de développement économique : l'eau c'est la vie. »

« Si on n'arrive pas à stabiliser la vie économique dans la vallée, soit Montauban va manger la vallée et l'artificialiser, soit on aura trois gros agriculteurs qui feront des grandes cultures..... Les enjeux sont là. »

« On ne peut pas poser qu'on va faire changer l'agriculteur du jour au lendemain, ça ne se fait pas avec un fil à plomb. On ne créera pas un projet uniquement pour la vallée du Tescou, une forme d'agriculture nouvelle uniquement pour cette vallée. En agriculture ça ne marche pas. Il faut donner à cette vallée les moyens de continuer à vivre ou arriver à vivre correctement avec un revenu décent avec 1 agriculteur tous les km et pas 1 seul avec 3000 ha. On n'imagine pas la chance qu'ont les collectivités. Le paysan coûte moins cher que s'il fallait tout entretenir par les collectivités. L'objectif

*est d'avoir ce tissu rural qui fait qu'il y a encore des agriculteurs dans le bassin versant du Tescou. C'est un pari sur l'avenir. On ne peut pas tout écrire. Il faut se donner les moyens. Des exploitations : c'est avec cette diversité, ce tissu rural que ça fonctionne. J'ai toujours pensé qu'il faut faire quelque chose pour cette vallée. Attirer les entreprises ou faire des retenues. »*

## **VI. Les menaces**

---

### **A. La principale menace : l'état actuel des positions et des relations entre les acteurs avec un risque d'embrassement**

Cette menace repose sur **le ressenti, les rancœurs, la volonté du tout ou rien** ou la volonté supposée de l'autre de **ne pas bouger de ses positions**. Certains évoquent aussi comme menace concernant la relation entre les acteurs : **le blocage institutionnel, la rétention d'information** qui sape la confiance et **la radicalisation** de certains. D'autres élargissent ces menaces au-delà du local : **les interventions nationales** potentielles qui peuvent interférer et saper les efforts fragiles pour une éventuelle dynamique naissante, le « **jeu des lobbys** ». Enfin, plusieurs parlent à propos de la démarche en cours, d'un « **risque d'enfumage** ».

*« Objectivement, tout le monde est content qu'il ne se passe plus rien à Sivens. Personne n'a envie de revivre ce qui s'est passé... »*

*« Les élections présidentielles, les deux gauches qui s'affrontent... Il faudrait pouvoir s'en extraire. Et aussi la lassitude de ceux qui voulaient la retenue qui pourrait se transformer en une autre forme de radicalisme, qui est déjà en marche. »*

*« Ce que je crains le plus, c'est que des jeunes commencent à militer de manière non violente jusqu'au bout et que, s'ils se font réprimer durement, ils se radicalisent. »*

*« On essaye de calmer les gens pour qu'il n'y ait pas de fusils qui sortent. »*

*« Ce qui m'inquiète ce sont les tensions très vives d'un côté comme de l'autre et si on arrivait à aboutir à quelque chose de concret, ça lèverait beaucoup d'inquiétude. La violence peut revenir. »*

*« Il faut se méfier, si les autorités se loupent sur un cas comme ça, ça peut repartir. Il y a des choses où il ne faut pas jouer aux apprentis sorciers. Les gens savent ce qu'ils ne veulent pas. En trouvant ce qu'ils veulent (ce qui n'est pas évident), ça ne se fera pas en six mois. Le projet de territoire, ce peut être une bonne chose mais si des projets ne se font pas à terme, ça peut donner une situation encore pire. Ils régleront la chose par la violence, et cette fois, ce sera beaucoup plus compliqué à gérer... »*

### **B. D'autres menaces sont identifiées**

Certains parlent de **l'échec d'autres projets** de retenues ailleurs, la tendance au blocage de ce genre de projet en France, d'autres **du risque de réoccupation du site**. D'autres encore parlent de **la menace de ne plus pouvoir financer d'investissement public** : soit il n'est plus possible d'investir dans ce territoire du fait de ce qui s'est passé à Sivens, soit l'investissement à terme dans une retenue empêche le financement de toute autre action en faveur de l'eau, de l'agriculture et du territoire ici ou ailleurs.

*« Sivens engage les autres projets. Les opposants iront jusqu'au bout. Ils ont déjà eu gain de cause. S'ils n'avaient pas été jusqu'au-boutistes, dans le jeu des discussions, on aurait pu remobiliser les gens. Ils veulent faire plier tout le monde. Sur ce barrage il y a des coups à prendre des deux côtés. »*

*« J'ai bien peur que les sommes colossales pour le barrage qui vont venir de l'agence de l'eau vont réduire les subventions pour les travaux ailleurs. Je ne voudrais pas que ça fasse les vases communicants. Le prochain plan de l'Agence de l'eau va jusqu'en 2021, mais après ? »*

## VII. Le territoire a des atouts que le projet de territoire peut valoriser

### A. Les atouts du territoire et son potentiel

Les personnes auditées ont rappelé **la beauté du territoire et l'attraction qu'il suscite, la jeunesse et la vitalité de la population agricole et la nouvelle demande d'ancrage de la part des populations**. En vis-à-vis, ils ont mis en avant l'atout que constitue **le potentiel** agricole, territorial, écologique et économique du territoire.

*« Nous sommes dans une super vallée, à taille humaine, qui est bien esthétiquement, du point de vue des paysages, c'est beau, c'est varié. Avec une faune, une flore, des cieus d'enfer sans pollution lumineuse, une production locale de proximité, on peut manger local, on a toutes les ressources qu'il faut si ce n'est l'eau. »*

*« Le Tescou est une zone à potentiel économique certain : des produits du terroir marchent très bien. Le grand public est de plus en plus orienté vers les produits du terroir. On a besoin des fournisseurs du Tescou : on ne va pas vendre des produits du terroir fait dans les Landes. »*

*« On pourrait être bien plus mal que ça. Ici, on peut faire pousser quasiment de tout : les fruits, les légumes, les céréales. Nous avons des marges de manœuvre. Et on est très content d'être là. »*

*« Des atouts, il y en a, à commencer par une rivière qui, il y a 50 ans, était diversifiée. Le poisson s'y repeuplait, s'y développait. Si on fait un effort pour ça, on doit pouvoir améliorer la rivière. »*

### B. Une volonté d'avancer vers des buts, peut être pas si éloignés les uns des autres

*« On est tous mûrs même si on est un peu à cran. »*

Au point de vue technique, **sur la retenue, pour les gens qui y sont favorables, tout est prêt pour agir**. Au-delà de la création ou non d'une retenue, **les buts exprimés** en particulier dans le scénario positif, ne sont finalement pas si éloignés les uns des autres, même si le chemin envisagé n'est pas le même. **Cette convergence est un atout perçu par certains**. La démarche de projet de territoire est un atout en soi pour certains, pour d'autres, Sivens est un électrochoc pour prendre en compte le changement de société.

*« Qu'on arrive avec les divergences que l'on peut rencontrer pour arriver à une stratégie commune. On est sur la même voie ferrée. Le but c'est d'arriver à telle ou telle gare, certains veulent accélérer d'autres freiner. »*

*« Il y a des choses pas compliquées à faire. Quand on regarde ce que les agriculteurs ont été capables de faire après guerre. Et nous en 2016, ce ne serait pas possible de mettre en place des filières locales ?... »*

*« La société est composée aussi de gens instruits, cultivés, Sivens ça contribue à la poursuite de l'évolution de l'espèce, ça oblige à un comportement collectif sur une démarche différente d'il y a un siècle. »*

*« La démarche que l'Etat met en place, c'est un atout pour le territoire qui peut se donner le temps et les moyens de recoller les morceaux et que les acteurs saisissent l'opportunité. »*

POUR L'EQUIPE D'AUDIT

Tout le monde exprime le fait que la crise peut revenir, que **le risque de « guerre civile »** dans le territoire n'est pas juste un chiffon rouge qu'on brandit mais une possibilité réaliste. **La position stratégique du territoire n'est pas seulement géographique, elle est aussi humaine** (il est à la rencontre de mondes différents) et historique : la crise de Sivens donne une forme d'exigence de réussite à tout le monde, une responsabilité d'aboutir dont nombre d'acteurs rencontrés ont conscience. Cependant, un grand nombre d'acteurs semble penser que **tant qu'il n'y aura pas la reconnaissance d'une réalité partagée, il n'y aura pas de dessein commun.**

## Quatrième partie : Propositions d'actions



A la recherche d'un  
« mode d'action ensemble »  
respectueux des acteurs publics et  
privés pour un projet de territoire  
porteur de sens

---

## I. Préambule aux propositions

---

Dans un contexte d'incertitude et de crise de confiance entre les acteurs, les personnes auditées ont **des difficultés à exprimer leurs propositions d'actions**. Elles se sont surtout attachées à **préciser leur conception des conditions de rencontre et de négociation** des acteurs concernés par le territoire. Nous rappelons que les propos tenus n'engagent personne dans une obligation d'agir. L'audit patrimonial est une « démarche préalable au projet de territoire », ce n'est pas le projet de territoire lui-même. La présente démarche de facilitation vise à faire émerger, si elles existent, des solutions, portées par des acteurs concernés par un problème complexe. Ces solutions, en général, passent par une capacité de rencontre et de négociation qui pourraient permettre de **co-construire un processus de prise en charge** des réalités qui posent problème. Notre mission ne consiste pas à se substituer aux acteurs et on peut constater que **certaines ne croient pas que la démarche de co-construction** soit la bonne et que **d'autres considèrent qu'il n'y a pas de solution de ce type**. Nous constatons aussi que bon nombre de personnes expriment, spontanément ou à notre demande, **des propositions de co-construction**.

## II. Exigences qualité : une co-construction respectueuse des droits publics et privés

---

Nombreuses, les exigences qualité de la plupart des acteurs peuvent être regroupées autour de **trois pôles** :

### A. Le respect de chacun

Ce respect passe par **l'écoute mutuelle**, pour une discussion apaisée, **sans violence**, c'est une condition nécessaire pour tous.

*« Apprendre à s'écouter, il y a des idées intéressantes de tous les côtés. »*

*« Il faut pouvoir écouter l'argumentaire de chacun, comprendre pourquoi chacun reste sur sa position. Il faut s'écouter, pour l'instant on ne peut pas s'entendre, car ce sont des mondes trop différents. »*

*« Pour trouver un chemin moyen il faut que chacun prenne le temps d'écouter. Si on commence par ne pas écouter, ça n'ira pas. »*

*« Il faut qu'on se mette d'accord, qu'on s'écoute les uns et les autres. Il faut être à l'écoute et toujours militer pour le dialogue. Mais attention, pour certains, dialoguer c'est trahir... »*

*« Je suis un fervent partisan d'une concertation entre acteurs, pour moi tout est possible. Maintenant, ce n'est pas à n'importe quelle condition. Du moment qu'il y a de la violence, il n'y a pas de discussion ni de négociation possible. »*

*« Attention à l'indélicatesse dans le mode opératoire, les gens sont susceptibles, sont très attachés aux formes, au respect. Ne pas prendre en compte l'existence de l'autre, c'est grave. »*

*« Il faudra rappeler la nécessité d'avoir une bienveillance dans les échanges, une écoute, un partage d'information et un respect de l'autre. Que les choses soient dites calmement, posément, que les choses se disent sur la base d'un état des lieux partagé. »*

*« La première qualité, c'est de recréer des qualités relationnelles. Les reconstruire là où elles étaient brisées. Prendre conscience qu'on est sur une entité territoriale qui a des intérêts communs et où l'on doit bâtir un projet où chacun retrouve sa place. »*

*« Exigence qualité : l'écoute mutuelle. Il faudrait que tout le monde soit capable de se remettre en question, une remise en question globale, pas totale. Il faudrait que l'on soit dans une forme de résilience. »*

### B.L'exigence de revenir au réel

Nous l'avons vu dans les parties précédentes, beaucoup de personnes rencontrées ont dénoncé le fait de ne pas avoir parlé de la réalité du bassin versant pendant la crise, c'est pourquoi nombreux sont ceux qui parlent de l'importance de ce retour au réel. Ils parlent de **co-construire une vision partagée de la réalité du territoire**, de son eau et de son agriculture, pas seulement au niveau des données chiffrées, mais aussi au niveau des stratégies (économiques, patrimoniales, écologiques...), des scénarios d'évolution, sans s'interdire de poser des questions plus générales comme, pour certains, le réchauffement climatique, pour d'autres, l'impact des actions humaines sur l'environnement, pour d'autres encore, les opportunités régionales et mondiales en matière de marché agricole et agroalimentaire...

*« Il faut une quantification de ce qu'il peut y avoir comme projet. Quantifier ce que peuvent être les conséquences d'un tel scénario. Surtout établir quels sont les scénarios possibles de devenir s'il ne se fait rien. »*

*« Il faut regarder plus près, pour ne ponctionner pas plus que ce que la nature peut donner à court terme, au détriment d'une vision d'avenir. »*

*« Il faudra discuter de toutes les options, amener chacun des arguments et des données. »*

*« Nous avons besoin d'une analyse sérieuse du territoire : quels acteurs économiques, quelles diversifications, quels potentiels de débouchés ?... »*

### C.Une exigence qualité sur la décision

C'est aussi un point clé pour la plupart des personnes rencontrées : certains parlent du caractère acceptable par tous de la décision, ou du moins de l'exigence de construire une majorité sans blocage. **Le processus qui conduit à une décision** est au moins aussi important que la décision elle-même : son caractère démocratique, son caractère représentatif des habitants concernés... Derrière cette question de la décision et du processus de décision, certains mettent la capacité d'agir et surtout l'exigence **de ne pas faire travailler les gens pour rien** sur un projet de territoire.

*« Il faut que les décisions prises ne puissent plus être contestées, que tout le monde reste autour de la table, ce n'est pas garanti, tout le monde est venu aux premières réunions mais... Il ne faut pas donner l'impression que tout est joué d'avance. »*

*« Je ne sais pas. A un moment, il faut une décision quelque part. On ne peut pas être continuellement dans le débat. A un moment donné, il faut décider. »*

### D.Pour quelques uns, l'exigence de discussion n'est pas partagée

*« Le projet de territoire ? Je suis épuisé ; la France va de plus en plus mal. A quoi ça sert ? La méthode forte doit être appliquée, on a trop tergiversé. Vous n'arriverez pas à réconcilier l'irréconciliable. Les agitateurs, ils ont été formés pour mettre des gens derrière eux, ils vont passer leur temps à cela. S'il faut en sortir, à un moment donné il ne faut pas s'épuiser. Il y a eu le temps de la discussion, maintenant, il faut se donner six mois pour faire cette retenue. »*

*« Moi ce que je voudrais : il faut qu'il y ait quelqu'un qui tranche. La décision est prise. La loi est votée. On l'applique ou pas. On y va et on assume. »*

### III.Des objectifs qualité assez partagés

---

#### A.Rétablir la paix

C'est le premier objectif souvent mis en avant, tout au long des entretiens.

*« Il nous faut un atterrissage qui garantisse la paix publique. »*

*« Surtout ne pas avoir une stratégie de venir systématiquement envenimer les dossiers pour encore plus s'éloigner de la rencontre autour de la table. »*

*« Il ne faut pas toucher la susceptibilité de certaines personnes. Il faut les ménager. Si on se heurte dès le premier jour, on repart et c'est fini. »*

*« Comment on peut revivre en paix dans cette vallée ?...Parce qu'on a connu un climat de guerre civile. L'objectif c'est de ne pas être toujours à se demander ce que va faire l'autre. »*

#### B.Traiter le problème de l'eau dans toutes ses dimensions

En référence à ce qui a été décrit, en particulier dans la partie identification de ce rapport, les personnes auditées expriment la nécessité d'avoir **des objectifs sur l'eau à différents niveaux en interaction** : irrigation, rivière, eau potable, assainissement, retenues collinaires, soutien d'étiage ou non,...

*« Le projet sera bon s'il y a des côtés positifs, si c'est un projet global sur la rivière, il faut voir l'ensemble du système aquatique et que les gens soient à égalité dans ce débat. »*

*« L'objectif numéro un c'est de restaurer la gestion équilibrée en eau du bassin du Tescou du point de vue quantitatif, arriver à une gestion structurelle et pas conjoncturelle. Aujourd'hui, tout le monde est perdant : le milieu n'a pas suffisamment d'eau et les agriculteurs n'ont pas suffisamment d'eau. Il faudra déterminer le besoin, donc déterminer ce qu'on veut faire sur le territoire, être d'accord sur les objectifs du territoire et définir les besoins en eau qui en découlent. »*

#### C.Développer l'innovation en sécurisant les exploitations agricoles

**L'innovation** concerne différents champs ; ont été évoqués : les circuits de distribution des produits du territoire, les pratiques agricoles, la manière de prendre en charge ensemble l'eau, la biodiversité... En matière agricole, cette innovation est liée, pour certains, à leur « sécurité existentielle », pour d'autres elle permettra aussi de « **maintenir la diversité agricole** », caractéristique du bassin versant.

*« Des projets collectifs sont à construire sur les circuits courts (pas que des projets individuels) ».*

*« L'eau n'est qu'un outil parmi d'autres. On va notamment sur la question économique pour donner aux agriculteurs de quoi garantir des rendements et des revenus. »*

*« Si on a un barrage à faire, il faut le faire même si je ne suis pas certain que ce soit le mieux, et je pense que même les agriculteurs ne sont pas certains mais ils vont y aller à fond. Le mieux ce serait un mode opératoire sur un ou deux projets. On décide qu'il va y avoir tant d'argent pour des projets. Comme il n'y a rien d'existant, il faut qualifier les potentialités. Le bassin versant du Tescou peut alors devenir un laboratoire pour l'ensemble de la France... »*

#### D.Agir ensemble pour installer des nouveaux agriculteurs

Plusieurs personnes auditées, venus d'horizons différents, posent comme objectif cette question de **l'installation et de la transmission** des exploitations dans de bonnes conditions pour éviter ce qui a été décrit dans le scénario négatif de la prospective.

*« Il faut être capable d'installer de nouveaux agriculteurs. »*

## E. Un projet de territoire porté par les acteurs du territoire

**Favoriser les projets individuels, collectifs et communs** reconnus par tous comme favorables au territoire : agriculteurs, acteurs économiques agricoles, acteurs touristiques, associations, collectivités,...

*« Il faut presque un projet sur deux ou trois lignes qui permette dans un premier temps de satisfaire l'existant de chacune des parties, l'agriculture, les néoruraux, les jeunes... »*

*« On est au-delà du local, il faut tout recentrer pour voir s'il y a une possibilité de reconstruire quelque chose ensemble. Si les hommes dans le territoire n'arrivent pas à se mettre d'accord, il faut que le projet s'arrête. »*

*« Les gens du coin sont demandeurs de qualité de vie : pouvoir être chez soi, décider collectivement pour ce qui nous incombe, ne pas être tributaire de cas extérieurs, et pouvoir avoir des activités économiques, du loisir et ce qui compose de la vie de tous les jours sans être embêtés par les gens qui viennent sans rien connaître en disant « vous devez faire des circuits courts » ».*

*« C'est compliqué, on peut se retrouver sur des dimensions gigantesques. Il faut garder le territoire du Tescou et pas que les instances de pilotage soient mangées par l'extérieur. »*

*« La proximité me paraît quelque chose d'essentiel. Cette vallée, si on veut qu'elle survive, ça passera par les gens qui y habitent et pas par des grosses collectivités qui sont coupées du terrain. »*

## IV. Mode d'action ensemble

---

### A. La question de l'agir ensemble est au cœur de cet audit patrimonial

**Trois positions complémentaires s'expriment** lors des entretiens, parfois au sein de la même personne :

La première position exprimée est que **tout projet de ce type doit passer par les voies légales donc légitimes**, c'est une question d'ordre public général. La deuxième position est que, dans la construction légitime des choix publics, **de nouveaux acteurs doivent prendre leur place** ; en particulier, certains proposent de mieux inclure la société civile dans la gestion de l'eau et sur la question agricole, d'autres pensent, par exemple, qu'il faut trouver des mécanismes pour que les conseils municipaux reflètent mieux la diversité de la population territoire. La troisième position est que, dans une situation complexe et multiacteurs, **une co-construction est nécessaire** pour prendre en compte de façon réaliste les interactions en jeu, dans le souci de l'ordre public.

*« Le conseil départemental du Tarn a voté cette proposition à l'unanimité moins trois voix, ce sont des gens élus démocratiquement. Ce ne sont pas des bandits, si les gens qui sont élus ne sont pas légitimes, cela pose problème. (...) Sinon, ce n'est plus une démocratie. »*

*« Plus de débat est nécessaire pour mener des actions concertées, ou l'ensemble. Ce n'est pas l'ensemble des agriculteurs qui a été pris en compte mais seulement les irrigants. C'est prendre l'ensemble la population, faire en sorte qu'il y ait beaucoup plus de structures de participation ou on permet que le citoyen évalue les politiques mises en place. »*

*« Faire en sorte que l'on arrive à faire signer des compromis et des accords par les différentes parties qui s'engagent dans un processus avec un calendrier et des objectifs quantitatifs, qui soient validés par tout le monde. »*

## B. La priorité pour certains, c'est le respect du mode d'action public et privé à la française

Pour certains, **le seul mode d'action ensemble est celui des institutions** permettant la décision légale donc légitime. Dans ce cas-là, il n'y a que peu de questions à se poser : il faut faire fonctionner les institutions, épuiser les recours juridiques, appliquer la loi. Cependant, ceux qui expriment ce point de vue ont conscience qu'à tout moment, **le niveau national peut changer les règles du jeu** comme il l'a fait auparavant.

*« Il reste que l'Etat, il est formé avec les élus. Sinon c'est fini. Ou bien la décision est faite avec une instance représentative avec des élus ou bien on n'est plus dans la démocratie. Je ne veux pas d'un comité de salut public. Mais, par contre, il faut que le décideur donne le sentiment qu'il a tout fait en son pouvoir pour la concertation. »*

## C. Faire rencontrer et dialoguer les différents acteurs pose plusieurs questions clés

Lors des entretiens, cinq questions clés ont été posées par les personnes auditées :

1. **Qui participe à la discussion ?**
2. **Existe-t-il des règles d'un dialogue constructif ?**
3. **A un moment, il faudra trancher, mais sur quoi ?**
4. **Qui aura la responsabilité du processus ?**
5. **Comment formaliser l'accord éventuel ?**

### 1. Qui participe à la discussion ?

Plusieurs personnes auditées veulent que ce ne soient **que les gens qui habitent sur le territoire** qui participent. Certains, tout en comprenant ce point de vue, le jugent **difficile à mettre en œuvre** car, tout d'abord, le territoire n'en n'est pas un, n'a pas d'identité propre, du moins pour l'instant. Ensuite, des personnes proches du bassin versant (des communes alentour) se sont impliquées pour ou contre Sivens, et font partie du problème et des solutions, ne serait-ce que comme consommateurs des produits agricoles du territoire. Enfin, la question de la mobilisation des habitants du bassin versant dans leur diversité est posée par de nombreux audités. Certains souhaitent **un travail sur les équilibres de représentation dans le projet de territoire** tenant compte du rapport de la Cour des Comptes sur les Agences de l'eau. Pour organiser la discussion, choisir ensemble les personnes qui participent, certains évoquent la nécessité de **passer par des « sas »** : des réunions par famille d'acteurs (agriculteurs, élus, associations, acteurs économiques...).

*« Avec qui peut-on dialoguer ? Après, les zadistes, peut-être certains sont très bien... Je suis tolérant. Mais il y a des gens qui ont soutenu des casseurs. »*

*« Il faut être vigilant dans la recherche d'équilibre entre les acteurs. »*

*« Quel sera le mode de désignation des gens qui participent ? Les pros et les antis vont mobiliser leur camp, il y aura toujours le doute sur la façon dont ils ont été désignés : il ne s'est jamais exprimé sur le barrage mais... »*

*« Pour faire participer les habitants, dans un territoire, on rentre par capillarité par une association de pêche, de chasse, de pétanque. C'est eux qui vont parler à leurs ressortissants. Ce n'est pas la même chose qu'un maire. Sinon on a que ceux qui se sentent directement concernés et, de plus, des gens ont des réactions épidermiques quand on parle de Sivens. »*

## 2.Existe-t-il des règles d'un dialogue constructif ?

Plusieurs audités insistent sur la nécessité d'avoir **les mêmes participants tout au long du processus**, pour ne pas repartir à zéro à chaque nouvelle réunion. Plusieurs personnes posent la question suivante : comment faire pour que quelqu'un qui ne joue pas le jeu sincèrement puisse être exclu de la discussion ou s'exclure par lui-même ? Elle est assortie d'un corollaire : **qui juge de la sincérité** de la participation et comment ? La nécessité d'un tiers **faciliteur** a été soulignée par certains

*« Il faudrait éviter le débat direct, il faut un arbitre. Et l'arbitre, c'est délicat ! Ce ne peut pas être l'Etat, ni les élus, ni les agriculteurs... il faut des sages ! Mais comment savoir qui sont les sages ? Un bureau d'études avec des sages ? »*

*« Pour créer les conditions du dialogue, il faut un médiateur ou un « gardien de la raison » ou un garant de la qualité du dialogue. Un facilitateur reconnu de tout le monde et qui permette cela. Parce que cela ne va pas être simple. »*

*« On a besoin d'un contrôle qualité sur tout le process de concertation. Il nous faut un garant. Un regard extérieur. Est-ce que le dossier est à jour ? Est ce que les processus de désignation sont bons ? Est ce qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt ? Est-ce qu'il y a de l'antijeu, pas d'antijeu ?... »*

*« L'animation du processus, je préfère qu'elle soit faite par des gens extérieurs qui ne soient pas dépendants des acteurs. Des gens neutres permettent d'avancer. »*

Pour sécuriser la participation, certains font **des propositions**. Des audités proposent un « *collège d'habitants du bassin versant* », tirés au sort (en respectant la parité, avec des critères comme le niveau de revenu...), aux côtés des autres acteurs, pour obtenir une représentation la moins attaquable possible et pour limiter le risque de dérapage verbal. Plusieurs audités sont attachés au **rôle de garant du processus** pour assurer l'équité et la sincérité des débats. Enfin, certains souhaitent que les personnes qui participent à l'élaboration du projet de territoire bénévolement soient dédommagées pour leurs déplacements.

*« Le fait d'avoir un garant qui ne soit pas d'un camp ou d'un autre est important. A un moment donné dans les travaux, il faut qu'il puisse dire : on n'arrivera pas à avancer parce que certains sont dans une posture, ça permettra de siffler la fin de la récré. »*

## 3.A un moment, il faudra trancher, mais sur quoi ?

Pour certains, il faut trancher d'abord le fait qu'une retenue sera faite sur le site de Sivens ou non. Certains proposent « *un vote par référendum* » mais plusieurs doutent qu'un tel référendum soit efficace : personne n'est d'accord sur le périmètre et, pour d'autres, le référendum réduit fortement la problématique présentée comme complexe.

Une autre question est posée par certains : **faut-il plusieurs projets sur la table ou un seul ?** Cela changera le processus de négociation et de décision.

Dans l'hypothèse d'un processus de co-construction du projet de territoire à venir, certains veulent que **les procédures de décision finales** soient clarifiées.

## 4.Qui aura la responsabilité du processus ?

Les acteurs institutionnels rencontrés estiment que l'État, **les départements du Tarn et de Tarn-et-Garonne et la région** sont des acteurs incontournables pour plusieurs raisons. D'abord, pour la légitimité du choix public (même si de nombreux audités constatent que la crédibilité de l'État et des départements a été mise à mal) ; ensuite, pour le financement du projet, enfin, pour la mise en œuvre des actions choisies.

Pour plusieurs audités cela ne peut se faire sans **l'accord des communes du bassin versant sur le cadre et l'organisation de la discussion**. Ce serait le signe effectif que ce n'est pas un projet qui « vient d'en haut ». Certains ajoutent (ce n'est pas partagé) que **les communautés de communes** pourraient aussi avoir un rôle. Dans tous les cas, il apparaît que c'est un projet « multicouche ».

*« Quelle est la structure représentative d'un peu tout le monde avec des gens différents ? Le conseil municipal. Je crois à la commune. Présentez ce que vous avez fait aux conseils municipaux. A vous de casser la règle aussi au départ. Le maire ne verrouillera pas la parole. De la façon dont les choses seront présentées, il ne se mettra pas forcément de façon défensive. C'est l'occasion de faire s'exprimer les gens, de faire le tour de toutes les communes, si on veut vraiment que les gens s'approprient le projet de territoire. »*

*« La région, au vu de la loi NOTRe, c'est la collectivité qui devrait porter ce genre de projet, ou du moins aider, mais il faut que ça vienne du territoire. »*

*« Ce sont les intercommunalités qui ont la compétence eau. Elles disent oui on veut bien mais qui paie ? Tous ces travaux coûtent une fortune... »*

*« Il faut que les maires soient d'accord. Il faut les réunir. Il faut trouver un thème. Si c'est exclusivement Sivens, ça risque de poser problème. Un élément d'un ensemble sur le devenir de la vallée, un aspect territorial. Certains ne sont pas prêts à cette démarche là. Nul n'étant prophète en son pays, il faut un intervenant qui ne soit pas partie prenante. Qui anime le débat par une qualité professionnelle. »*

*« Etre à l'écoute. C'est ce qu'on a un peu perdu, nous, les élus. Je me rends compte que des néo ruraux ont apporté des choses intéressantes. Ils viennent dans les conseils municipaux et proposent des projets de cinéma, de crèche. Soit les élus, on est des gestionnaires, soit on est à l'écoute de tout le monde, y compris de ceux qui ont de nouveaux besoins et des projets. Ensuite ça mériterait que les élus se rencontrent aussi entre eux mais moins sur le côté technique. On discute déjà de façon informelle mais ce n'est pas organisé, il en faudrait plus. »*

*« C'est super important d'agir localement, mais on agit avec des dimensions régionales, locales et nationales, on ne peut pas être un petit territoire avec un fonctionnement isolé dans le monde. »*

*« Un porteur ? Pour l'instant il n'y en a pas... »*

*« Il faut que les élus puissent avoir le choix hors d'un schéma d'une communauté de communes. Ça dépasse cette question-là. »*

## 5. Comment formaliser l'accord éventuel ?

Plusieurs acteurs distinguent **des phases différentes** dans la construction d'un éventuel accord. Un **comité de suivi** opèrerait tout au long du processus. Il faudrait prendre le temps de l'élaboration d'un **avis donné par les participants au cours de la discussion** autour du projet de territoire. **L'accord** sur un projet de territoire ferait l'objet d'une signature. Enfin, viendrait ensuite **le temps des décisions** des acteurs publics et privés pour la mise en œuvre du projet de territoire. Certains abordent la question de **la nature de l'accord** : accord unanime, accord majoritaire sans véto, etc. Certains signalent la nécessité de veiller à **prendre en compte les acteurs qui n'ont pas pu ou pas voulu participer** au processus d'élaboration de l'accord.

*« Il n'y aura pas d'accord au final forcément mais une décision prise et reconnue. Il faut que quelqu'un puisse dire : maintenant, on passe à une décision. »*

*« Le projet de territoire, il faut le créer et le faire vivre. Il faut un comité de pilotage et d'animation, qui le porte et qui l'anime. Je pense qu'on subira et que ça va nous échapper. On souhaiterait, qu'il y ait les gens actifs, qu'il y ait du bon sens. C'est une denrée rare. Comment on va qualifier ça ? Ça vit comment, qui l'anime, comment on le finance, qu'est-ce qu'on a comme possibilités pour faire vivre tout cela ? »*

*« Il faut un comité de pilotage et un porteur. »*

« Certainement il faudra une instance qui chapeaute tout ça, qui tienne les rênes et qui soit légitime. Impartiale. Capable de faire parler et de tirer les gens ensemble. Si c'est pour se disputer et ne rien faire, ce n'est pas la peine. »

## V. Actions stratégiques

---

A. Pour la plupart des acteurs, la retenue est au cœur des propositions, avec des nuances

**Certains proposent la retenue seule**, parce qu'elle est nécessaire et a été décidée et, parmi eux, certains ont du mal à envisager autre chose. **D'autres proposent la retenue, mais avec autre chose**, dans une vision d'ensemble. **D'autres enfin ne sont pas convaincus de l'utilité de la retenue et proposent autre chose, dans une vision d'ensemble également.**

Au-delà de la question de la retenue, **tout le monde reconnaît la légitimité d'un investissement public pour le territoire pour créer un potentiel de développement dans le domaine de l'eau et l'agriculture.**

*« On n'y croit pas au « projet de territoire », il faut arrêter de se cacher. Qu'on pose les questions simplement. Aux acteurs d'aménager une fois la retenue faite. Il n'y a pas un deus-ex-machina qui va tout écrire, tout décider. Nous connaissons le territoire, faisons confiance aux communes, aux agriculteurs. Ce sont de vrais chefs d'entreprise. Ils sont prêts. Sincèrement, on ne va pas révolutionner le monde à partir du Tescou. »*

*« L'idéal c'est une dérivation qui permette de déconnecter la retenue du cours d'eau. L'idéal ce sera d'avoir une retenue hors du lit du cours d'eau. »*

*« On a évoqué la création d'une ou plusieurs petites retenues, l'utilisation éventuelle des retenues existantes et on n'a pas évoqué la piste de secteurs et d'exploitations qui peuvent économiser de l'eau. C'est obligatoire de le regarder, pour obtenir la dérogation de la directive cadre sur l'eau (DCE), il faut montrer qu'on a étudié toutes les alternatives possibles. »*

### B. Recréer une situation apaisée au niveau de la zone de Sivens

Pour certains, en particulier les opposants mais pas seulement, pour avancer ensemble, il faut que les deux points suivants soient réglés ou en voie de règlement : **les problèmes de foncier des agriculteurs de Barat et la gestion de la zone humide du Testet** (ou ce qu'il en reste).

### C. La construction et la reconnaissance d'un diagnostic (enfin) partagé

**C'est le préalable d'un nombre important de personnes rencontrées** avant d'envisager quelque chose de plus concret. C'est un diagnostic des besoins en eau sous toutes ses dimensions et, également, un diagnostic des stratégies de développement individuelles, collectives et communes des agriculteurs et de leurs partenaires économiques, voire d'autres acteurs (collectivités, associations, commerçants, professionnels du tourisme...). Pour ce faire, *« il faut se mettre d'accord sur la méthode »*.

*« Sur le porter à connaissance, il faut mettre des moyens pour expliquer le projet. Quand je vois ce qu'il est possible de faire dans d'autres territoires sur ce plan là, je me dis que c'est peut-être une solution. »*

*« Il faut être précis sur le partage des données qui vont être utilisées pour faire les choix politiques et techniques. Sur une même notion, les acteurs auront des perceptions très différentes. Il faut arriver à des constats bien établis, communs, pour arriver à des diagnostics et des actions. »*

*« Une phase de diagnostic sur l'eau et l'agriculture est nécessaire. Il faut bien partager les données. Chacun amène les données. Après, des données peuvent être remises en cause. Chacun argumente*

sur les données. Il ne s'agit pas de pinailler sur des choses. On ne prend pas les arguments des uns et des autres pour argent comptant. Ça permet des réactions des acteurs du territoire, de nuancer, etc. »

#### D.Des propositions à creuser

Elles sont plus ou moins précises, souvent le fait de l'expression d'un seul acteur. Certaines concernent une catégorie d'acteurs seulement mais souvent, elles sont conçues comme contribuant au rapprochement entre les différents acteurs : élus, agriculteurs, associations, habitants du territoire, institutions...

Ci après **une liste des actions proposées lors des entretiens** pour montrer que des choses sont possibles (sans hiérarchie aucune entre ces actions) :

- « Investir dans l'innovation en s'appuyant sur l'agriculture. »
- « Etablir des passerelles pour discuter et faire des compromis légitimes autour de questions comme l'utilisation des phytosanitaires. »
- « Développer des activités avec une plus value sociale, comme de l'horticulture de réinsertion. »
- « Développer de nouvelles cultures dans le bassin comme la stevia ».
- « Développer ensemble le tourisme dans le territoire. »
- « Développer un projet touristique et de loisir autour de la maison forestière de Sivens. »
- « Développer la filière soja locale. »
- « Donner accès à l'ADSL. »
- « Développer le télétravail, le coworking. »
- « Valoriser le vieux bâti agricole avant qu'il ne disparaisse complètement. »
- « Un nouveau projet de retenue environnementalo-compatible. »
- « Etudier ensemble toutes les alternatives de retenues. »
- « Mettre en œuvre une gestion collective des retenues collinaires. »
- « Développer l'éducation à l'environnement dans la vallée. »
- « Travailler ensemble sur les retenues agricoles et non agricoles (ou sorties du champ agricole) avec les propriétaires : un volet biodiversité et agrotourisme. »
- « Aborder la question de la qualité des eaux des retenues collinaires. »
- « Créer une légumerie ou autres ateliers de transformation pour que le produit de la valorisation des productions agricoles revienne aux agriculteurs. »
- « Une réflexion sur l'équité dans l'accès à l'eau. »
- « Investir dans l'amélioration des techniques d'irrigation et leur bonne utilisation. »
- « Mettre en place un système de « prime » pour ceux qui bénéficient directement d'un aménagement collectif sur l'eau. »
- « Lutter contre l'érosion des sols en travaillant avec les agriculteurs. »
- « Mettre au point un règlement partagé de bonne conduite pour l'utilisation de l'eau. »
- « Créer un outil de garantie et d'investissement en agriculture. »
- « Développer une stratégie partagée d'installation de jeunes agriculteurs et de transmission des fermes. »
- « Créer une pépinière pour aider les jeunes à démarrer. »
- « Faciliter l'intervention de structures légitimes pour aider au changement dans les pratiques agricoles. »
- « Développer le semi direct sous couvert. »
- « Faire de l'éducation à la rivière, auprès des élus, des agriculteurs, des habitants... »
- « Créer de petites retenues collectives (trois ou quatre fermes) dans les coteaux en fonction des besoins et de l'implantation des exploitations »
- « Pouvoir mettre au service du territoire l'expertise de centres de recherche ou de groupements d'expérimentation dans le domaine agricole et l'amélioration des sols. »

« Développer des circuits courts et des partenariats locaux avec l'aide des acteurs institutionnels du territoire. »

« Identifier la vallée du Tescou par un label pour les circuits courts. »

« Développer les circuits d'approvisionnement des unités de restauration collective du territoire et autour. »

« Inclure la société civile dans la gestion de l'eau. »

## VI. Chemin de changement : « ne rien faire serait un échec pour tout le monde »

L'**audit patrimonial** est reconnu comme un chemin de changement ou une tentative de chemin de changement de la part de l'État. Pour plusieurs personnes interrogées, **le mode d'action ensemble n'est pas encore défini clairement** : faut-il que quelques grands acteurs reprennent la main ? La co-construction est-elle une option envisagée sérieusement ou un « *enfumage* » ? Certains expriment donc les mêmes interrogations évoquées dans le mode d'action ensemble, certains précisent la **nécessité d'investir vite les outils de communication**.

Même si les personnes auditées jugent que c'est difficile, ils envisagent que le chemin de changement passe par **la discussion entre des gens qui se sont opposés**. Les histoires personnelles et personnalisées vécues sont encore dans la tête de chacun, plusieurs personnes auditées se disent cependant capables de « prendre sur elles » pour reprendre le dialogue à condition que les débats, les personnes et les biens soient sécurisés. Alors beaucoup sont prêts à tout faire pour « *un accord* », mais certains sans trop d'illusions.

« Le chemin de changement ? J'aimerais entendre de la part de l'État qu'il y a la volonté de faire quelque chose et pas seulement de confier des études. Quelque chose de concret. »

« La conciliation menée par l'État, votre travail, c'est une partie du travail, c'est le médiateur. La médiation, ça fait valoir qu'il y a eu des excès de chaque côté. Un constat qui peut étayer d'une manière neutre, stratégique et concrète, qu'il n'y ait pas de prise de parti. »

« Il y a des gens intelligents, ouverts. Si on est déconnecté d'un enjeu politique et qu'on peut vraiment discuter, qu'on a de l'objectivité, je pense que oui c'est possible de faire un bon projet de territoire. Vous, l'équipe d'audit patrimonial, vous allez être perçus comme l'outil de l'État, un écran de fumée. Mais des gens vont comprendre pourquoi vous venez ; ce n'est pas une foule agitée. Sincèrement c'est la seule solution. Bien retranscrire ce que disent les gens. Le sérieux et pas le procès, pas les émissaires de l'État. Personne d'autre que vous ne peut le faire. On a tous une étiquette posée sur le front... »

## VII.Critères personnels de réussite

---

### A.Un critère partagé : l'apaisement.

*« Le fait que si on mène le projet au bout, qu'il n'y ait plus de conflit, qu'il y ait plus de témoignage négatif, dans un climat apaisé, on revient à une vie normale. Ce serait un critère significatif. »*

*« C'est qu'on se voit, qu'on se parle, c'est des échanges humains normaux. Que les chercheurs de champignons soient dans les bois, qu'il y ait des pêcheurs, que les gens bossent. »*

*« Des copains qui sont chacun dans des camps différents arrivent à se retrouver et à discuter sereinement »*

*« Faire en sorte que les gens s'écoutent et se comprennent, sortent de leur prérogative personnelle, que le point de vue de l'autre ne soit pas dénigré. »*

*« Tout se passe sans heurt. L'apaisement y est, on panse les plaies. »*

*« Au bout du chemin, la réconciliation de la population. »*

### B.De façon très partagée, un projet de territoire qui a du sens

**Un projet concret, innovant, réellement partagé**, porté par des acteurs du territoire, investis par tous, où les élus retrouvent une légitimité.

*« Un investissement raisonnable de chacun et désintéressé, responsable. Ça ne peut pas marcher si on ne peut plus agir. Parfois, heureusement que des gens localement tamponnent pour éviter que tout remonte à Paris tout le temps. »*

*« Avoir impliqué les gens directement et que la population ait réussi à innover elle-même, à créer des choses. »*

*« Tout le monde tombe d'accord sur le projet. »*

*« Qu'il y ait un seul projet à la fin et que personne n'ait envie de le bloquer. »*

*« Voir les gens du territoire dire qu'on a notre projet agricole de territoire et qu'on va le porter collectivement c'est une belle avancée, que les élus restent soudés autour d'une vie du territoire, autour d'une population et des besoins qu'elle exprime. »*

*« Le critère de réussite serait de percevoir que l' élu, aujourd'hui, revendique sa souveraineté et qu'il le fasse voir. Par des faits, une réunion publique d'information sur le dossier, rassemblant les riverains, informant la population de ce qu'il en est, organisée par les élus. Il faudrait que les élus se bougent pour revenir dans le jeu. »*

*« Mise en place de filières économiques nouvelles et originales. Je ne sais pas si on peut le quantifier et le qualifier. »*

*« Si on arrive à mettre en place un événement constitutif du paysage, dans la mesure où ça s'est fait de manière consensuelle, sans conflit ou du moins avec un compromis, ce serait une satisfaction du travail bien fait. »*

### C.Une amélioration des qualités du territoire : eau, agriculture, biodiversité, vie ensemble...

*« Amélioration du revenu moyen des exploitants agricoles sur le territoire. »*

*« Que la population continue à augmenter régulièrement, avec un brassage de population, des gens qui s'investissent (que les gens ne viennent pas seulement dormir), que tous les deux ou trois ans on se demande si on doit ouvrir une classe. »*

*« Ce qui me fait le plus mal c'est de voir un commerce se fermer. Voir des projets d'ouverture de commerce ou d'arrivée d'un toubib. »*

« Diminution des fréquences de restriction d'usage. »

« Amélioration de la qualité du cours d'eau. »

« Si on a un secteur productif qui se redéveloppe ici, des écoles qui ne ferment plus, on peut recréer quelque chose. Que les projets servent à ça. »

### D.D'autres critères personnels de réussite

« La réussite du projet initial de retenue. »

« Qu'on ait réussi à éviter que la zone soit réoccupée. »

**Pour plusieurs personnes, « il faut éviter la victoire d'un camp sur l'autre »**

#### POUR L'ÉQUIPE D'AUDIT

Ce territoire ordinaire a connu une crise extraordinaire, beaucoup d'acteurs ont été touchés dans l'intimité de leur relation à l'eau, l'agriculture, le vivant. Construire ensemble une compréhension partagée de cette crise, de ses ressorts, de ses enjeux est un puissant facteur de changement ici et dans d'autres territoires.

En approfondissant les propositions avec les personnes auditées, **il y a une appétence assez large pour un projet « qualité totale »**. Les agriculteurs rencontrés ne sont pas prêts à porter seuls tout le changement de l'agriculture française, mais ils sont prêts à travailler sur des techniques, des pratiques du moment qu'on respecte leur autonomie, leur libre arbitre et leurs stratégies d'exploitation de façon réaliste. Les différentes actions exprimées esquissent ce que pourrait recouvrir **un contrat agriculture-société-territoire-eau équilibré**, qui respecte l'identité de chacun et favorise l'action des acteurs publics et privés sans se substituer à eux. En particulier, de façon assez largement partagée, le champ des circuits de proximité et de leur valorisation semble être prêt à être investi du moment qu'il s'accompagne d'un travail sur le rapprochement effectif des habitants dans et autour du territoire.

**La co-construction du projet, c'est aussi la co-construction d'un territoire :**

Le choix de la co-construction, là où il est souhaitable, n'est pas forcément vu comme le plus simple.

Il a le désavantage de prendre du temps mais aussi les avantages de la robustesse juridique, d'une légitimité politique forte et d'éviter le risque d'accroître les conflits, au moins à court terme et à long terme s'il débouche sur un projet réellement porté par les acteurs concernés.

Un des enjeux qui nous apparaît, est que ce territoire discret n'a pas d'identité très bien définie aujourd'hui, et que cette identité est à construire positivement et à faire vivre. C'est une véritable co-construction d'un territoire et **la constitution concomitante d'une communauté d'acteurs pour le prendre en charge** qui est en jeu pour améliorer conjointement ses qualités liées à l'eau, à l'agriculture et à la vie ensemble. En résumé, le défi est de passer de la conscience d'un destin lié à la réalisation d'un dessein commun.